



# Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12434 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

SAMEDI 19 JANVIER 1985

## Le Parti québécois déchiré

Une nouvelle fois depuis l'échec du référendum de 1980 sur la souveraineté-association, le Parti québécois se trouve devant une décision stratégique majeure. Convoqués en congrès extraordinaire le samedi 19 janvier, les quinze cents délégués doivent se prononcer sur la proposition du premier ministre québécois, M. René Lévesque, de « geler » provisoirement l'état d'indépendance du Québec et de ne pas faire de cette question, contrairement à une ancienne promesse, le thème central des élections provinciales qui se tiendront cette année ou l'an prochain.

En choisissant ainsi la voie du réalisme, M. Lévesque avait, en novembre, provoqué une tempête au sein de son parti et de son gouvernement. Le revirement du premier ministre entraînant rapidement la démission de sept membres de son équipe gouvernementale, dont M. Parizeau, ministre des finances et ami proche de M. Lévesque. Depuis lors, le fossé s'est élargi entre les « orthodoxes », partisans du maintien d'une stratégie indépendantiste, et les « révisionnistes », favorables, comme M. Lévesque, à la recherche d'accords avec le nouveau gouvernement fédéral, depuis son triomphe aux élections fédérales du 27 septembre, par le chef du Parti conservateur, M. Mulroney.

Il semble ne faire aucun doute qu'une fois encore, comme en 1982, M. Lévesque aura raison de ses adversaires « purs et durs ». Selon les sondages, près des deux tiers des délégués au congrès lui sont acquis. Mais cette nouvelle temporisation sur la voie de la souveraineté de la Belle Province risque de provoquer une crise grave au sein du Parti québécois et de poser sur l'avenir politique de son chef.

Hostiles au « suicide grand » de leurs convictions, les « orthodoxes », sous la houlette de plusieurs dirigeants « historiques » du PQ, vont tenter de donner mauvaise conscience à ceux de leurs amis prêts, selon eux, à se livrer « pieds et poings liés » à un gouvernement d'Ottawa. La cassure pourrait aller jusqu'à la scission et à la création d'un mouvement indépendantiste.

M. Lévesque, certes, tient encore bien en main le parti qu'il a fondé en 1968 et qui l'a porté au pouvoir en 1976. Mais il sait sa formation divisée idéologiquement et en proie à une désaffection inquiétante. Le nombre des militants, qui était de trois cent mille en 1980, est tombé à cent mille aujourd'hui. Les sondages électoraux sont décevants, pour une équipe notée par neuf ans de pouvoir, confrontée à une situation économique difficile et que ne porte plus l'élan des grandes réformes sociales.

Le premier ministre jette donc une partie risquée. Il s'y est lancé parce qu'il a pris conscience de l'affaiblissement dans l'opinion publique québécoise du rêve indépendantiste, enlisé aujourd'hui dans une querelle constitutionnelle interminable avec Ottawa. Il espère que son pragmatisme sera récompensé par le suffrage populaire. Au-delà de l'enjeu de la prochaine consultation électorale, c'est déjà la succession d'un homme épuisé et vieillissant par l'affrontement avec certains de ses plus proches compagnons qui se prépare.

## Le jeu de Pretoria en Afrique australe

### L'Afrique du Sud s'efforce de sauvegarder son accord avec le Mozambique

De notre correspondant

Johannesburg. — Pour bien montrer l'importance qu'il attache à l'accord de Nkomati, signé le 16 mars dernier avec le Mozambique, le chef de l'Etat sud-africain, M. Pieter Botha, a estimé devoir réunir personnellement aux négociations les quinze cents délégués de la RNM (Résistance nationale du Mozambique) qui ont trouvé refuge en Afrique du Sud après le meurtre de deux Britanniques. Les deux hommes d'affaires anglais, M. Peter Hunt et son fils Christopher, étaient venus dans une ambassade au Mozambique dimanche 13 janvier, peu de temps après avoir franchi la frontière à Komatipoort, et avaient été froidement exécutés.

Mercredi, le quotidien du Maputo, Noticias, rapportait les propos de l'administrateur du district de Moimbo, M. Alberto Bile, qui affirmait que le commando avait trouvé refuge de l'autre côté de la frontière. Le même scénario se serait produit la semaine précédente après une escarmouche entre les soldats de l'armée mozambicaine et un groupe de la RNM. M. Bile, avait également affirmé que les auteurs de l'attentat, contre les pilotes de la ligne de haute tension qui alimente Maputo en électricité, étaient réfugiés en terre sud-africaine. Noticias avait alors estimé qu'il s'agissait d'une violation indéniable de l'accord de Nkomati, demandant au gouvernement de Pretoria de « reconsidérer son attitude ».

Dans un long communiqué diffusé jeudi 17 janvier, M. Pieter Botha indique que la police enquête sur ces allégations et qu'un compte rendu sera fait au Mozambique dans le cadre des accords de Nkomati. Le chef de l'Etat a profité de cette occasion pour affirmer que « le gouvernement sud-africain ne tolérera pas d'actions violentes contre le Mozambique à partir de l'Afrique du Sud et n'hésitera pas à agir de manière décisive contre les individus qui organisent ou commettent (des attentats) et se réfugient en Afrique du Sud après avoir mené des actions violentes » sur ce territoire, ajoutant qu'il déplorait « très fermement (ces) actes de violence (qui sont) une menace pour la stabilité et le développement normal de tous les pays d'Afrique australe ».

M. Botha lance également un appel à la RNM indiquant que « la déclaration du 3 octobre constitue une base raisonnable et équilibrée pour un cessez-le-feu et pour la participation de tous les Mozambicains à la reconstruction et au développement économique du pays sous la direction du président Samora Machel, qui a fait partie de sa volonté d'attribuer un rôle positif à l'Afrique du Sud pour mettre à exécution la déclaration du 3 octobre ».

Cette dernière prévoyait la mise en place d'une commission en vue de l'instauration d'un cessez-le-feu. Mais les négociations menées entre la RNM et le gouvernement mozambicain sous les auspices des autorités sud-africaines ont capoté le 2 novembre, la RNM estimant que Maputo « n'agissait pas de bonne foi », et que M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, était « un allié inconditionnel du régime marxiste-léniniste de Maputo ».

Depuis, l'impasse est totale et la RNM a intensifié ses actions en Mozambique, coupant à plusieurs reprises les lignes électriques alimentant la capitale. Le 5 janvier, M. Machel avait indiqué devant le corps diplomatique qu'« il existe des faits qui démontrent la violation de l'accord de Nkomati depuis le territoire sud-africain et d'autres pays voisins du Mozambique ». A ce propos, M. Botha déclare que des discussions régulières ont lieu entre les deux pays sur les « prétendues brèches » de l'accord, soulignant que son ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, s'est récemment rendu dans « certains pays d'Afrique pour ensuite communiquer au Mozambique les assurances des chefs d'Etat rencontrés que ceux-ci ne permettraient pas que leur territoire soit utilisé pour approvisionner la RNM ».

MICHEL BOLE-RICHARD.  
(Lire la suite page 2.)

## M. Mitterrand face aux caldoches

### La population de Nouméa veut manifester son hostilité à la politique du pouvoir

De notre correspondant

Nouméa. — La grande inconnue de la visite du président de la République en Nouvelle-Calédonie réside dans ses éventuelles conséquences sur l'ordre public à Nouméa, une semaine exactement après les troubles les plus importants que la ville ait connus de toute son histoire. Jeudi soir 17 janvier, au cours de l'entretien qu'il avait avec le député du gouvernement, le maire de Nouméa, M. Roger Laroque, avait obtenu de M. Pisani l'autorisation tacite d'une manifestation pacifique sur la place des Cocotiers, en plein centre de Nouméa, face à la mairie, où M. Laroque pensait recevoir le chef de l'Etat.

Vendredi, il a été précisé que M. Mitterrand ne se rendrait pas à la mairie, mais que ce serait au maire et aux conseillers municipaux de venir au haut commissariat pour rencontrer le président de la République ; de ce fait, le haut commissariat a fait savoir à M. Roger Laroque que, l'état d'urgence étant toujours en vigueur, les manifesta-

tions étaient interdites et seraient réprimées. « Du coup », a indiqué vendredi soir le maire de Nouméa, nous allons demander aux gens de circuler en ville autour du haut commissariat en agitant des drapeaux français, les plus nombreux possible, sans provoquer d'attroupements, en ne lançant que des slogans sur la volonté des Calédoniens de rester français (...). » « Mais je suis à peu près persuadé qu'à un moment les gens vont spontanément s'arrêter et se rassembler, et que par conséquent il y aura des heurts... »

Comme pour confirmer cette prophétie, le maire de la localité de Dumbéa, dans la banlieue de Nouméa, M. Bernard Marant, a souhaité une manifestation plus marquée sur la réticence des Calédoniens au plan Pisani ; M. Marant serait même à l'origine d'un tract appelant à un rassemblement en ce sens.

FREDERIC FILLOUX.  
(Lire la suite page 7.)

## La stratégie du repli

« Impopulaire ? » « Attendez la suite ! » Cette réaction de M. Mitterrand à l'Antenne 2 laisse évidemment intactes les interrogations sur « la suite » en question. Pour tenter de l'organiser, le chef de l'Etat a, comme souvent, deux fers au feu, qui se complètent plus qu'ils ne se contredisent : la pari et le repli.

Le pari, c'est celui de la reconquête. Schéma idéal pour les socialistes mais improbable, compte tenu du handicap qui les séparent des autres, de tous les autres liges comme au plus beau temps de leur « complicité objective ». La réaction de M. Roland Laroy aux propos présidentiels — « Il faut prendre des mesures à l'opposé » de celles que prend le chef de l'Etat — e d'ailleurs été eu-delà de ce que M. Toubon pouvait espérer.

Pour remonter la pente, M. Mitterrand compte donc exclusivement sur ses propres forces, et celles de ses plus fidèles soutiens. Sa popularité ou son impopularité est, en cette matière, décisive : la faiblesse actuelle de M. Mitterrand retentit sur l'ensemble de sa « majorité ». Seule une confiance retrouvée de l'opinion dans le président peut permettre à la gauche de s'en sortir. Comment y parviendra-t-elle ?

Il lui faut convaincre — à l'aide de graphiques bien choisis — que la gauche gère au mieux la crise ; qu'il y a, qu'elle le fait en restant elle-même : « Je n'ai pas changé », a-t-il dit en s'adressant spécialement aux « ouvriers français ». M. Mitterrand espère aussi dégriser une partie de l'électorat de droite : ce n'est pas impossible, car l'opposition ne saura pas, ou pas encore, l'adhésion (lire l'article de Jérôme Jaffré dans le Monde du 16 janvier).

J.-M. COLOMBANI.  
(Lire la suite page 8.)

## LE CONFLIT DU SAHARA

### Grandes manœuvres au Maghreb

De notre correspondant

Rabat. Reflet du point de vue officiel, un éditorial du quotidien El Moudjahid, mercredi 16 janvier, a traité la possibilité d'un sommet maghrébin qui a donné lieu récemment à des consultations diplomatiques (le Monde du 12 janvier). « Ce sommet », écrit El Moudjahid, comment le concevoir en l'absence totale des représentants légitimes du peuple sahraoui ? D'une façon ou d'une autre, le Front Polisario, seul dépositaire des aspirations sahraouies, doit avoir la possibilité de faire connaître les volontés du peuple dont il incarne l'avant-garde. »

Alger. — Malgré l'intensification du conflit au Sahara, Alger ne ferme pas la porte au dialogue avec

pour le fond. Depuis le sommet d'Addis-Abeba, l'Algérie n'a pas dit que sa politique antérieure — visant, assurait-elle après la rencontre Hassan II-Chadli en février 1983, « à aider » le Maroc à trouver une solution honorable dans le cadre maghrébin — avait changé. Entre la reconnaissance de l'appartenance du Sahara occidental au Maroc et l'installation du seul Polisario au gouvernement du territoire érigé en Etat, Alger croit ou affecte de croire qu'il y a des solutions intermédiaires pour peu que Rabat accepte de négocier avec les Sahraouis.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.  
(Lire la suite page 2.)

## AU JOUR LE JOUR

### Drapeau

Dans la bibliothèque de l'Elysée, d'où M. Mitterrand s'adressait mercredi aux Français, on avait placé à sa gauche un drapeau bleu-blanc-rouge. C'est bien le moins qu'un président de la République puisse parler devant l'emblème de la nation.

Quand il arrivera, samedi, à Nouméa, le chef de l'Etat sera accueilli par des drapeaux tricolores brandis par les anti-indépendantistes. Ainsi les trois couleurs qui, à Paris, soulignent sa fonction deviendront pour lui, après un demi-tour du monde, le défi de la France d'en dessous.

BRUNO FRAPPAT.

## UNE DÉCOUVERTE DE L'INSTITUT PASTEUR

### Le virus du SIDA totalement identifié

Une équipe de l'Institut Pasteur de Paris, dirigée par les professeurs Luc Montagnier et Simon Wain-Hobson, vient d'annoncer qu'elle a réussi à déchiffrer la séquence complète du virus responsable du SIDA ou LAV (lymphadenopathie associée virus). Ce travail sera publié dans la revue américaine Cell du 21 janvier prochain. Ce succès, qui fait suite à la réussite du clonage de ce virus par les pastoriens, publiée le 20 décembre dernier, a une importance considérable, d'abord pour l'identification précise de cet agent infectieux destructeur, qui a envahi le monde occidental il y a trois ans, et ensuite, et surtout parce que la voie est à présent ouverte à la fabrication de tests diagnostiques plus précis et plus spécifiques que ceux dont on disposait à ce jour, et à la préparation d'un vac-

cin. La séquence du LAV comprend 9193 nucléotides (1). Elle confirme que le LAV n'appartient pas, contrairement à ce qu'affirmaient les Américains, à la famille des rétrovirus oncogènes et leucémogènes dits HTLV (human T cell leukemia virus), dont la séquence est très différente et ne comporte pas deux des gènes identifiés à Pasteur, dont l'un commande la constitution de l'enveloppe du virus.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.  
(Lire la suite page 10.)

(1) Les nucléotides sont constitués par l'union d'acide phosphorique, d'un glucide et d'une base purique ou pyrimidique. Ils constituent les unités primaires du patrimoine génétique (ou acide désoxyribonucléique formant le gène).

# ROBBE GRILLET

### Le miroir qui revient



« Je n'ai jamais parlé d'autre chose que de moi. »

هكذا من الأصل









مكذبا من الأصل



**Exclusif**

# CALEDONIE

**Comment Machoro est mort. Les photos-témoins**

## LE SIEGE DES GENDARMES

**En tenue de commando, ils prennent position autour du camp des rebelles**

## LA REDDITION DES INSURGES

**Les Canaques abandonnent leur arsenal et se rendent**

## LA COLERE DE NOUMEA

**Les dernières émeutes avant l'état d'urgence**

## DOCUMENT

**La mère d'Yves Tual, le lycéen assassiné, reçoit Paris Match**

PARIS  
**MATCH**

**LE POIDS DES MOTS LE CHOC DES PHOTOS**

LES MILITAIRES IVOIRIENS  
RECEVRONT LE 2

### Liban

**SINDRISAY SOULIGNE  
L'ASSASSINAT  
DEUX OBSERVATEURS  
NE MODIFIERA PAS  
LA POLITIQUE  
DE LA FRANCE**

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-François Soudry, a souligné l'assassinat de deux observateurs français au Liban. Il a déclaré que la France ne modifiera pas sa politique de paix au Liban. Soudry a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre le conflit libanais. Il a mentionné que la France continue de soutenir les efforts de médiation et de dialogue entre les différentes parties impliquées. Soudry a souligné que la France reste profondément attachée à la paix et à la stabilité au Liban, et qu'elle continuera de travailler avec ses partenaires pour atteindre ces objectifs.



# PROCHE-ORIENT

SAUF OBSTACLE DE DERNIÈRE HEURE

## Les militaires israéliens et libanais se retrouveront le 21 janvier à Nakoura

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement d'Israël a-t-il vu juste en présumant que la « peur du vide » qui naîtra du prochain repli de son armée ferait réfléchir à deux fois les dirigeants syriens et libanais ? A-t-il en raison d'espérer que l'inquiétude serait bonne conseillère à Damas autant qu'à Beyrouth ?

Personne ici ne se risquerait encore à l'affirmer. Les Israéliens ont été trop échaudés par leurs voisins pour se réjouir prématurément d'un éventuel assouplissement de leur position quant à un déploiement au Liban du Sud de la Force intermédiaire des Nations unies (FINUL). Mais s'il existe une chance que la Syrie avalise une telle opération, Israël ne souhaite pas la gâcher.

Si étonnant que cela puisse paraître, vu de Jérusalem, Damas et Beyrouth assurent avoir été pris de court par la décision israélienne de retrait. C'est du moins la teneur du message que le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Brian Urquhart, a été chargé de transmettre à Jérusalem. Mais la surprise n'est pas totale. Il est vrai, le cas échéant, de changer d'avis sans perdre la face.

M. Urquhart s'est entretenu jeudi 17 janvier avec les principaux dirigeants israéliens. Il devait regagner Beyrouth vendredi et revenir en Israël dimanche. Selon M. Urquhart, les Syriens veulent des éclaircissements sur les conditions qui précéderont au retrait. M. Rabin, ministre de la Défense, a réaffirmé jeudi qu'il souhaitait une coordination entre l'armée Isra-

lienne d'une part, la FINUL et l'armée libanaise de l'autre. « Le repli, a-t-il ajouté, s'est trouvé accéléré ».

Sauf obstacle de dernière heure, les militaires israéliens et libanais se retrouveront lundi à Nakoura, non plus pour négocier des arrangements de sécurité, mais plus modestement pour tenter d'assurer une relève ordonnée et pacifique. Si ce rendez-vous a bien lieu, la navette de M. Urquhart n'aura pas été un vain exercice. Mais le diplomate omanien a souligné que, en tout état de cause, si le Liban désire vraiment une extension de l'implantation et du rôle de la FINUL, il devra en faire la demande officielle au Conseil de sécurité, seul habilité à modifier le mandat de cette force.

L'armée israélienne a fourni jeudi quelques précisions sur la première phase de son retrait, ainsi qu'une carte comportant la future ligne de défense. Celle-ci partira de l'embouchure de la rivière Litani, c'est-à-dire un peu plus au sud que prévu. La région du Grand-Safra sera évacuée avant trois semaines.

L'armée occupe actuellement 2 800 kilomètres carrés. Après le premier redéploiement, elle ne contrôlera plus que 2 300 kilomètres carrés, soit 22 % du territoire libanais, où vivent entre 350 000 et 500 000 personnes. Selon ces statistiques approximatives, cette population se répartira ainsi : 230 000 chrétiens, 30 000 druzes, 70 000 chrétiens et 40 000 Palestiniens.

J.-P. LANGELLIER.

### Liban

## LE QUAI D'ORSAY SOULIGNE QUE L'ASSASSINAT DES DEUX OBSERVEURS NE MODIFIERA PAS LA POLITIQUE DE LA FRANCE

Les dépositions des deux observateurs français de la force d'interposition assassinés lundi 14 janvier dans la banlieue sud de Beyrouth ont quitté jeudi 17 le capital libanais pour la France à bord d'un appareil de la compagnie libanaise MEA, après une cérémonie au quartier général des « casques blancs ».

L'ambassadeur de France au Liban, M. Fernand Wibaux, le chef des « casques blancs », le colonel Jean Susini, ainsi que des représentants de l'armée libanaise et des différentes milices présentes sur le terrain ont assisté à un office religieux à la résidence des Pins, le QG des observateurs français.

Dans une petite pièce de la résidence, les cercueils des adjudants-chefs Henri Groucourt (trente-quatre ans) et Henri Perrot (trente-cinq ans) étaient recouverts du drapeau français et encadrés par six observateurs portant foulard et casque blanc, au milieu d'une dizaine de couronnes de fleurs. Au cours de la cérémonie de levée des corps, le colonel Susini a rendu hommage à la mémoire des deux victimes, qu'il a qualifiées de « véritables ambassadeurs de paix et de sécurité ».

« Vous avez su porter très haut le flambeau de notre action. Puissent les sangs que vous avez versés sur le sol libanais contribuer à redonner à ce pays la paix que vous étiez venus apporter », a-t-il conclu en leur attribuant la médaille militaire et la croix de la valeur militaire.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré jeudi que la politique de la France vis-à-vis du Liban « ne varie pas », et les observateurs français à Beyrouth « poursuivent leur mission de paix ». Le porte-parole était interrogé sur les déclarations faites mardi par M. Jacques Hatzinger, secrétaire national du Parti socialiste, chargé des questions internationales, qui avait exprimé l'inquiétude du PS devant la recrudescence des attentats anti-français au Liban, et s'était demandé si, au cas où ces attentats se poursuivraient, il ne conviendrait pas de retirer les éléments français de la « force verte » (observateurs).

Le porte-parole a rappelé à ce propos que les déclarations des responsables des partis politiques français n'engageaient pas le gouvernement français. « La déclaration de l'une des formations politiques françaises, pas plus qu'une autre, a-t-il souligné, n'engage le gouvernement français ».

« La politique de la France vis-à-vis du Liban, a déclaré le porte-parole, ne varie pas. La politique de la France est en faveur de l'unité, de l'intégrité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban. En ce qui concerne les observateurs français à Beyrouth, a-t-il ajouté, ils poursuivent leur mission de paix ».

APRÈS UNE PREMIÈRE SÉRIE D'ENTRETIENS

## Jordanien et Palestiniens vont reprendre le dialogue

Correspondance

Amman. — Les pourparlers jordano-palestiniens sur les propositions émises par le roi Hussein lors de la réunion du Conseil national palestinien en novembre dernier à Amman reprendront d'ici une dizaine de jours, affirme-t-on dans la capitale jordanienne, de source proche de M. Yasser Arafat. Auparavant, le comité exécutif de l'OLP doit examiner ces jours-ci à Tunis les résultats d'une première série d'entretiens qui se sont déroulés début janvier entre le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taber El-Masri, et le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi.

Le 22 novembre 1984, le souverain hachémite avait fait sensation lors de l'ouverture du CNP en pressant l'OLP de coopérer avec la Jordanie dans la recherche d'une solution au problème palestinien sur la base de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies. Selon des sources diplomatiques à Amman, il aurait par ailleurs demandé à M. Arafat de lui donner sa réponse dans un délai de dix semaines.

Une commission formée de plusieurs membres du CEOLP et dirigée par M. Kaddoumi a été désignée pour étudier les propositions du roi Hussein et mener les pourparlers avec les responsables jordaniens. Lors de leurs dernières conversations, M. Kaddoumi et M. Masri sont tombés d'accord, dit-on, sur une liste de points de discussion, mais on n'est pas allé au-delà pour le moment.

che de paix et d'une politique d'implantation ».

M. Chirac, par ailleurs, a estimé que l'Irak est un « élément indispensable de l'équilibre du Moyen-Orient » et qu'il importe de le soutenir. « Le peuple irakien, a-t-il ajouté, est enfermé dans un système d'oppression inacceptable à l'étranger et représentant un très grand danger pour la stabilité de toute la région ».

La prochaine série d'entretiens permettra-t-elle d'entrer dans le vif du sujet ? Le désir de M. Yasser Arafat de ménager les organisations de l'OLP basées à Damas (en particulier le Front démocratique et le Front populaire de libération de la Palestine) et le rejet de la résolution 242 (1) par une très large partie de la résistance jettent en tout cas un doute sur leur résultat. Il n'est pas moins intéressant d'entendre à ce sujet l'un des membres du comité exécutif nommé lors du dernier CNP, M. Jawad Al Ghossein, président du fonds national palestinien :

« Nous allons être aussi pratiques que possible », nous a-t-il déclaré. « Nous avons deux objectifs : l'évacuation des territoires occupés et l'autodétermination des Palestiniens. La résolution 242 ne satisfait pas toutes nos aspirations. Elle traite de l'évacuation mais pas de l'autodétermination, principe qui est en revanche inclus dans d'autres résolutions des Nations unies. Ce que nous voulons, c'est l'application de toutes les résolutions des Nations unies y compris la 242 », poursuit M. Ghossein. Il s'agit de « se mettre d'accord avec les Jordaniens sur un plan d'action et sur les moyens d'appliquer ces résolutions ».

M. Ghossein dément par ailleurs catégoriquement les rumeurs selon lesquelles M. Yasser Arafat et ses partisans pourraient envisager de créer un gouvernement palestinien en exil. « Notre objectif étant d'avoir un Etat palestinien, ce serait une étape naturelle. Mais cela doit être discuté et approuvé par le Conseil national palestinien, ce qui n'a pas été le cas. Un gouvernement en exil n'est pas pour le moment à l'ordre du jour ».

EMMANUEL JARRY.

(1) Rejet motivé notamment par le fait que la résolution 242 ne traite du problème palestinien que sous l'angle des réfugiés.

# AMÉRIQUES

### Bésil

## Le président élu, M. Tancredo Neves, n'acceptera pas de « diktat » des créanciers étrangers

De notre correspondant

Sur plusieurs autres points il a été net. Un journaliste qui demandait quelles mesures « spectaculaires » il prendrait tout de suite pour affirmer le caractère social de son gouvernement, il a répondu qu'il ne croyait pas à ce genre de décisions qui font de l'effet sur l'instant mais qui restent sans suite : « Ce serait de la démagogie ».

### VERLAINE, DE GAULLE...

Dans le message qu'il a lu après son élection, le 15 janvier, M. Tancredo Neves a fait une seule citation littéraire, et elle était du poète français Verlaine. « Je me dédie aujourd'hui au service de la nation », a-t-il déclaré, avec, comme dirait Verlaine, l'extase et le tonner d'être celui qu'il a choisi.

Répondant, à un journaliste étranger qui lui demandait quels étaient les hommes d'Etat contemporains qu'il admirait le plus, il cite en premier lieu Charles de Gaulle.

La presse a rapporté, il y a environ un mois, qu'il lisait les Mémoires de l'ancien président américain Richard Nixon... dans la traduction française. Il n'a non seulement lu, mais aussi étudié la Petite et le Grand, de François Mitterrand, et Deux Français sur trois, du Valéry Giscard d'Estaing ; et il a été très impressionné, en son temps, par le plan Barre.

C. V.

Démagogie aussi, sans doute (bien qu'il n'ait pas utilisé ce mot), des mesures d'austérité du système bancaire dans un pays « où 85 % du crédit est déjà contrôlé par l'Etat ». M. Neves a affirmé, à ce propos, que l'étatisation des banques décrétée en 1981 par le gouvernement Mauroy-Mitterrand avait « créé des problèmes » à l'économie française.

Le nouveau président héritera d'une machine étatique qui s'est

beaucoup alourdie sous le régime militaire. Il promet donc moins d'Etat. Mais comment ? En privatisant certaines entreprises publiques, a-t-il précisé — mais pas pour les vendre à des intérêts étrangers, — et en réduisant ses prérogatives de contrôle au Congrès.

Il a réaffirmé qu'il fallait en finir avec les « ouvrages pharaoniques » tellement prisés des généraux. Ceux qui sont en cours — notamment les barrages — seront terminés, a-t-il promis ; mais il n'y en aura pas de nouveaux. « Il est temps de penser à l'homme, a dit M. Neves, à son éducation, à sa santé, à son logement ».

Le nouvel élu a enfin insisté sur la nécessité d'une réforme fiscale pour financer les améliorations sociales, et sur le caractère impératif d'un « pacte social » pour contrecarrer l'inflation.

CHARLES VANHECKE.

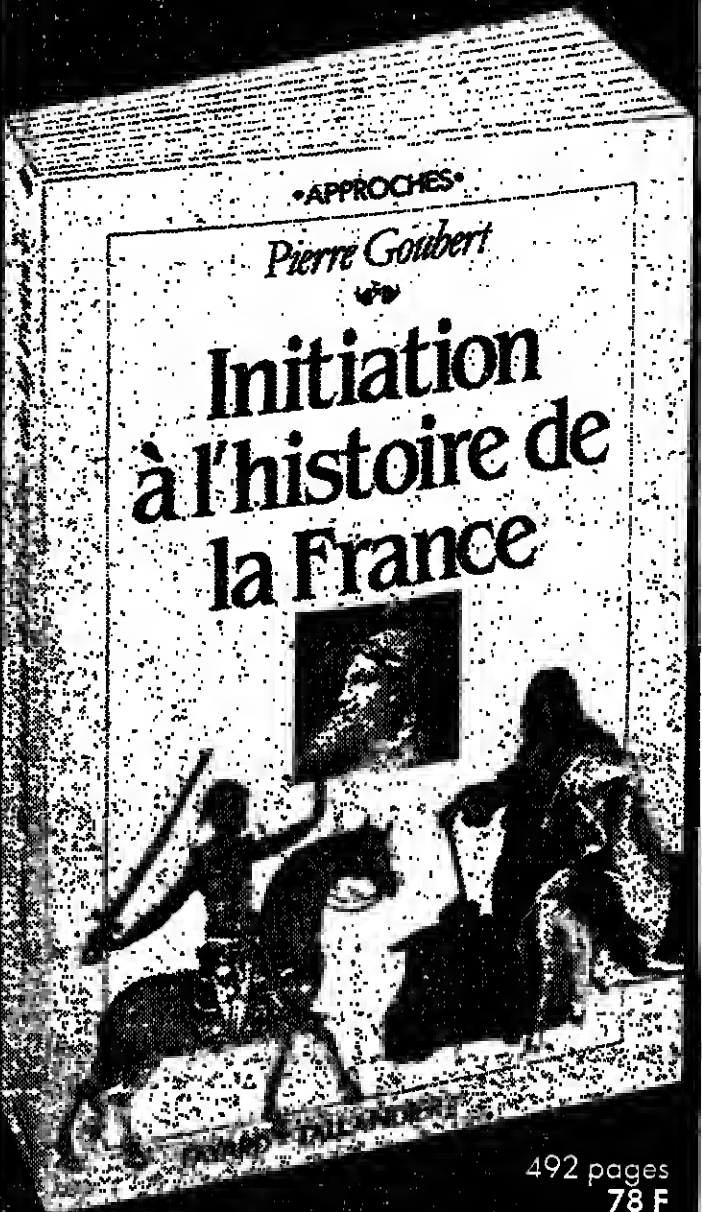
(1) La dette globale du Brésil, du Mexique et de l'Argentine s'élève à 230 milliards de dollars.

### Suspension des négociations avec les banques étrangères.

Une nouvelle interruption des négociations en cours à New-York entre le Brésil et le comité représentant les banques internationales crédières de ce pays a été annoncée le jeudi 17 janvier. Cette interruption est due à un désaccord entre les deux parties sur le montant du taux d'intérêt qui devra payer le Brésil sur ses dettes rééchelonnées. Les autorités brésiliennes négocient depuis plusieurs mois un rééchelonnement de quelque 45 milliards de dollars (sur un total de 100 milliards environ) arrivant à échéance entre 1985 et 1991. Malgré le désaccord sur le taux d'intérêt, le président du comité, M. William Rhodes (de la Citibank), et le président de la Banque centrale brésilienne, M. Alfonso Schô Pastore, ont fait état de « progrès » réalisés ces dernières semaines dans la discussion. — (AFP.)

CE LIVRE EST ÉRUDIT, DÉBORDANT DE SAVOIR, AMUSANT, SATIRIQUE ET PROFOND. L'HABITUELLE MAÎTRISE DE GOUBERT EST MULTIPLIÉE, TRANSFIGURÉE, DU FAIT MÊME QU'ELLE S'APPLIQUE A UN IMMENSE SUJET.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express.



492 pages  
78 F

Une remarquable synthèse dont le style pétillant n'est pas la moindre qualité. Et qui, à l'heure où l'enseignement de notre histoire est contesté, pourrait devenir un fort utile ouvrage de référence.

Lire.

Un manuel vivant, intelligent, je serais tenté de dire exemplaire.

Pierre Daix, Le Quotidien de Paris.

A chaque chapitre, on s'étonne, on découvre, on apprécie...

Le Point.

Pierre Goubert nous propose une Initiation qui a le charme et la vivacité d'une saga... j'ai beaucoup aimé.

Jean David, VSD.

Contre cette "entreprise de néantification" que devient trop souvent l'enseignement de l'histoire, un ouvrage de référence, pédagogique mais bien tourné, à mettre entre toutes les mains.

A. de L., le Figaro Magazine.

FAYARD TALLANDIER

هكذا من الأصل







Le Monde

# politique

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

## L'inattendue modération de M. Jean-Marie Tjibaou

De notre envoyé spécial

### UN MESSAGE INCOMPLÉT

Il semble en fait qu'un message incomplet soit parvenu à M. Plesni. Se trouvant à ce moment en réunion, alors que l'annonce d'Éloi Machoro, son plein à Nouméa, il n'a pas pu lui-même l'émis à M. Machoro, mais l'a fait recevoir par un de ses très proches collaborateurs, aux alentours de minuit. Pour compléter les choses, cet émissaire n'avait pas été lui-même en contact direct avec Machoro, mais le message était déjà passé par deux autres intermédiaires.

L'émissaire s'est contenté de signaler au haut fonctionnaire que « cinquante hommes se trouvaient encore à La Foa » et que cela pouvait être le signal du déclenchement de la phase trois (c'est-à-dire d'un durcissement de la stratégie du FLNKS). Mais l'émissaire aurait omis de formuler implicitement une offre de négociation devant des aménagements dans la précipitation de cet entretien sur un pas de porte. Il aurait même omis de mentionner qu'il venait de la part de Machoro.

Cet émissaire, dont le front se refuse à diffuser l'identité, tout en assurant qu'il n'a été pas à son premier contact avec M. Plesni, serait alors reparti sur une réponse évasive du haut fonctionnaire. M. Plesni, si son collaborateur lui a transmis cette information, qu'il connaissait déjà, et pour cause, n'y a en tout cas donné aucune suite.

Nous. — « Le cœur n'y est plus. Nous sommes dans un tunnel de plus en plus noir ! » Faisant de l'humour, Jean-Marie Tjibaou parle, sans deux affiches de la Ligue communiste révolutionnaire fraîchement arrivées de métropole, représentant Éloi Machoro « assassiné par l'ordre colonial ». Dans la petite salle de réunion du FLNKS, on a aligné des bancs pour accueillir le président du « gouvernement de Kanak » (le « gouvernement de Kanak ») : « Après la mort de Machoro », les deux hommes se sont expliqués sur la mort de Machoro. Le délégué du gouvernement a assuré à son interlocuteur qu'à aucun moment au cours de la nuit il n'avait reçu de « demande de négociation » des Kanaks. Apparemment, M. Tjibaou l'a cru, puis, aujourd'hui, il ne réagit pas cette information lancée par le front dans les jours précédents. Mais il a encore cette phrase où le fatalisme le dépasse à une surprise inattendue : « Plesni a agi en homme d'État ».

Quand bien même, M. Tjibaou serait-il resté sceptique ? Derrière M. Plesni se dessinait, invisible et sans réplique, la petite armée de quelque 6 000 hommes (gendarmes, police, forces armées) qui quadrille aujourd'hui le territoire. Dans l'immédiat, les mains liées, les dirigeants indépendantistes n'appelleront donc pas à des actions armées.

Brutalement confrontés au cynisme des rapports de force, les indépendantistes n'ont pas d'autres choix que de surmonter leur rancœur et d'aller rencontrer M. Plesni. Tout au plus peuvent-ils tenter sans beaucoup d'illusions de « manœuvrer » la mort de Machoro contre des concessions du gouvernement dans la négociation qui s'annonce... Nos quatorze morts et nos quatre-vingts prisonniers d'aujourd'hui apparaissent comme des dettes du pouvoir colonial envers nous. Nos morts sont notre force », a répliqué M. Tjibaou à plusieurs reprises.

### La photo d'Éloi Machoro

Le leader du FLNKS n'a cependant pas précisé quelles concessions exactes il comptait obtenir de la part du gouvernement français. Il s'est contenté de demander des éclaircissements sur une ambiguïté fondamentale du plan Plesni dont on peut penser qu'elle lui apparaît avec quel retard. M. Mitterrand a déclaré récemment que la souveraineté n'impliquait pas forcément l'indépendance.

« Nous allons peut-être lui poser des questions sur ce point. »

Accepterait-il de rencontrer le chef de l'État ? « Si je le vois demain, je lui porterai la photo d'Éloi Machoro en lui disant : « C'est une de vos victimes », a répondu M. Tjibaou avec un sourire triste, en précisant cependant qu'il pourrait accepter de rencontrer le chef de l'État « pour l'écouter ».

« Le plan Plesni est un discours de la France pour les Français, pour garantir leur sécurité et leurs biens et pour maintenir la présence française en Nouvelle-Calédonie. Accessoirement, il mentionne aussi la souveraineté kanak », a précisé M. Tjibaou. Ainsi, s'étant lui-même repêché dans une attitude de spectateur découragé, M. Tjibaou n'a pas manifesté d'opposition à l'idée d'un référendum national : « Cela peut être intéressant. Cela donnera plus de poids à une décision du gouvernement. Et certains sondages nous sont favorables. »

Cette modération, contrainte mais tout de même inattendue, de M. Tjibaou, paradoxalement, ne facilite pas forcément la tâche de M. Mitterrand. S'il espère par sa venue, par les mots qu'il saura pen-

être trouver, créer un choc psychologique propre à débloquer le « processus Plesni », M. Mitterrand devra s'empêcher de saisir avant qu'elle ne retombe cette main fiévreusement tendue. Les risques de débordement de M. Tjibaou sont en effet réels, et le dirigeant indépendantiste est le premier à en convenir spontanément. « Des gens disent que je les emmène à l'abattoir, et je ne peux pas leur donner tort. » Le dirigeant indépendantiste s'est indigné que « certains » aient pu penser que la mort du « dur » Machoro pouvait l'arranger, lui le modéré ; mais la popularité de Machoro dans les tribus kanakes et surtout parmi la jeunesse interdite cependant à Tjibaou, même si cette analyse est fautive, de guerre sans avoir renoué les négociations après l'assassinat du chef de guerre sans avoir obtenu de substantiels avantages, au moins apparents.

La tâche de M. Mitterrand apparaît d'autant plus ardue que, s'il se doit de faire un « geste » envers les Kanaks, sa visite doit être soumise pour le moins à une « ardente pression » des anti-indépendantistes.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

### BES RÉACTIONS CONTRASTÉES

Pour M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, deux éventualités se présentent à M. Mitterrand : « Ou bien il rencontre en Nouvelle-Calédonie son chemin de Damas en se confrontant à la réalité. Il n'y a aucune chance à cela, car il y a imbibé, imprégné, d'idéologie. Ou bien il prend position en faveur de l'indépendance. Dans ce cas, il manque à son devoir et sort de son cadre de président de la République. » M. Edgar Faure, sénateur du Doubs (gauche dém.), juge « courageuse et même audacieuse » la décision de se rendre à Nouméa, mais il souhaite que M. Mitterrand « n'y arrive pas avec une idée préconçue et ne se sente pas lié par le plan Plesni ».

Dans les milieux royalistes, les opinions sont diverses. Alors que l'Action française juge « indécente » l'initiative de M. Mitterrand, la Nouvelle Action royaliste estime qu'il s'agit « d'une fois de plus montré à la hauteur de sa charge ». En revanche le Parti communiste marxiste-léniniste, que préside M. Pierre Bauby, reproche au chef de l'État de « ne pas mettre en œuvre la décolonisation, ce qui implique la reconnaissance entière et immédiate de la souveraineté du peuple kanak ».

### M. CHIRAC : la France est une société multiraciale

M. Jacques Chirac, président du RPR, a estimé, mercredi 16 janvier, lors d'un dîner-débat organisé par l'Association France-Arabie saoudite, que « la France est une puissance musulmane, une société multiraciale ». « Les Français », a ajouté M. Chirac, « sont tous plus ou moins mélangés, et il n'est pas dans leur tempérament d'être racistes ».

A propos des immigrés clandestins, il a estimé qu'ils « doivent quitter la France dans des conditions de dignité, mais doivent néanmoins quitter la France ». Il a estimé en revanche que, pour les travailleurs immigrés en situation légale, il faut « se préoccuper de l'insertion sociale et économique du candidat au retour et ne pas se contenter de lui verser une prime de départ ». Il a préconisé à ce propos la création d'une « caisse mutuelle destinée à financer les programmes de réinsertion, et qui serait alimentée de fonds du gouvernement français, des communautés algérienne, tunisienne et marocaine — fort riches et inquiètes de la situation, et de ce fait fort disposées à contribuer à régler le problème. — et des gouvernements intéressés ».

### A Thio, les gendarmes intensifient leurs opérations

De notre correspondant

Nouméa. — La reprise en main de l'ordre public voulu par M. Edgar Plesni s'est traduite ces deux dernières semaines par une intensification des opérations de la gendarmerie sur l'ensemble du territoire avec, en aval, des interpellations et des actions judiciaires visant les milieux du FLNKS.

Les exactions commises lors du siège de Thio, ont alimenté la rumeur, sur la foi de témoignages faisant état, outre de saques et d'abus de violence, de violences physiques de la part de militants indépendantistes sur les habitants des villages, qu'ils soient d'origine européenne, wallisienne ou tahitienne. Des indications font même état de viol, notamment sur de jeunes Wallisiennes. A ce jour, une seule plainte d'un Européen a été enregistrée pour violence et voies de fait, mais aucune constitution de partie civile ou plainte n'a été reçue pour viol. Cependant, de l'avis des gendarmes et des milieux judiciaires, cela ne signifie pas pour autant que les rumeurs soient toutes sans fondement.

L'essentiel des quatre-vingts plaintes environ enregistrées dans le cadre des affaires de Thio l'ont été pour vol, pillage et déprédations. Elles se décomposent en neuf constitutions de partie civile émanant de personnes, mais aussi de sociétés comme la SLN (Société Le Nickel) dont les véhicules et les engins de travaux publics ont été « empruntés » par le FLNKS. Par ailleurs, quarante-deux plaintes pour des motifs identiques ont été déposées directement au parquet. Enfin, le nombre de plaintes auprès des gendarmeries est estimé par les services judiciaires de vingt-cinq à trente.

Il faut noter que la plupart des personnes arrêtées ces dernières semaines dans le cadre d'enquêtes sur les exactions de Thio et mises sous mandat de dépôt sont des Mélanésiens connus par les brigades de gendarmerie locales davantage pour leur propension à commettre des délits de droit commun que pour leur engagement politique.

F. F.

## M. Mitterrand face aux caldoches

(Suite de la première page.)

Par ailleurs, une page de politesse, au sujet d'une manifestation avait été retenue dans le quotidien local, mais sa parution a été annulée.

En fait, si cette hypothèse d'une manifestation non organisée par le RPCR devait se confirmer, elle constituerait indéniablement un risque pour l'ordre public à Nouméa. De l'avis de l'administration comme du gouvernement territorial, une démonstration de force structurée encadrée serait le plus sûr moyen de contenir les éléments incontrôlés — les « tribulations » — comme disent les gens de la rue — du mouvement de Nouméa. Les tribulations sont d'ailleurs constituées dans une grande proportion de métropolitains récemment installés sur le territoire plutôt que de Caldoches plus favorables à la nécessité de dialoguer et à un examen des positions qui leur sont faites pour garantir leur sécurité.

Pour l'arrivée du président de la République, Jacques Lafleur, quant à lui, s'est prononcé pour une attitude légèrement différente. Dans un communiqué diffusé vendredi en début de soirée, signé par le député RPR, la visite du chef de l'État est considérée comme « un événement qui doit être pour nous l'occasion d'exprimer notre volonté inébranlable de rester français. Pour cela, nous demandons à la population de s'associer massivement à l'appel du maire de Nouméa en étant présente sur la place des Cocotiers de 8 heures à 11 heures ». Il s'agit d'un appel au calme et à la sérénité.

Cette mi-contrainte entre les points de vue exprimés par le maire de Nouméa et par le président du RPCR — l'un appelle à une « circulation en ville », et l'autre à un « rassemblement dans le calme » — traduit l'ambiguïté des sentiments du RPCR et du gouvernement territorial face à la visite de M. Mitterrand. Le chef de l'exécutif calédonien, M. Dick Ukeke, n'a pas caché sa satisfaction de voir le chef de l'État se rendre en Nouvelle-Calédonie. « Le fait de recevoir le président de la République est pour nous une bonne nouvelle, c'est une satisfaction de l'apprendre. » D'où une ambiguïté encore lorsque les Calédoniens agiteront des drapeaux tricolores comme le leur ont demandé les organisateurs du rassemblement place des Cocotiers. Ces fanions seront un signe de bienvenue au président de la République, un gage de fidélité à la France, mais aussi une expression de l'hostilité à la politique menée par le gouvernement central dans le territoire.

Les indépendantistes du gouvernement territorial, du RPCR et de la mairie de Nouméa — tous du même bord politique mais à des degrés divers — à adopter une stratégie précise pour l'accueil de M. Mitterrand sont la conséquence de cette hésitation entre la volonté de ne pas rater une occasion unique pour exprimer leur attachement à la France — même s'il est tout un attachement à la terre calédonienne — et le désir de rester dans la légalité, c'est-à-dire de respecter l'état d'urgence, donc de ne pas manifester.

C'est donc le premier sentiment qui a prévalu : il ne faut que concrétiser une volonté de la population de Nouméa qui a toujours

été de descendre dans la rue ; « nous sommes très poussés par notre hôte », avait jadis le vice-président du gouvernement, M. Yves Magnier, qui hésitait encore sur la tactique à adopter. M. Jacques Lafleur a tranché, il a préféré plutôt que d'être à la remorque des événements, les devancer en espérant que cela en atténuerait les conséquences néfastes et les débordements.

Les débordements, ils ont en quelque sorte commencé vendredi après-midi lorsque trois coups de feu ont été tirés sur la façade d'un magasin dans la banlieue de Nouméa. Cette épidémie appartenait à M. Gérard Courtois, métis vietnamien, ancien conseiller économique de M. Jean-Marie Tjibaou, alors que celui-ci était le chef de l'exécutif local. Le magasin « Calédo » avait d'ailleurs été déguisé à la radio-télévisuelle par

les meneurs de la manifestation du week-end dernier, mais en vain ; sans doute se trouvait-il à ce moment-là trop loin du théâtre des événements.

La journée sera rude pour la Calédonie, pour le président de la République et aussi pour ceux qui sont chargés de l'organisation de son voyage en terre kanak. Sur le plan de la sécurité, le dispositif sera exceptionnel. M. Mitterrand sera protégé conjointement — outre par ses gardes du corps personnels — par les gendarmes mobiles, les CRS et les parachutistes du détachement Guépard ainsi que par les hommes du GIGN. Pour parer à toute éventualité, le plan de contingence sera d'ailleurs très serré. Les hélicoptères Jeanne-d'Arc, en escale à Nouméa, a retardé de vingt-quatre heures son départ pour permettre un éventuel repit au cas où.

FREDERIC FILLOUX.

CETTE SEMAINE DANS

# LE NOUVEL observateur

## LA FRANCE DES RECORDS

LE HIT-PARADE DU DIVORCE  
LE PALMARES DE LA PROSTITUTION  
LA CARTE DE FRANCE DE LA SANTE  
LE CLASSEMENT DE LA FORTUNE  
LA VILLE DES SUCCES SCOLAIRES  
LE RECORD DE LA SECURITE  
LA REGION OU L'ON MEURT LE PLUS,  
CELLE OU L'ON VIT LE PLUS LONGTEMPS...

UN NUMERO SPECIAL DU « NOUVEL OBSERVATEUR ». A NE PAS MANQUER

هكذا من الأصل



# POLITIQUE

## L'UDF remet les pendules à l'heure

Les relations privilégiées qu'entretenaient les clubs Perspectives et Réalités et le Club 89 (proche du RPR), la mise en place d'un groupe de travail commun par MM. Chirac et Giscard d'Estaing et chargé de définir les « objectifs du redressement de la France », la publicité donnée à ces travaux et rencontres, ont levé dans les rangs de l'UDF un vent de fronde.

Les barrières du PR, le CDS, les radicaux, qui se sentent exclus de cette « organisation », et veulent s'affirmer un axe privilégié RPR-PR, ont réagi vivement, ces derniers jours, et, comme le dit M. Rossinot, président du Parti radical, ont voulu jeudi « remettre les pendules à l'heure » à l'UDF.

Pas question, disent-ils en substance, de nous laisser imposer une stratégie des hommes,

des idées. « Il n'y a pas de droit divin », s'exclame M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui souhaite que soient respectés les instances, les hommes, la vie démocratique au sein de l'opposition.

Cependant, pour marquer une volonté de ne pas rester à la traîne, l'UDF a déclaré d'accéder à l'harmonisation des points de vue entre ses différentes composantes et, dans ce but, a créé une commission de synthèse à laquelle participent des représentants de chacun des partis membres de l'UDF. Ses engagements pourraient être couchés sur le papier d'ici le mois de mai et permettraient alors l'ouverture de discussions avec le RPR dans le but de mettre sur pied une plate-forme commune de gouvernement.

« Je dénoncerai ceux qui trahissent les pieds à l'UDF », avait récemment promis M. Létard, secrétaire général du PR. Aujourd'hui, il semble que le mouvement s'accroît à l'UDF. Chacun semble avoir à cœur de montrer l'importance du travail de réflexion qu'il a entrepris. Simplement, les méthodes divergent quant aux moyens de centraliser ces réflexions, de les organiser. L'UDF a pris une décision. M. Giscard d'Estaing active les clubs Perspectives et Réalités et, par leur intermédiaire, privilégie les contacts avec le RPR. M. Barrot, lui, observe de sa « colline » cette agitation...

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

## M. Rossinot (rad.) : il est urgent de calmer le jeu

M. André Rossinot, président du Parti radical, a déclaré, jeudi 17 janvier, que l'UDF soit « retournée dans l'ère de la politique-passion », et il a estimé qu'il devenait « urgent de calmer le jeu », pour préserver l'unité de la confédération. « Dire qu'il pourrait y avoir un axe privilégié entre le RPR et le PR et mettre prématurément en avant et de façon tout à fait exclusive le Club 89 et les clubs Perspectives et Réalités pour élaborer les plates-formes à venir de l'opposition nous paraît une mauvaise méthode », a-t-il indiqué, avant de se féliciter que le matin même, lors du bureau politique de l'UDF, « les pendules aient été remises à l'heure », avec la décision de privilégier d'une part la préparation des élections cantonales et d'autre part l'organisation de travail de réflexion et l'harmonisation des positions de chacune des composantes au sein d'une commission de synthèse. « Il faut », a affirmé M. Rossinot, « ramener à leur juste place et à leur juste complémentarité les efforts conjugués des formations et des clubs qui composent l'UDF ».

Le président du Parti radical a précisé toutefois que « si demain il

devait y avoir, à côté des travaux RPR-UDF sur la stratégie politique, une recherche doctrinale, le Nouveau Contrat social, qu'animent MM. Edgar Faure et Paul Granet - et que M. Rossinot présente comme « le club de réflexion associé au Parti radical » - devrait participer à cette recherche. « On ne peut pas tolérer que s'instaure un dialogue unique entre les clubs Perspectives et Réalités et le Club 89 », a souligné M. Rossinot qui a demandé à M. Aurillac, président du Club 89, que le Nouveau contrat social soit invité à la convention nationale du Club 89, réuni le 3 février prochain pour « participer avec les clubs Perspectives et Réalités à cet esprit de convivialité ».

Soucieux de faire apparaître l'importance qu'attache le Parti radical à la réflexion « de fond », M. Rossinot a, d'autre part, précisé que son parti avait décidé d'organiser, au cours du premier semestre, trois grandes conventions sur les thèmes suivants : l'individualisme social, « sciences et société » et le « message radical », ce message sur lequel précisément travaille le Nouveau Contrat social.

## M. Méhaignerie (CDS) : pour un « projet social » de l'opposition

M. Pierre Méhaignerie, qui réunit samedi 19 janvier, à Paris, le conseil politique du CDS pour une réflexion autour de deux thèmes - l'immigration et le « projet social » de l'opposition - a estimé jeudi que son parti devait cette année atteindre trois objectifs : « renforcer son influence, consolider l'unité de l'UDF et vaincre le scepticisme des Français ».

Après avoir estimé que pour renforcer son influence, le CDS disposait de « deux atouts : l'unité du mouvement et une ligne politique claire », M. Méhaignerie a insisté sur le fait que « l'unité de l'UDF est le seul garant de la solidité de l'alliance de l'opposition républicaine ». Faisant allusion aux dernières rencontres entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac, il a rappelé qu'il avait désapprouvé « des manifestations perçues comme des tentatives visant à rejeter une partie de l'opposition ou à isoler l'ancien premier ministre Raymond Barre ». « Je continuerai à désapprouver de telles manifestations », a-t-il ajouté. Il a annoncé qu'il avait écrit à M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, pour proposer l'adoption par

la confédération d'un « calendrier d'actions pour les cinq prochains mois avec notamment la mise en place d'une commission de synthèse qui d'ici au mois de mai devrait être en mesure de présenter le programme de l'UDF. Une fois cette étape franchie, « nous pourrions entamer des négociations sérieuses avec le RPR », dans la perspective des élections de 1986, a souligné M. Méhaignerie, qui s'est félicité que, jeudi matin 17 janvier, le bureau politique de l'UDF ait décidé d'approfondir des maintenanant sa réflexion sur l'immigration, la sécurité et l'éducation, de manière à pouvoir, sur ces sujets, trouver des positions communes aux différentes composantes.

M. Méhaignerie souhaite qu'un quatrième thème fasse l'objet d'une réflexion commune : la politique sociale. « Il est temps », a affirmé le député de l'Ille-et-Vilaine, que l'opposition comble le vide concernant son projet social.

Cette dernière réflexion, selon lui, peut contribuer à « vaincre le scepticisme des Français et entraîner l'adhésion du plus grand nombre ». Dans ce but, le parti du CDS demande à son parti de déterminer les « engagements sociaux » sur lesquels il se battra. « Les mouvements de l'opposition, inquiets du déclin de la France, ont trop exclusivement mis l'accent sur les conditions du redressement et négligé de s'intéresser aux conséquences à terme de ce redressement, si bien que le Parti socialiste peut tenter de faire croire qu'il est le seul capable de maintenir un projet social », a-t-il expliqué. Il a ajouté : « Il n'y a pas de réforme possible demain s'il n'y a pas d'adhésion populaire et celle-ci impose que nous nous engageons vis-à-vis des plus défavorisés ». A ce propos, M. Adrien Zeller, député (UDF-CDS du Bas-Rhin) qui a récemment formulé, pour le CDS, un certain nombre de propositions pour lutter contre la « nouvelle pauvreté » a tenu à souligner que M. Méhaignerie lors de son élection télévisée du 16 janvier « reconnut l'ampleur du problème » et « l'insuffisance des mesures partielles prises lors du débat budgétaire pour 1985 ». Il s'est étonné que dans ces conditions le gouvernement « n'agisse pas plus rapidement pour mettre en œuvre les idées de solidarité ». Il a ajouté, au nom du CDS, qu'un « vrai » débat sur ce thème de la « nouvelle pauvreté » soit organisé par M. Fabius, lors de la prochaine session de printemps du Parlement.

Enfin, M. Méhaignerie a demandé aux élus du CDS de se « distinguer » par leur « attitude de tolérance et d'ouverture » et le « refus de toute démagogie ». « Nous chercherons dans les prochains mois, a-t-il affirmé, à élargir les zones de consensus dans l'intérêt du pays ». M. Méhaignerie a respecté, à ce propos, que le ton « modéré » employé par M. Mitterrand mercredi soir « ait pas été ». « Cela aurait évité bien des crispations tout au long du débat », a-t-il jugé en soulignant toutefois « les équivoques » du discours présidentiel tant en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie que la réforme du mode de scrutin.

« L'UDF contre la proportionnelle ». M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, a estimé jeudi 17 janvier, au terme de la réunion du bureau politique de son parti, que le changement du mode de scrutin, envisagé par le président de la République, constituait « l'aveu que la gauche désemparée n'est plus en mesure d'obtenir une majorité » et « une manœuvre pour tenter de freiner le rejet par l'opinion de la politique socialiste ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe parlementaire de l'UDF, qui considère que la proportionnelle est « un facteur d'instabilité » et « qu'elle permet des manœuvres politiciennes », a déclaré jeudi à Tours que c'était « peut-être la fin de la V<sup>e</sup> République telle que nous l'avons connue depuis 1958 ».

## MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU PCF

### M. Jean Colpin s'est donné la mort

M. Jean Colpin, membre du bureau politique du Parti communiste, s'est donné la mort, le jeudi 17 janvier, à son domicile, à Paris. Il était âgé de cinquante-six ans. M. Colpin, secrétaire adjoint à la section de Jean Colpin, M<sup>me</sup> Françoise Colpin, journaliste à l'Humanité, a déclaré : « Je ne saurais pas dire si Jean Colpin était ou non malade, mais nous n'avons pas deviné : Jean ne s'est jamais plaint ». Le bureau politique du PCF a aussi adressé un message à M<sup>me</sup> Colpin.

Jean Colpin a laissé à l'intention de M<sup>me</sup> Colpin une lettre expliquant son geste. L'Humanité ne fait pas état, vendredi, de cette lettre dans laquelle, selon l'AFP, Jean Colpin « résume d'avance toute interprétation politique de son geste et donne son appel au secrétaire général du PCF », et qui se termine par l'exclamation : « Vive le vingt-cinquième congrès ! ».

Né le 26 avril 1928 à Jumièges-le-Grand, en Normandie, Jean Colpin avait passé sa jeunesse à Lille, où il avait travaillé dans les entreprises Kuhlmann, puis Massey-Ferguson. Il avait épousé, en 1961, M<sup>me</sup> Françoise Bonvalet.

Ayant adhéré au Parti communiste en 1952, Jean Colpin dirige la section CGF de Massey-Ferguson, puis il est, en 1956, le secrétaire de la fédération du Nord du PCF, où il est chargé de l'organisation. Il est élu, lors du dix-neuvième congrès, en février 1970, au comité central de son parti. Au congrès suivant, en décembre 1972, il devient membre du bureau politique, au sein duquel il est chargé des questions de la jeunesse. Deux ans plus tard, lors du vingt-et unième congrès (octobre 1974), Jean Colpin est chargé du secteur « entreprises ».

Proche de M. Georges Marchais depuis l'époque où celui-ci dirigeait le secrétariat à l'organisation, Jean Colpin a pour mission de moderniser l'action du PCF dans les entreprises de lui donner une dimension politique qui aille au-delà de l'intervention syndicale à travers la CGT. Jean Colpin se consacre personnellement au développement de l'influence du PCF en Lorraine, où la concurrence de la gauche non communiste, dans le sillage de la CDFI, est rude.

Inscrit à la cellule de l'usine Sallier de Grandange en 1975, Jean Colpin a eu un échec devant la conférence fédérale de la Moselle.

## Le PS dénonce le PC

Le bureau exécutif du PS a répondu, jeudi 17 janvier, au communiqué publié mardi 15 janvier par le bureau politique du PCF, qui accusait le PS de participer aux « opérations menées contre le Parti et sa direction ». (Le Monde du 17 janvier). Le bureau exécutif du PS affirme notamment : « Libre à la direction du Parti communiste de chercher à résoudre ses difficultés en exhumant la vieille théorie du « complot », et ce sur le dos des autres. Puisque le bureau politique du PC, dans sa déclaration, s'attaque à l'attaché aux valeurs de l'« honnêteté » et de la « fraternité », qu'il s'en inspire pour respecter et la vérité et le Parti socialiste. Et qu'il se rappelle que l'outrage de langage n'a pas jusqu'ici bien servi sa cause ».

## LE REDÉCOUPAGE CANTONAL

### Polémique dans l'Isère

De notre correspondant

Grenoble. — L'Isère s'apprête à vivre l'une de ses plus âpres campagnes électorales. L'intérêt des élections cantonales dépasse les limites départementales en raison de la personnalité du « patron » du conseil général de l'Isère, M. Louis Mermeux : la victoire ou l'échec du président de l'Assemblée nationale est en jeu national. Le succès remporté par l'opposition aux élections municipales de 1983, qui a notamment conquis la ville de Grenoble, puis aux élections sénatoriales (qui lui ont donné quatre élus, dont trois membres de l'UDF et un du RPR) lui laisse espérer une nouvelle victoire lors de prochaines scrutins cantonaux.

L'objectif de l'opposition est de « déstabiliser sur son propre terrain l'un des personnages-clés de l'Etat socialiste », comme le souligne un conseiller général RPR. Dans l'assemblée actuelle, qui compte 50 membres, la gauche dispose de 27 sièges (16 PS, 9 PCF, 1 MRG et 1 apparenté), l'UDF et le RPR de 16 sièges et les non-inscrits de 7 sièges.

Depuis six mois, majorité et opposition s'affrontent sur l'opportunité d'un redécoupage des cantons dans l'Isère, qui porterait à 57 leur nombre. De nombreux éléments militent en faveur de ce remodelage dans un département géographique vaste et très divers, où cohabitent étroitement des régions de plaine et de montagne et qui compte neuf cent trente-six mille habitants, dont une agglomération de quatre-cent mille personnes. D'autre part, l'écart de population entre cantons est le plus grand. Ainsi le canton de montagne de Cielles (mille deux cents habitants) est quarante-deux fois moins peuplé que celui de Sassenage, dans la banlieue grenobloise. Le commissaire de la République, M. Pensa, a donc proposé le redécoupage des six cantons les plus habités, et la prise en compte de la ville nouvelle de l'île d'Abet, dont la population s'accroît rapidement au cours des prochaines années.

« RECTIFICATIF ». — A propos de la situation à RTL, dans nos éditions du 12 décembre, nous indiquions que M. Jean-Claude Hébert avait été, avant 1981, membre de la commission presse du Parti socialiste. Il s'agissait d'une erreur. M. Hébert n'a jamais été membre de cette commission ni même du Parti socialiste.

## M. TOUBON (RPR) :

### « BAVARD ET PRÊCHEUR »

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a commenté les déclarations de M. Mitterrand au cours de son point de presse, jeudi 17 janvier, en déclarant : « Les Français auront été déçus d'entendre un président de la République bavarder, disserter et prêcher, un homme un peu déconcerté et déconcertant, ne maîtrisant pas totalement les affaires du pays. Aucune orientation nouvelle n'a été présentée pour donner de l'espoir et de la confiance ».

A propos de la situation en Nouvelle-Calédonie, M. Toubon a estimé que le chef de l'Etat s'est contenté « de transformer le plan Pisani en plan Mitterrand », ajoutant : « Je crains qu'il n'accomplisse pas son devoir de président de tous les Français, puisqu'une majorité de Nouveaux-Calédoniens ne souhaitent pas l'indépendance et que, lui, cherche à la leur imposer. Le choix devrait correspondre à la réalité : ou bien l'indépendance pure et simple, car l'association n'est qu'une illusion, ou bien un statut rénové qui permettrait à tous les Calédoniens de s'entendre pour régler les problèmes du territoire dans le cadre de la République française ».

M. Toubon a estimé que seraient justifiées des mesures de dissolution du FLNKS, « mouvement insurrectionnel sorti de la légalité et qui constitue un défi au peuple français et au président de la République lui-même ».

A propos des déclarations économiques du chef de l'Etat, le secrétaire général du RPR a noté « un décalage entre une incroyable autosatisfaction et la réalité vécue chaque jour difficilement par les Français ».

« M. Michel Rocard pour le silence et l'action ». — Dans une interview publiée vendredi 18 janvier par les Dernières Nouvelles d'Alsace, M. Michel Rocard estime que « les hommes politiques ont besoin de deux vertus : le silence et l'action ». A propos de sa propre réserve, M. Rocard observe : « Celui qui occupe sans arrêt le devant de la scène de l'actualité finit par se fondre dans le tourbillon des événements qui passent (...). J'ai choisi de ne parler que dans les quelques occasions où il me paraissait que je pouvais apporter quelque chose aux Français (...). De coup, chaque fois que j'interviens, on parle de « vertu politique » (...). Ces remarques vont finir par être aussi nombreuses que les adieux à la scène des Compagnons de la Chanson... ».

## La stratégie du repli

(Suite de la première page.)

De ce point de vue, la dimension présidentielle est importante. La Nouvelle-Calédonie peut lui permettre de la retrouver. Mais en la matière, les risques pris sont considérables. En premier lieu, parce que l'effet de surprise, et le salut du au courage, peuvent rapidement se dissiper. Déjà, après son déplacement à Bayrouth, M. Mitterrand avait bénéficié d'une « embellie », qui n'est guère de suite. En second lieu, et surtout, le voyage à Nouméa ne vaut que s'il débouche la situation. Le président ne peut se permettre de rentrer bredouille, après avoir engagé son crédit sur la relance, par ses propres soins, d'un processus d'autodétermination.

Enfin se profile à l'horizon des élections cantonales dont les résultats peuvent créer un climat politique particulièrement difficile, aussi difficile qu'au lendemain des élections européennes. La reconquête étant hypothétique, il convient donc de préparer le repli. Sur les hauteurs, s'entend, mais repli tout de même, à la fois institutionnel et politique.

Les critiques sur l'exercice monarchique du pouvoir ont d'autant mieux porté qu'elles gèrent le chef de l'Etat dans la préparation de l'opinion à une lecture plus parlementaire de la Constitution. M. Mitterrand veut désormais accorder l'idée - il avait commencé de la faire lors du débat sur le Synchrotron en Alsace, en rejetant la responsabilité du choix de Grenoble sur le gouvernement - que le président n'a pas tous les pouvoirs.

J.-M. COLOMBANI.

## LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

Codes Dalloz  
Précis Dalloz  
Mémentos Dalloz  
Dalloz gestion

En vente en librairie

**DALLOZ**

11 rue Soufflot 75240 Paris Cedex 05



(Publicité)

# POUR LE REGROUPEMENT DE TOUS LES FRANÇAIS DE GAUCHE

## LA MÉMOIRE COURTE

### LANCE UN PREMIER APPEL

NOUS sommes des femmes et des hommes qui appartenons à toutes les gauches françaises.

- Nous n'avons qu'un objectif : empêcher la droite de revenir, hautaine et revancharde, au pouvoir.
- Nous n'avons qu'un moyen : organiser un vaste mouvement d'opinion pour tous les Français de gauche, qu'ils soient adhérents d'un parti, d'un syndicat ou, comme la plupart d'entre nous, des citoyens de gauche, attachés à ses valeurs et convaincus que c'est sur elles que doit se fonder l'avenir de leur pays.
- Nous n'avons qu'une stratégie : permettre à François Mitterrand, président de la République, de continuer l'œuvre entreprise : moderniser le pays pour une plus grande justice sociale et la sécurité de tous dans le respect de la démocratie et des libertés.
- Nous n'avons qu'un adversaire : la droite, dont nous connaissons les méthodes et les vœux : laisser les plus forts écraser les plus faibles, briser dans tous les domaines (le droit du travail, la santé, l'école) les protections et les garanties qui assurent un minimum de sécurité aux plus démunis, étouffer l'Etat pour le plus grand profit des puissances d'argent. Contre cet adversaire qui se dispute déjà le pouvoir avant de l'avoir reconquis, nous voulons maintenir le principe de l'égalité des chances entre les citoyens. Nous refusons que notre pays soit régi par la loi de la jungle rebaptisée libéralisme.
- Nous n'avons qu'un handicap : la passivité, le découragement, l'abstention des Français de gauche.

Et c'est pourquoi nous lançons ce premier appel au

#### REGROUPEMENT DE TOUS LES FRANÇAIS DE GAUCHE

- Il est urgent de se retrouver
- L'échéance électorale de 1986, décisive, se prépare dès maintenant. A peine quatre cents jours nous en séparent et dans quarante jours il y a déjà les élections cantonales.
- La droite pratique partout la politique du pire : à propos de la Nouvelle-Calédonie, nous avons entendu des slogans sinistres qui rappelaient le temps tragique de la guerre d'Algérie. Hier la droite s'est servie des événements d'Alger pour prendre le pouvoir à Paris dans les pires conditions. Puis elle a cyniquement sacrifié les pieds-noirs et « perdu » l'Algérie. Aujourd'hui elle veut cyniquement utiliser les drames de Nouméa pour affaiblir le gouvernement sans se soucier des intérêts des Calédoniens et de ceux de la France.
- Dans le domaine économique, alors que sur le front de l'inflation et de l'investissement, sur le terrain de la modernisation, les choix de la gauche portent leurs fruits, la droite favorise l'attentisme de certains patrons qui se disent : licencions sous la gauche pour lui faire porter le poids du chômage.
- Il faut déjouer tous ces calculs en organisant pour l'emporter en 1986

#### LE REGROUPEMENT DE TOUS LES FRANÇAIS DE GAUCHE

- Il est urgent de montrer notre volonté
- Car il y a ceux, à gauche, qui quittent le navire pour les petits et faux calculs de leur boutique.
- Car il y a ceux, à gauche, qui ont des stratégies pour l'après-1986.
- Car il y a ceux, à gauche, qui se voient déjà candidats en 1988.
- Car il y a ceux, à gauche, dont le métier est de donner des leçons de grande politique ou de morale, la main sur le cœur et les pieds au chaud.
- Car il y a ceux, à gauche, qui sont les pleurnicheurs professionnels et les mouches du coche.

A tous ceux-là qui se lamentent, calculent, ironisent, regrettent ceci ou cela, nous disons - comme Françoise Sagan - « Bon repentir, messieurs ! ». Mais nous, nous restons sur le navire et voulons poursuivre le voyage, et c'est pourquoi nous lançons ce premier appel

#### AU REGROUPEMENT DE TOUS LES FRANÇAIS DE GAUCHE

Conscients de cette exigence, nous avons formé, il y a près d'un an

#### LA MÉMOIRE COURTE

Rejoignez-nous

- La question est simple : voulez-vous revoir Giscard, Barre, Chirac, Peyrefitte, Poniatsowski aux affaires ? La droite, c'est cela, et c'est aussi Le Pen et la liquidation de tous les acquis de la gauche depuis des décennies. D'ici à 1986, la Mémoire courte lancera d'autres appels au regroupement.
- Nous, nous sommes fiers de notre victoire en 1981, un grand moment d'espérance, comme nous sommes fiers de ce qui a déjà été fait depuis 1981.
- Nous sommes fiers d'avoir pu éviter les conséquences les plus catastrophiques de la crise.
- Nous ne voulons pas d'un Monsieur « Thatcher » qui réserverait aux travailleurs français le sort des mineurs britanniques.

**NOUS VOULONS QUE LA GAUCHE GOUVERNE**  
parce que, en dépit des obstacles et des difficultés,  
**ELLE FAIT MIEUX QUE LA DROITE**

Alors, battons-nous.

#### SOYONS LE RENDEZ-VOUS DE TOUS LES FRANÇAIS DE GAUCHE

La Mémoire courte  
(Association loi 1901)  
B.P. 433, 75233 PARIS Cedex 5.

Adhérez à « LA MÉMOIRE COURTE ».  
Achetez son premier cahier Nos raisons d'être : 25 F.  
Abonnez-vous à son bulletin : 50 F pour dix numéros par an. Abonnement de soutien à partir de 100 F.  
Chèque postal ou bancaire à l'ordre de « LA MÉMOIRE COURTE ».

هكذا من الأصل



UNE PREMIÈRE MONDIALE A MARSEILLE

Des chirurgiens réussissent une greffe totale du fémur

Hier encore, on l'aurait amputé, on plus précisément on aurait enlevé la totalité de sa jambe en la désarticulant au niveau de la hanche. Il y a dix jours, M. X, cinquante sept ans, qui était atteint d'une tumeur (ou chondrosarcome) du tiers moyen du fémur, a bien subi une ablation totale de l'os malade, le plus long que contient l'organisme humain, celui duquel est exigé le travail le plus intense. Mais les professeurs André Triffaut et Dominique Poutou ne sont pas satisfaits de la clinique orthopédique de l'hôpital de la Conception à Marseille, dans un extraordinaire travail de reconstruction.

Il ont placé au sein des masses musculaires et vasculaires de la cuisse, d'abord une prothèse totale de hanche, ensuite une prothèse de genou, et enfin un fémur entier qu'ils avaient prélevé quelques jours auparavant sur un mourant en coma dépassé et qui avait été congelé dans

la banque d'os de Marseille. Les suites de l'intervention - qui a duré sept heures - ont été remarquables de simplicité, et l'opéré pourra marcher sur sa nouvelle jambe dans une semaine.

Habituellement, les tissus et les os d'un individu sont rejetés par les organismes étrangers auxquels on s'efforce de les greffer, ce qui explique l'importance des traitements dits immuno-dépresseurs qui accompagnent les greffes de rein ou de cœur et qui visent à jurer cette réaction de rejet.

Mais il se trouve que le tissu osseux n'est pas « antigénique », c'est-à-dire que la charpente qui le compose est perçue par le receveur de la greffe comme un corps inerte, que ses propres cellules vont coloniser. Au bout de quelques années, il n'existe plus aucune différence biologique permettant de distinguer une greffe osseuse prélevée sur l'in-

dividu lui-même (par exemple, un morceau de sa crête iliaque) d'une homogreffe provenant d'un autre sujet donneur. La même observation a été faite pour les cellules des cartilages, elles aussi parfaitement tolérées.

Cette particularité, connue depuis peu, explique le développement considérable qu'a pris sous l'impulsion du professeur Poutou, la banque d'os de Marseille, la plus importante de France, qui se trouve dans le centre de transfusion sanguine et qui recourt à la cryopréservation, les tissus prélevés étant congelés à moins 196 degrés dans de l'azote liquide. A l'heure actuelle, cette banque envoie des os cryopréservés par avion ou par le TGV un peu partout en France, dans les services de chirurgie qui en ont besoin.

La fréquence sans cesse accrue des accidents de la route entraînant d'énormes délabrements osseux, et

le fait que, d'autre part, des substances chimiques remarquablement actives et spécifiques ont permis depuis cinq ans de transformer le pronostic des cancers des os, hier encore mortels à 80 %, ont multiplié les occasions de tenter des substitutions osseuses afin d'éviter toute amputation.

Mais jamais encore une intervention de l'envergure de celle réalisée à Marseille n'avait été tentée. Sa réussite donne une idée du niveau de perfectionnement atteint par l'orthopédie d'avant-garde, capable de combiner toutes les ressources de l'immunologie, de la cryobiologie, de la mécanique (pour les articulations entièrement artificielles) et de la technique chirurgicale, afin d'éviter, en cancérologie et en traumatologie notamment, des amputations hier encore inévitables.

Dr E.L.

Le virus du SIDA totalement identifié

(Suite de la première page.)

La connaissance de la structure de ce gène devrait autoriser la synthèse en laboratoire de peptides qui permettraient la fabrication d'un vaccin, d'une part, et de tests très précis de diagnostic, d'autre part.

Le virus du LAV apparaît, selon les pastoriens (2), à un nouveau groupe entièrement original de rétrovirus plus proche des agents de certaines maladies infectieuses frappant les animaux (le virus de l'amygdale du cheval, le lentivirus - ou Vienne - atteignant les moutons, les chèvres

et les bovins), que du groupe des HTLV.

Dès lors, il se confirme que l'équipe pastorienne avait vu juste et il ne paraît plus justifié d'appeler « HTLV III » le virus du SIDA, auquel une commission de classification, qui devrait se réunir prochainement, donnera son véritable nom, LAV vraisemblablement.

Il ne s'agit pas là d'une simple querelle érudite, car, l'antériorité des travaux pastoriens n'étant plus niée par personne dans les milieux scientifiques, un problème de brevets

va se poser tant pour les tests diagnostiques, qui seront diffusés dans le monde à des milliers d'exemplaires, que pour le vaccin qui pourrait être mis au point. Ce vaccin représenterait la seule protection possible pour une maladie qui ne connaît aucune thérapie efficace et qui est, à ce jour, mortelle à 100 %.

L'équipe du professeur Gallo semble avoir, de son côté, réussi elle aussi à identifier la séquence génétique du virus qu'elle nomme toujours HTLV III. Ce travail paraît dans la revue Nature, du 24 janvier. A trois jours près, les pastoriens gardent

leur avance dans une course dont l'enjeu commercial est certain, mais qui importe surtout par ses enjeux scientifiques et humains.

D'ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(2) L'équipe comprend Simon Wain-Hobson, unité de recombinaison et d'expression génétique (INSERM U 153, CNRS LA 271); Pierre Sonigo, unité de recombinaison et d'expression génétique (INSERM U 136, CNRS LA 271); Olivier Dauterive, unité des virus oncogènes (CNRS LA 70); Stewart Cole, groupement de génie génétique et Marc Alizon, unité d'oncologie virale (CNRS LA 147).

UN COMMUNISTE A BUCHENWALD

Le tribunal de Versailles a estimé que M. Laurent Wetzel n'a pas diffamé Marcel Paul

En écrivant le 27 octobre 1983 dans le journal local Le Courrier des Yvelines : « Déporté à Buchenwald, Marcel Paul entra à la direction interne du camp. Il disposa alors du sort - c'est-à-dire de la vie et de la mort - de nombreux camarades. Dans ses fonctions, il fut compté essentiellement des intérêts de son parti » (le Parti communiste), M. Laurent Wetzel, conseiller municipal CDS de Sartrouville, ne s'est pas rendu coupable du délit de diffamation envers la mémoire d'un mort que lui reprochait l'Association Buchenwald-Dora, ainsi que la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (FNDRIP) (le Monde du 22 décembre).

C'est ce qu'a jugé, jeudi 17 janvier, la cinquième chambre du tribunal de Versailles au

terme d'une minutieuse motivation dont assurément M. Wetzel a tout lieu d'être satisfait. Il se voit, en effet, décerner un éclatant brevet d'honnêteté intellectuelle qui lui vaut cette relaxe au bénéfice de la bonne foi. De plus, il lui est accordé que son propos, ne saurait constituer une attaque contre la Résistance en général, ce que soutenaient ses adversaires, mais qu'il visait seulement un résistant.

Le refus de juger l'histoire

Des longs attendus du tribunal de Versailles que présidait M. Quarey-Jacquemet, la première partie est une analyse des éléments de nature à constituer la diffamation telle qu'elle est définie par la loi sur la presse. Le jugement constate ainsi que l'écrit reproché à M. Wetzel contient bien « l'imputation de faits déterminés », que ces faits sont bien « de nature à porter atteinte » à l'honneur et à la considération, qu'il vise bien « une personne déterminée ». C'est donc sur le chapitre de « l'intention coupable » que les magistrats ont trouvé motif à relaxe.

M. Wetzel soutenait, en effet, que ce qu'il avait écrit au sujet de Marcel Paul était le résultat d'un travail

sérieux, de recherches approfondies et de la lecture de nombreux livres ou témoignages émanant d'anciens déportés à Buchenwald. Il rappelle aussi que, dès 1946, c'est-à-dire de son vivant, Marcel Paul avait été l'objet d'attaques semblables sans éprouver la nécessité d'en poursuivre les auteurs en justice.

A ce propos, le jugement relève qu'une autre attaque dans « un article bien plus virulent que le sien » avait été portée quelques jours avant le procès dans le journal Ouest-France par M. Pierre-Henri Teissie, ancien garde des sceaux, au lendemain de la Libération.

Cependant, les adversaires du conseiller municipal de Sartrouville

lui faisaient grief d'avoir fondé ses affirmations uniquement sur les déclarations d'adversaires de Marcel Paul, sans dire que beaucoup d'autres anciens déportés tenaient celui-ci pour un homme bon, un patriote incontestable qui avait pris des risques pour engager à Buchenwald une résistance intérieure à l'ordre SS et constituer un comité des intérêts français avec le colonel Frédéric-Henri Maulé.

C'est à partir de là que le tribunal de Versailles livre sa propre version de l'affaire pour en venir à la raison qui fonde toute sa décision : la liberté d'opinion.

« Le juge, rappelle-t-il, n'a ni qualité ni compétence pour juger l'histoire. Il n'a pas reçu mission de décider comment doit être présenté ou caractérisé tel ou tel épisode de l'histoire nationale ou mondiale. La justice a d'ailleurs le devoir de refuser sa caution à telle ou telle présentation d'événements historiques. »

L'indispensable droit de critique

Il va encore plus loin : « L'historien, dit-il, n'est pas tenu au conformisme, rien ne lui interdit de faire de l'histoire même engagée, à condition de ne pas utiliser, de mauvaise foi, les documents sur lesquels il a travaillé en les déformant ou en les tronquant. La liberté de l'historien doit donc s'accompagner de l'honnêteté intellectuelle, ce qui n'exclut pas, au demeurant, un jugement de valeur. »

M. Wetzel a-t-il rempli ces conditions ? La réponse est affirmative. Pourquoi ? Parce qu'« il semble bien qu'à Buchenwald un clivage ait existé entre déportés : ceux pour qui Marcel Paul était un résistant courageux, digne d'admiration, qui avait fait tout son possible pour sauver le maximum de Français, et les autres qui voyaient en lui plus un homme de parti réduit qu'un résistant et éprouvaient envers lui des sentiments très critiques, voire d'hostilité caractérisée. »

Ainsi, « deux versions des faits s'affrontent que l'historien jugera, la seconde fois, tout comme la première, étant soutenue par des hommes d'horizons politiques diffé-

rents ».

Ainsi, pour le tribunal, condamner M. Wetzel « équivaudrait à dire qu'il existe en France une thèse officielle de l'histoire ». Et il conclut : « La France s'honore d'être un pays démocratique où la liberté d'expression, surtout lorsqu'elle repose sur le point de vue, mais dans le cadre restreint très limité d'un article critique qui se veut une réponse négative à une invitation qui lui avait été faite par les amis du défunt de participer à l'inauguration d'une rue portait son nom, cela se conçoit et ne peut être taxé de malhonnêteté. »

« Si Laurent Wetzel, explique-t-il, avait écrit un ouvrage sur Marcel Paul, il n'aurait pas été honnête, de sa part, de ne pas faire état des témoignages en faveur de celui-ci, tout en développant à loisir son point de vue. Mais dans le cadre restreint très limité d'un article critique qui se veut une réponse négative à une invitation qui lui avait été faite par les amis du défunt de participer à l'inauguration d'une rue portait son nom, cela se conçoit et ne peut être taxé de malhonnêteté. »

« L'association Buchenwald-Dora ainsi que la FNDRIP sont donc déboutées et condamnées aux dépens. La première, que M. Wetzel entendait de surcroît faire condamner pour procédure abusive, n'aura pourtant pas à subir cette humiliation suprême : il est jugé qu'elle n'a pas agi avec « une légèreté blâmable ». Ce sera pour elle le seul lot de consolation.

J.-M. Th.

POINT DE VUE

LE COLLOQUE « GÉNÉTIQUE, PROCRÉATION ET DROIT » A PARIS Quel progrès ? Quelle éthique ?

par le professeur JACQUES TESTART (\*)

Les travaux du congrès « Génétique, procréation et droit » ont lieu depuis ce vendredi matin 18 janvier à Paris, sous l'égide et en présence des trois ministères de la justice, de la recherche et de la santé (le Monde du 18 janvier).

Le professeur Jacques Testart, biologiste, père du premier bébé-éprouvette français, fait le point des enjeux éthiques et techniques des méthodes disponibles ou prévisibles de procréation artificielle ou de manipulation de génome.

La discussion va bon train autour des problèmes posés par les nouvelles méthodes de procréation humaine. Tant mieux. Comme on pouvait s'y attendre, la période est à la confrontation non seulement des convictions personnelles mais aussi des points de vue professionnels : c'est l'heure où s'expriment le médecin, le juriste, le sociologue, le psychanalyste ou le philosophe. Chacun avec son système théorique qui gène un peu pour bien entendre le voisin ; c'est l'heure difficile du débat d'une réflexion dont il aurait été naïf d'attendre immédiatement des résultats définitifs. Une réflexion qui doit être en « danger », puis-je-je nous concerne tous, et qui ne devra pas s'arrêter puisque la capacité technologique, en pleine évolution, exerce une pression permanente sur la réflexion éthique.

A l'occasion du colloque « Génétique, procréation et droit », il s'agit surtout de savoir s'il y a lieu ou non de faire des lois pour l'application de certains progrès scientifiques au domaine de la reproduction et de la génétique. N'ayant aucune compétence juridique, je dirai seulement qu'il existe au moins un point (et peut-être un seul) sur lequel une législation s'impose : celui qui concerne la conservation par la froid des gamètes et autres humains, car il faut bien en limiter la durée et déterminer le devenir de ces cellules et de ces dons dans le cas où la situation des donneurs se modifie de façon imprévisible.

Le choix du sexe

Pour le reste, certaines de nos préoccupations paraissent extérieures à celles qui animent les différents comités et colloques. On s'interroge sur le bien-fondé moral de recourir à certaines innovations mais jamais sur le bien-être qui est supposé en résulter. Force est de constater que le bien-être ne se mesure pas, comme on le fait trop souvent, à l'énumération des moyens capables de résoudre des problèmes, mais plutôt à l'étendue des problèmes non résolus, c'est-à-dire à l'importance des demandes qui ne rencontrent pas de réponse. Or les demandes augmentent au moins aussi vite que les moyens inventés de les satisfaire. Dès qu'on a été capable de faire naître un enfant par fécondation in vitro, on nous a interrogés sur la possibilité du choix du sexe ; comment ne pas deviner que, aussitôt que cela sera possible, le désir des couples qui désirent un garçon plutôt qu'une fille sera aussi grand que l'est aujourd'hui celle des couples stériles ? Et que, sans transition, d'autres exigences seront formulées qui n'appartiendront déjà plus à la médecine de confort.

Il faut souligner le besoin croissant de dépendance des individus par rapport à toutes les technologies et, en particulier, par rapport à celles qui touchent à l'entretien de leur corps et à sa disparition. On se reproduit aussi pour ne pas mourir complètement, et si on fait cela à deux, c'est surtout parce qu'on ne sait pas le faire seul. Le mariage du clonage est contenu dans cette angoisse et dans cet orgueil ; quel individu ne serait-il pas ?

pas pour le moins intéressé si on savait recréer un autre lui-même qu'il aiderait à grandir, à travers des chemins différents ?

Nous en sommes encore réduits à une association avec l'autre, pour reproduire quelque chose de nous-même, mais en réalité, celui d'un homme et d'une femme : il est, en réalité, celui produit par le mariage de tel ovule avec tel spermatozoïde et n'est devenu unique qu'au moment de cette rencontre.

C'est qui pratiquent l'insémination artificielle avec donneur d'éjaculat de la réutilisation des enfants avec leur père adoptif, prouvant que, si la génétique est d'une grande efficacité scientifique, elle est à peu près dépourvue de valeur sociale pour l'espèce humaine.

L'ère de l'asepsie sexuelle

Ainsi, nous subissons à la fois une fascination génétique, une grande peur biologique, et une fascination technologique, souvent sujette à déception. Le problème des mères porteuses peut être aussi compris sous ce double aspect. Il est une solution « moderne » à une exigence historique qui trouve autrement ses propres solutions. Comme le recours à une sévante chez les Juifs, de même que la stérilité masculine se résolvait chez les Grecs par l'adoption d'un esclave. Techniquement, le problème est résolu ; à condition, à résoudre, la sagesse dans le choix ; on peut imaginer que, si une telle technologie est pointée, n'aurait pas été encore inventée, c'est qu'elle n'était pas utile, et si revient à notre époque précautionneuse d'ouvrir l'ère terrible de l'asepsie sexuelle.

Mais c'est justement là que se heurtent les consciences. Quand les techniques « modernes » créent leur propre système d'approvisionnement en spermatozoïde, leur propre système de fécondation, on peut imaginer que, si une telle technologie est pointée, n'aurait pas été encore inventée, c'est qu'elle n'était pas utile, et si revient à notre époque précautionneuse d'ouvrir l'ère terrible de l'asepsie sexuelle.

Deux autres points nous paraissent devoir être considérés comme des enjeux éthiques. Au moment où on voit mieux l'impact de la stérilité, on observe que la proportion des individus stériles est en augmentation. Pourquoi ? On accepte cette situation comme une fatalité et d'inventer des remèdes coûteux et pas toujours efficaces, il conviendrait de développer la lutte contre les causes de stérilité par une prophylaxie des maladies sexuellement transmissibles. Enfin, il serait difficilement admissible que les couples stériles ne disposent d'aucune information véritable quant à l'aptitude de tel ou tel centre spécialisé à résoudre leur problème, si on sait que cette aptitude est largement déterminée d'un centre à un autre, si on sait en ce qui concerne la fécondation in vitro, si on sait que les règles élémentaires d'une société moderne devraient prévoir que les contraceptifs des techniques de pointe aient accès à cette information, laquelle pourrait être recueillie et diffusée par un officier national.

La réflexion actuellement engagée ne devrait pas se limiter à la légitimité ou à la moralité qui s'attache aux nouvelles méthodes de procréation. Elle peut être l'occasion unique de penser le rapport du mieux-être au progrès technologique, celui de l'individu à la procréation, du médecin au patient, du biologiste à la recherche, et de l'institution à l'information du public.

(\*) Directeur de recherches à l'INSERM, Hôpital Bichat à Clamart.

LE RAPPORT COSMO

Unité WOLFE

Quelle est aujourd'hui la réalité dans le domaine de la vie sexuelle ? Pour répondre à cette question, un sondage a été organisé et 100 000 femmes ont été interrogées sur des sujets aussi divers que la masturbation, la coïtation, la fidélité, ou la sexualité de groupe. Ce sont les résultats de ce sondage que nous publions dans cet ouvrage.

Non seulement des chiffres et des statistiques, mais aussi des centaines de témoignages à cœur ouvert, confessions bouleversantes, d'autres surprises. Des femmes de tous âges ont levé le voile de leur vie intime, confié leur désir ou leur bonheur, leurs angoisses et leurs pratiques érotiques.

A travers ces expériences vécues, une philosophie s'élève d'informations pour toutes celles qui veulent se savoir davantage afin de vivre leur vie sexuelle sereinement.

Éditions SOLAR

Pré T.T. 1987

redo

corporatisme

le chape de po

SCIENCES

UN SÉNATEUR AMÉRICAIN DANS LA NAVETTE SPATIALE

Le sénateur américain John Glenn, 74 ans, sera le premier homme à voyager dans la navette spatiale américaine lors de sa mission STS-51-L. Il sera accompagné de deux autres personnes : le pilote Michael Smith et le spécialiste des tâches de secours Francis (Dick) Scobee. La mission durera sept jours et sera lancée le 28 janvier prochain. John Glenn a déjà effectué deux vols spatiaux : en 1961, à bord du vaisseau spatial Friendship 7, et en 1968, à bord du vaisseau spatial Apollo 5. Il est le premier ancien président des États-Unis à effectuer un vol spatial.



# Le redoux en France et les conséquences du froid

Après une ultime offensive qui n'a encore fait sept morts en France au cours de la journée de jeudi 17 janvier, le froid enfuit recule. Mais paradoxalement les conséquences de ce redoux sont aussi perturbantes que les très basses températures de ces derniers jours. Tombant sur un sol profondément gelé, les précipitations se transforment en glace.

Routes et rues transformées en patinoires, les départements de l'Ouest, de la vallée du Rhône, du Val de Loire et du Bassin parisien sont à demi paralysés. Ravitaillement interrompu, poids lourds dans les bords, ramassage scolaire paralysé : tel est le tableau de la France après le froid.

En Mayenne, par exemple, plusieurs dizaines d'écoliers stoppés en pleine campagne par le verglas qui immobilisait leur bus ont été recueillis pour la nuit par une ferme. Un peu partout les établissements sont fermés, et les gamins, ravis, restent à la maison.

M. Auroux, secrétaire d'Etat aux transports, s'est efforcé de rassurer les routiers en leur indiquant que les barrières de péage n'ont pas été baissées et que 25 000 kilomètres de routes nationales et d'autoroutes restent ouverts au trafic.

Conséquence du gel de ces jours derniers, les stations de sports d'hiver se plaignent d'une chute bra-

taile de la fréquentation, car les skieurs n'ont pas osé prendre la route. Quant aux matches de championnat de France de football de première division, ils sont reportés.

Dix mille foyers parisiens (dans le quartier de la Bastille cette fois) privés de courant pendant une nuit en raison de la surcharge momentanée du réseau. Dix mille Stéphanois sont privés de gaz à la suite de la rupture d'une grosse canalisation due à un affaissement de terrain travaillé par le gel. Les animaux souffrent et meurent. Partout, sur les étangs du Midi comme dans la campagne du Centre, les chasseurs et amis de la nature assistent à une véritable catastrophe écologique. Privés de nourriture de-

puis deux semaines par le gel et la neige, les oiseaux, les passereaux, les perdreaux et même les rapaces mourraient résistants menant par dizaines de milliers.

Enfin, conséquences plus lointaines, les responsables publics et professionnels commencent à s'interroger sur la résistance des ouvrages d'art au grand froid, sur la qualité des combustibles disponibles sur le marché français et sur l'équipement électrique du pays. Problème général : doit-on s'équiper à grand frais pour faire face à un événement qui ne revient que tous les 20 à 30 ans ?

M. A.-R.

## SUR LA LIGNE B DU RER

### Le corporatisme aussi gèle le trafic

Le réseau express régional (RER) a été mis à mal par la période de froid intense qui a frappé la région parisienne. Sur la ligne A (Saint-Germain-en-Laye - Paris-Boissy-Saint-Leger et Marne-la-Vallée), ce sont les motrices qui ont souffert des rigueurs de la température. Des systèmes de fermeture des portes ont gelé. La neige pulvérisée a pénétré dans les moteurs provoquant des courts-circuits. Grâce à des réparations effectuées par des équipes de nuit, la situation est redevenue à peu près normale sur la ligne A, compte tenu des difficultés « chroniques » que celle-ci connaît depuis plusieurs mois (le Monde du 12 décembre 1984).

En revanche, le trafic n'est toujours pas pleinement assuré sur la ligne B du RER (aéroport Charles-de-Gaulle-Paris-Rubinfeld et Saint-Rémy-lès-Chevreuse). Il s'agit d'une ligne qui emprunte successivement les réseaux ferrés SNCF et RATP qui ont été connectés. De Roissy à la gare du Nord, les trains circulent sur le réseau SNCF ; ensuite, ils plongent dans le réseau souterrain RATP.

Des incidents mécaniques ont paralysé les trains « bleu-blanc-rouge » de type MI 79 conçus pour l'intercommunalité, mais plus sophistiqués et très sensibles au froid. L'électronique et le gel ne font pas bon ménage.

Au vu de ces perturbations du trafic, la RATP et la SNCF ont décidé de suspendre sine die l'interconnexion. La Régie a sorti un vieux matériel plus robuste de ses réserves et l'a mis en ligne entre Saint-Rémy et la gare du Nord. La Société nationale a mis en service des modèles anciens entre la gare du Nord et Roissy. L'usage s'est donc vu contraint à une correspondance à la gare du Nord.

Il existe une autre raison à la suspension de l'interconnexion et donc au dérèglement du trafic sur la ligne B. Poussés par une logique corporatiste, les syndicats des conducteurs ont imposé que le personnel de la RATP pilote les rames sur le réseau RATP et que les chemistes les conduisent sur le réseau SNCF. Le respect de ce partage des compétences implique un changement de conducteur à la gare du Nord. Ce changement est devenu impossible à assurer avec l'accumulation des retards pendant la période de gel.

La rationalité économique et le service public voudraient que soit mis fin à ce système passiste qui annule les efforts des deux sociétés nationales pour travailler ensemble à la satisfaction du besoin de transports dans la métropole parisienne.

A. F.

## Le bonheur des marchands de sel

La neige et le verglas coûtent cher à la France. En l'espace de quinze jours, les directions départementales de l'équipement et les municipalités, dont les services sont chargés de rendre utilisables les voies de circulation, ont déjà répandu près de 320 000 tonnes de sel. C'est énorme, si l'on songe que de telles quantités correspondent aux trois quarts de la consommation en amont, une année ayant bénéficié, bien sûr, de conditions climatiques relativement clémentes : car suivant les saisons, ce sont en effet de 400 000 à 1 million de tonnes de sel qui sont utilisées pour le déneigement. 1985 promet donc, à cet égard, d'être une bonne année, pour les producteurs du moins. La facture du sel s'élève à 45 millions de francs environ.

Ce sont là des chiffres assez exceptionnels pour une période de temps aussi courte. Il faut remonter au mois de janvier 1979 pour en trouver de comparables et si la vague de froid continue encore quelques jours, des records seront enregistrés. Les expéditions, avec les dernières chutes de neige particulièrement abondantes, ont atteint des niveaux inégalés : 20 000 tonnes en moyenne par jour avec des pointes à 50 000 tonnes, acheminées pour partie par la SNCF (quatre convois quotidiens de 2 000 tonnes chacun) par la route (12 000 tonnes) par la route : 700 à 800 camions d'une capacité moyenne de 15 tonnes sillonnent quotidiennement les routes pour livrer leur précieuse marchandise. Mais le sel, hélas ! favorise l'apparition prématurée de points de rouille sur les carrosseries des véhicules automobiles, brûle les pattes des animaux domestiques, voire les racines des arbres.

Deux entreprises se partagent le marché national : la Société des mines de potasse d'Alsace (MDPA), filiale du groupe d'Etat EMC (Entreprise minière et chimique) avec une part de 53 % environ, et la Compagnie des Salins du Midi, du groupe Suez-La Houille (45 %).

Le début de l'hiver, les MDPA ont livré 150 000 tonnes de sel pour le déneigement et les Salins du Midi à peu près autant. Les ventes de cette société sont même plus importantes (près de 250 000 tonnes) si l'on inclut les commandes pour livrer les réserves de sel pour la reconstruction des stocks.

A. DESSOT.

## A PARIS, LA TEMPÉRATURE LA PLUS BASSE DEPUIS UN SIÈCLE

La journée du mercredi 16 janvier aura été, avec une température maximale relevée sous abri se situant à -10 degrés centigrades, la plus froide qu'il y ait connue la capitale depuis plus de cent ans, indiquait-on à la Météorologie nationale. Dans la nuit du 16 au 17 janvier, la température est descendue à -13,9 degrés ; le précédent record, pour une nuit du 16 au 17 janvier, datait de 1893, avec -12 degrés.

Le frère et la sœur succombent au froid. Dix jours après sa sœur, cinquante-sept ans, morte d'une congestion cérébrale due au froid, M. André Douchet, quarante-huit ans, est mort de froid dans sa maison aux vitres cassées à Villers-le-Roy (Somme). Le frère et la sœur ne sortaient guère que pour aller chercher du vin au café du village. André Douchet, handicapé après un accident du travail, avait reçu plusieurs fois la visite du maire du village, qui était intervenu auprès de la Croix-Rouge. Deux couvertures livrées par cet organisme n'avaient même pas été déballées. L'homme est mort après avoir refusé de se laisser hospitaliser et sans avoir mis dans son poêle le charbon livré par la mairie, qui lui avait également donné de quoi se nourrir. (Corresp.)

## Métal froid

Les causes de la rupture des câbles du pont suspendu de Sully-sur-Loire (le Monde du 18 janvier) ne sont pas encore connues et rien ne permet, en l'état actuel de l'enquête et des études, de donner à l'accident une origine précise.

Mais on peut rappeler qu'on connaît des cas assez nombreux de rupture de grandes structures métalliques. Pendant l'hiver 1939-1940, en Belgique, plusieurs ponts soudés, dits Viereckel, du nom de l'ingénieur qui les avait conçus, ne sont effondrés alors qu'ils n'avaient pas de surcharge à supporter. Pendant la guerre, les Américains ont construit de très nombreux bateaux à coque métallique soudée (les Liberty Ships par exemple), et un certain nombre de ces navires ont cassé spontanément en traversant l'Atlantique.

A la même époque, un navire, le *Schenck*, en état à sa phase d'équipement dans le port de Montréal, s'est brusquement cassé en deux avec un bruit rappelant celui d'un coup de canon. Pourtant il n'y avait pas de canon et les eaux fort calmes étaient à 4 °C.

Tous ces accidents incompréhensibles ont fait l'objet d'innombrables études, aussi bien au Canada, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qu'en France.

Il est certain que le froid intense fait se contracter le métal et que le rétrécissement ainsi produit provoque des tensions très importantes. Or, selon les prévisions que nous a données la mairie de Sully-sur-Loire, le pont a cassé le 16 janvier, vraisemblablement entre 7 h 45 et 8 heures, alors que les températures étaient descendues à -13,4 °C le 14, à -15,6 °C le 15, à -15,7 °C le 16. Ces relevés ayant été faits

sous abri, les températures en plein air étaient sans doute encore plus basses de 3, 4 ou 5 degrés. Jamais depuis la dernière guerre il n'a fait si froid à Sully-sur-Loire, et le pont a été reconstruit en 1947, époque à laquelle n'étaient pas encore connus des normes les résultats des recherches sur les ruptures de structures métalliques évoquées plus haut.

Lorsqu'on construit actuellement un pont ou un bateau métallique, on choisit des aciers adaptés aux températures prévisibles en appliquant bien sûr des coefficients de sécurité. Mais il faut aussi tenir compte d'un autre facteur intervenant dans les processus de rupture : « fragilité ». Toute structure métallique comporte des défauts (défauts de soudure, rayures, traces de coups, etc.) qui ne jouent aucun rôle dans des conditions climatiques normales ; le métal en effet peut s'adapter localement à la concentration de contraintes que ces défauts engendrent.

A basse température il n'en est pas de même. Le métal n'est plus capable de s'adapter. Une fissure microscopique peut alors apparaître sous l'effet de la moindre surcharge dans une zone de concentration de contraintes. Sa propagation, alimentée par l'énergie élastique disponible dans la totalité de la structure, est quasi instantanée (ce qui explique le « coup de canon » du *Schenck*). Elle provoque donc, en une fraction de seconde, la rupture de l'ensemble de la structure.

YVONNE REBEYROL.

## Une chape de pollution sur la Ruhr

(De notre correspondant.)

Bonn. — Interdiction pour les voitures de circuler entre 6 h et 10 h le matin, ainsi qu'entre 15 et 20 h ; fermeture des écoles jusqu'à lundi dans les localités les plus atteintes ; mise en état d'alerte des établissements hospitaliers ; interdiction enfin pour les entreprises d'utiliser des combustibles à trop haute teneur en soufre : pour la première fois en RFA, l'alerte au smog a été déclenchée jeudi soir dans tout l'Ouest de la Ruhr.

Le smog, qui avait provoqué plus de quatre mille morts à Londres en 1952, est dû à une brasse d'élevation

de la pollution de l'air. Toute la RFA se trouve placée actuellement sur la ligne de partage entre le froid glacial de ces dernières semaines et une vague d'air chaud venue de l'Italie. Plus lourde, cette couche d'air chaud empêche toute circulation de l'air froid, provoquant une concentration sur place de tous les rejets polluants : dioxyde de soufre, oxyde d'azote, monoxyde de carbone, poussières, etc. L'atmosphère se charge rapidement, prenant l'aspect d'un brouillard sale, et devient irrespirable. De nombreuses personnes, notamment âgées, courent le risque de graves problèmes de santé.

Dès que l'alerte numéro deux a été déclenchée, dans la Ruhr, jeudi soir, la première chaîne de télévision allemande a immédiatement modifié son programme pour diffuser un téléfilm sur notre sujet au smog, afin de faire prendre conscience à l'opinion publique de la gravité du problème. L'alerte numéro un avait été déclenchée, dans cette région au cours de la nuit de mercredi à jeudi, mais les appels adressés à la population pour laisser les voitures à la maison et emprunter les services publics pour ses déplacements, avaient été peu écoutés.

En fin de journée, les concentrations, qui atteignent dans tout l'Ouest de la Ruhr les taux maximums tolérables (1,2 mg de dioxyde de soufre par centimètre cube, 1 mg d'oxyde d'azote), ont obligé les autorités sanitaires à adopter les mesures d'urgence prévues dans ce cas. Ces mesures avaient été renforcées en décembre 1984. Vendredi 18 janvier, la situation restait également préoccupante, dans de nombreuses autres régions allemandes, notamment dans le bassin rhénan, autour des villes de Düsseldorf et de Cologne, mais également dans la Hesce.

HENRI DE BRESSON.

## SCIENCES

### UN SÉNATEUR AMÉRICAIN DANS LA NAVETTE SPATIALE

Le sénateur américain Jake Garn (Républicain), fera partie de l'équipage de la navette spatiale Challenger, dont le lancement sera officiellement prévu pour le 20 février prochain. Il sera, avec le Français Patrick Baudry, responsable de la charge utile de la navette.

Agé de cinquante-deux ans, M. Garn est le président de la sous-commission du Sénat qui contrôle le budget de la NASA. Selon l'administrateur de l'agence spatiale américaine, il convient, en effet, que ceux qui ont une responsabilité de contrôle au Congrès puissent avoir des occasions de voir pour acquiescer une perception personnelle de la navette et se familiariser avec elle. Une « familiarité » qui pourra, en outre, être très utile à la NASA, qui doit prochainement demander au Congrès une augmentation de son budget pour commencer les études sur la station orbitale.

Le choix de M. Garn semble particulièrement indiqué, car c'est un ancien-pilote de l'armée navale qui compte à son actif plus de 10 000 heures de vol. Le Sénat aura donc désormais dans ses rangs un astronaute de plus, puisque John Glenn, le premier Américain à avoir fait le tour de la Terre en orbite et, lui aussi, ancien pilote de chasse, est sénateur de l'Ohio depuis 1975.

Les lecteurs qui vivent hors de France

**Le Monde**

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

**UNE ÉDITION INTERNATIONALE**

Il y a toujours une édition des informations, commentaires et critiques pour tous les lecteurs.

## LE RAPPORT COSMO

Compte rendu de la mission spatiale de la navette Challenger, du 28 janvier au 6 février 1984.

PUBLICITÉ

1981

FRANÇOIS MITTERRAND

VOUS A FAIT

110 PROPOSITIONS

1985

JE VOUS EN FAIS UNE

AU

(1) 278.99.99

MICHEL PICCOLI

هكذا من الأصل



## SOCIÉTÉ

### Faits divers

#### Garde d'enfant et loi islamique

Un Français, M. Paul Groyer, trente-six ans, a été arrêté au Maroc alors qu'il tentait de reprendre son fils Patrick, neuf ans et demi, vivant avec son ex-femme, une citoyenne marocaine. L'arrestation a été l'aboutissement d'une tentative d'enlèvement d'enfant mineur, il a comparu, mercredi 16 janvier, devant le tribunal de Fès, qui devrait faire connaître prochainement sa décision.

Le dossier de Patrick Groyer est bien connu du service d'entraide judiciaire internationale au ministère de la justice et de son homologue au Maroc. Il fait partie de la quinzaine d'autres affaires d'enfants de couples mixtes, divorcés, que les deux pays essaient de régler depuis plusieurs années.

M. Paul Groyer, agent commercial à Nantes, a épousé civilement, il y a une dizaine d'années, en France, une Marocaine. De cette union est né Patrick qui, lors du divorce en 1979, a été confié à son père mineur. Mais le père n'a pas accepté la décision du magistrat et a enlevé son fils à la sortie de l'école, en janvier

1980, pour regagner Fès où elle vit toujours.

Depuis, M. Groyer tente par l'intermédiaire de la justice de reprendre son fils. Mais il se heurte à la loi islamique qui ne reconnaît pas le mariage civil contracté entre une musulmane et un non musulman. Pour le Maroc, Patrick est un enfant naturel, né d'une mère marocaine et donc marocain (la double nationalité n'est pas reconnue), par conséquent, il doit rester auprès de sa mère. Il existe, certes, une convention judiciaire entre le Maroc et la France en ce qui concerne le divorce et la garde des enfants, mais celle-ci ne concerne que les « enfants légitimes ».

M. Groyer, qui tente, en vain, de faire reconnaître les décisions judiciaires françaises, a choisi de passer à l'action, découragé qu'il était par les lenteurs de la justice. Avec l'aide d'un ami, il a rejoint Fès en voiture, a refusé d'y prendre son fils, mais, à la frontière, il a été arrêté par la police marocaine.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## SPORTS

### La promotion de la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 1992

Deux mois après la décision de la Ville de Paris de se porter candidate à l'organisation des Jeux olympiques d'été de 1992, les services du premier ministre ont annoncé, jeudi 17 janvier, que les représentants de l'Etat, ceux de la région d'Ile-de-France et ceux de la Ville de Paris avaient mis en place une structure chargée de promouvoir cette candidature.

Cette structure se présente sous forme d'un comité de patronage composé de six personnalités : MM. Alain Calmat, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, Jacques

olympique et sportif français (CNOSF), Jean de Beaumont et Maurice Herzog, membre du CNOSF, d'autre part, d'un comité de candidature présidé par le maire de Paris, et d'une commission exécutive.

FOOTBALL : journée de championnats repoussée. - Après avoir constaté que les terrains étaient impraticables en raison de l'enneigement et du gel, la Ligue nationale de football a décidé que les matches du championnat de France de première et de deuxième divisions prévues pour cette fin de semaine n'auront pas lieu.

PARIS-ALGER-DAKAR : course interrompue. - A cause d'une tempête de sable qui a soufflé jeudi 17 janvier en Mauritanie, M. Thierry Sabine, organisateur du Rallye Paris-Alger-Dakar, a été contraint d'arrêter la course et d'assurer l'équipe Nema-Tichit.

## EN BREF

### Un nouveau stock de bijoux chez Maurice Joffo

Des policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) qui procédaient à un examen minutieux des lieux au domicile de Maurice Joffo ont découvert, le 16 janvier, des caches dissimulées dans les murs d'une salle de bains, derrière des carreaux pivotants. A l'intérieur, ils ont trouvé une dizaine de paquets de bijoux d'or, d'argent, une quarantaine de diamants, des bracelets et un sac rempli de diamants de grande valeur. C'était la troisième fois qu'une perquisition avait lieu chez le coiffeur et restaurateur parisien, inculpé depuis le 2 décembre 1984 à la prison de la Santé, pour recel de bijoux volés et de lingots d'or d'une valeur estimée à 20 millions de francs.

### L'autriche roule à l'essence sans plomb

Dans deux ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987, toutes les voitures de plus de 1 500 centimètres cubes vendues en Autriche devront rouler à l'essence sans plomb et être munies d'un pot catalytique épurant les gaz d'échappement. Cette obligation sera étendue à la totalité des modèles d'automobiles de 1<sup>er</sup> janvier 1988. Cette mesure prise par le gouvernement autrichien, devant les propositions de la Communauté européenne qui ne prévoient l'obligation des catalyseurs qu'en 1993. « D'ici là », comment le chancelier Fred Sinowatz, le chef du gouvernement autrichien, nos forêts seront sauvées ».

Le meurtrier du commissaire Juge inculpé et écroué. - Le commissaire de police Bertrand Juge, tué d'un coup de fusil, à Roissy (Seine-et-Marne), mardi 15 janvier, lorsqu'il accompagnait un bus de la justice pour une visite de mobilisation (le Monde du 17 janvier), a été cité à titre posthume à l'ordre de la ville de Roissy en présence de M. Pierre Joux, ministre de l'Intérieur. Le meurtrier du commissaire, Paul Varas, ingénieur informaticien au chômage, âgé de trente-huit ans, a été inculpé d'homicide volontaire et écroué à la maison d'arrêt de Melun.

### Une avocate de Nice inculpée de recel de malfaiteurs

M<sup>lle</sup> Martine Wolf, avocate au barreau de Nice, déjà inculpée de complicité d'extorsion de fonds le 1<sup>er</sup> février 1984 par un juge d'instruction de Malbouche, vient d'être inculpée, à Montpellier, d'une nouvelle inculpation dans une affaire de recel de malfaiteurs. Elle aurait hébergé à son domicile un repris de justice, Jean Locant, qui avait été blessé en 1983 dans une affaire de meurtre à Montpellier. M<sup>lle</sup> Martine Wolf a été placée sous mandat de dépôt et écrouée au quartier des femmes de la maison d'arrêt de Nice.

## NOMINATIONS MILITAIRES

Le conseil des ministres d' mercredi 16 janvier a approuvé les promotions et nominations militaires suivantes :

• TERRE. - Sont promus : général de brigade, les colonels Ghislain Gillet et Michel Guignon.

• AIR. - Est promu : commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel François Karsne, nommé adjoint au directeur central de commissariat de l'armée de l'air.

• MARINE. - Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Jacques Campredon ; commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe Robert Durand, nommé directeur central de commissariat de la marine ; commissaire général de deuxième classe, les commissaires au chef de première classe, Jean-Marie Hallé, Henri Chamuellet et Paul Kerollès (nommé directeur du commissariat de la marine à Brest).

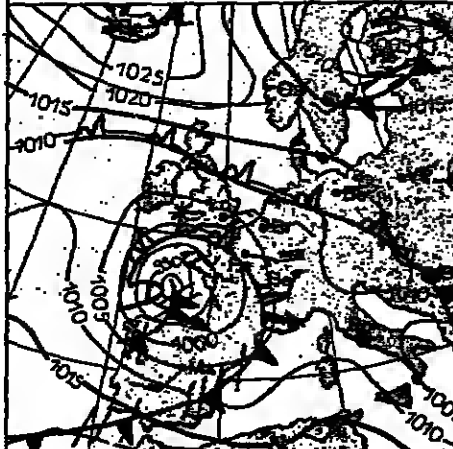
• ARMEMENT. - Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux Jacques Chabaud et André Chaudière ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef André Thimot, Gérard Lidin et Jean Obmann.

• GENDARMERIE. - Est promu général de division, le général de brigade Armand Warrain.

## INFORMATIONS « SERVICES »

### MÉTÉOROLOGIE

#### SITUATION LE 18.01.85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps prévu en France entre le vendredi 18 janvier à 0 heure et le samedi 19 janvier à 24 heures.

L'air doux et humide en provenance du sud-ouest qui s'étend sur la France met fin à la vague de froid intense observée ces derniers jours ; un flux perturbé océanique va se rétablir progressivement.

Samedi matin, les nuages, abondants au nord de la Loire et sur l'est du pays, seront accompagnés de précipitations faibles, mais parfois verges : elles seront plus marquées sur les Alpes où il neigera à basse altitude. Près de la Méditerranée, le mistral se lèvera, mais des averses pourront se produire sur place.

De la Bretagne sud aux Pays de Loire et à l'Aquitaine, le temps sera souvent nuageux et brumeux le matin, mais les nuages laisseront progressivement place à des éclaircies qui s'étendront vers l'est. En fin d'après-midi, les nuages envahiront le pays par l'ouest ; une nouvelle zone pluvieuse atteindra les côtes atlantiques et gagnera en soirée les régions situées du Calvados à l'ouest du Massif Central et aux Pyrénées (cette zone moyenne montagne). Le vent de sud se renforcera sur ces régions.

Les températures minimales, bien qu'un peu plus basses, resteront négatives sur les régions de la moitié nord-est (à -3 à -7 degrés), excepté près des côtes. Au cours de l'après-midi, les températures s'élèveront à 0 degré, excepté dans le Nord-Est et l'Est. Les températures seront nettement plus élevées dans la Bretagne à l'Aquitaine, 6 à 10 degrés.

Evolution pour dimanche. Le recul du froid se poursuivra.

#### PRÉVISIONS POUR LE 19.01.85 DÉBUT DE MATINÉE



#### PRÉVISIONS POUR LE 19 JANVIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



Dimanche, la zone pluvieuse située le matin de la Bretagne, au Massif Central et au Roussillon se déplacera vers l'est en étant précédée de verges de pluie et de neige mêlées. Au cours de la journée, les éclaircies observées sur l'ouest s'étendront vers l'intérieur, tandis qu'une nouvelle zone pluvieuse atteindra les côtes atlantiques dans la soirée.

Les températures, toujours en hausse, seront encore élevées le matin, des Flandres à la Franco-Comté, mais les gelées sont alors en pleine disparition sur les autres régions. Au cours de l'après-midi, les températures seront positives, 4 à 10 degrés du nord au sud, 0 degré à 3 degrés sur les régions de l'est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 999,7 millibars, soit 749,8 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 janvier) : Ajaccio, 12 et 1 degrés ; Biarritz, 10 et 9 ; Bordeaux, 4 et 1 ; Bourges, -4 et -4 ; Brest, -1 et -1 ; Caen, -6 et -6 ; Cherbourg, -5 et -4 ; Clermont-Ferrand, -6 et -6 ; Dijon, -10 et -5 ; Grenoble-St-M., -4 et -8 ; Lille, -5 et -5 ; Lyon, -7 et -9 ; Marseille-Marguerite, 10 et 5 ; Nancy, -6 et -9 ; Nantes, -2 et -2 ; Nice-Côte d'Azur, 11 et 3 ; Paris-Montsouris, -5 et -3 ; Paris-Orly, -6 et -6 ; Pau, 9 et 1 ; Perpignan, 3 et -3 ; Rennes, -4 et -4 ; Strasbourg, -4 et -10 ; Toulon, -4 et -4 ; Toulouse, 3 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 4 ; Amsterdam, -5 et -11 ; Athènes, 9 et 5 ; Berlin, -10 et -10 ; Bern, -3 et -10 ; Bruxelles, 5 et -7 ; Le Caire, 28 et 13 ; Les Canaries, 20 et 12 ; Copenhague, 4 et -9 ; Dakar, 23 et 16 ; Djibouti, 12 et 6 ; Genève, -3 et -4 ; Istanbul, 6 et 4 ; Jérusalem, 11 et 8 ; Lisbonne, 16 et 9 ; Londres, -3 et -5 ; Luxembourg, -5 et -7 ; Madrid, 4 et 5 ; Montréal, -17 et -23 ; Moscou, -2 et -11 ; Nairobi, 29 et 17 ; New-York, -1 et -6 ; Palma-de-Majorque, 16 et 12 ; Rio-de-Janeiro, 27 et 22 ; Rome, 13 et -1 ; Stockholm, 0 et -3. [Document fourni avec le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.]

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du vendredi 18 janvier 1985 :

### Un ARRÊTÉ

Modifiant l'arrêté du 20 avril 1984 portant harmonisation des nomenclatures des régions de Sécurité sociale, des bénéficiaires, des risques et des organismes d'assurance-maladie utilisés par les différentes régions de Sécurité sociale et des établissements d'hospitalisation publics et privés participant au service public hospitalier.

## EN BREF

SENS INTERDITS. - L'Institut des sciences de la famille (ISF) organise les 4, 5 février, et 4 et 5 mars une session de quatre jours sur le thème : « Incosulte, pédophile, homosexualité... ». On en est à l'interdit ? Les problèmes seront examinés sous l'angle du droit, de la psychanalyse, de la sociologie et de la philosophie.

\* TSF, 30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon Tél. : (7) 892-91-24.

### ACCUEIL DES SOURDS-MUETS ET DES MALENTENDANTS.

La caisse d'allocation familiale de la région parisienne, consciente des problèmes rencontrés par les quelque 350 000 sourds-muets ou malentendants résidant dans sa circonscription, tient, depuis le 5 janvier, chaque mardi, une permanence spécialisée de 9 heures à 18 heures, 18, rue Vista, 75015 Paris. Un agent d'accueil possédant les techniques gestuelles sera à la disposition des assurés pour répondre à toute demande concernant les prestations familiales. Cette expérience - unique pour les éventuellement être étendue à d'autres points d'accueil de la région parisienne.

## PARIS EN VISITES

### DIMANCHE 20 JANVIER

« Les frères Flamand », 11 h 30, 19, rue de Valenciennes (Approche de l'art).

Les salons du ministère des Affaires étrangères, 15 heures, 93, rue de Rivoli (Arcs).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris souterrain).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, 1, rue de Valenciennes (Saint-Germain-des-Prés (Réanimation du passé)).

## CONFÉRENCES

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « Victor Hugo » ; 16 h 30 : « Florence » ; 18 h 30 : « Rome au temps des Empereurs » (Henri Brunschwig).

13-15, rue de la Biche, 15 h 30 : « De la Gaule celtique à la France chrétienne » (Les Artistes de l'Esprit).

### BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 17 janvier 1985. Elles nous sont communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (A.M.S.F.), boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeurs téléphoniques au 266-64-28.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en les points en haut des pistes.

### SAVOIE, HAUTE-SAVOIE

Les Arves : 45-215 ; Arches-Beaufort : 45-45 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 25-45 ; Bonneville : 15-50 ; Carroz-d'Arches : 40-95 ; Chamonix : 20-170 ; La Chapelle-d'Abondance : 40-65 ; Châtalet : 35-60 ; La Clusaz : 20-110 ; Combloux : 20-60 ; Les Contamines-Montjoie : 30-105 ; Le Corbier : 25-40 ; Courchevel : 40-75 ; Crest-Voland : 25-45 ; Flumet : 20-40 ; Les Gets : 30-60 ; La Grand-Bornand : 30-60 ; Megève : 25-70 ; Les Menuires : 20-80 ; Méribel : 30-75 ; Morzine-Avoriaz : 40-100 ; La Plagne : 15-100 ; La Toussuire : 30-60 ; Peisey-Nancroix : 15-50 ; Pralognan-la-Valloise : 30-45 ; Pralognan-Arly : 25-40 ; La Rosière : 40-130 ; Saint-François-Longchamp : 30-50 ; Saint-Gervais-Le Buet : 30-60 ; Samoens : 40-140 ; Tignes - Espace Killy : 50-100 ; Val-Cenis : 10-5 ; Val-Thorens : 60-140.

### ISÈRE

Alpe d'Huez : 20-160 ; Auris-en-Oisans : 25-40 ; Auris : 30-80 ; Les Deux-Valloires : 50-50 ; La Collette d'Allevard : 30-50 ; Les Deux-Alpes : 35-60 ; Les Sept-Laux : 30-70 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 25-65 ; Villard-de-Lans, Corrençon : 60-80.

### ALPES DU SUD

Allos-le-Saignes : 40-90 ; Auron : 60-120 ; Beuil : 55-65 ; La Colmanne-Valdebielle : 40-60 ; La Four-d'Allos : 30-70 ; Isola-2000 : 65-130 ; Orcières-Médoc : 15-40 ; Peisey-Loup : 40-100 ; Risoul : 30-100 ; La Saze : 20-85 ; Serre-Chevalier : 40-75 ; Superdévoluy : 20-40 ; Valberg : 55-75 ; Vars : 40-55.

### PYRÉNÉES

Les Agudes : 35-80 ; Les Angles : 20-80 ; Ax-les-Thermes : 55-70 ; Barèges : 50-130 ; Cauterets-Luz : 130-190 ; Font-Romeu : 45-60 ; Gourette : 70-180 ; Luchon-Superbagneres : 50-110 ; La Mongie : 60-120 ; Saint-Lary-Soulan : 40-65.

### MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 40-60 ; Super-Besse : 40-60 ; Super-Lioran : 25-35.

### JURA

Métabief : 30-60 ; Les Rousses : 50-70.

### VOSGES

Le Bonhomme : 50-60 ; La Bresse : 30-60 ; Gérardmer : 30-50 ; Saint-Marc-sur-Moselle : 40-45.

### LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 742-04-38 ; Autriche : 111, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 508-50-28 ; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 742-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 266-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. : 742-45-45.

### Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde Loisirs » - page XII

## L'HIVER ATTAQUE

### RENAULT ASSISTANCE DÉPANNAGE EST LÀ!

# 252.82.82

24h sur 24, Renault Assistance Dépannage est à votre disposition. Si vous êtes en panne dans la région parisienne, il vous suffit d'appeler le (1) 252.82.82.

Où que vous soyez, 24h sur 24, samedi, dimanche et jours fériés compris, Renault Assistance Dépannage est prêt à vous aider.

VOTRE VOITURE VIT AVEC VOUS, RENAULT L'A COMPRIS.

مكتبة من الأصل



# Le Monde

## culture

### CINÉMA

LES SAINTS INNOCENTS, de Mario Camus

#### Espagne de la servitude

Une plus de famille se précise, comme que l'effet d'un bain de révélation y a Paco, un paysan, sa femme Rita tenant dans ses bras une fille d'été, sorte de grande poupée de chiffon, les deux autres enfants, adolescents normaux, l'un des deux sœurs Nieves, et le petit Azarias, frère de Regula. Cette famille est au service d'un propriétaire de Estramadure. En servitude serait un terme plus exact. Car Paco et Rita ne sont pas des paysans, mais des esclaves, et les autres enfants sont des esclaves, mais des esclaves de la servitude, non comme des bêtes, du moins comme des objets.

Cette histoire n'est pas servitude, comme on pourrait le croire, au dix-neuvième siècle, mais dans l'Espagne des années 60. Des pauvres gens, résignés, jouent le rôle, subissant un système social rigide. Surtout, l'Espagne n'est pas servitude, mais elle est l'Espagne. C'est la servitude, c'est la servitude, après Babel, après Sara, c'est difficile. En l'absence d'un roman de Miguel Delibes, le réalisateur Mario Camus (qui n'est pas un débutant) a opté pour la chronique réaliste. Mais le tableau social est construit sur les points de vue et les souvenirs des principaux personnages. La chronique s'écrit donc et s'enrichit de détails déformant les mensurations et un ordre rigoureux, fidèle par les différences de classe.

Mario Camus a filmé une Espagne grise et brumeuse, un domaine froid où les paysans n'ont droit qu'à...

JACQUES SICLER.

\* Voir les films nouveaux.

LAUBO ROUGE, de John Milius

#### Le jeu de la guerre antisoviétique

L'Aube rouge, titre impérial, aussi impérial que les premiers images du film : en plein cœur de l'Etat-Unis, la petite ville américaine type, soit espagnole avec au fond la Capitale locale, un monument à la gloire de Franklin Roosevelt sur lequel on lit une inscription démentant aux Américains de ne jamais rester neutres, de servir, choisir. On se retrouve sur une salle de classe avec d'immenses bases vitrées : des adolescents discutent avec leur professeur, qui commente que, au loin, des parachutistes atterrissent. L'ennemi, un étrange commando soviétique-cubain, débarque et passe aussitôt à l'action.

L'épopée commence : un groupe de jeunes, six garçons et deux filles trouve refuge parmi les hauteurs sombres du Colorado. La guerre atroce n'a pas, au lieu, par suite, l'équilibre de la terreur. Il faut se battre à l'ancienne. Pas d'hésitation, les Soviétiques sont les méchants, les Cubains servent fidèlement l'ennemi. On croit voir un défilé d'éléphants, on croit déjà en Afghanistan, en Amérique centrale, en Angola, sauf que ce sont les Deux Grands qui se retrouvent, comme il y a quelques ans, non plus au coude à coude mais face à face.

John Milius, qui fut le spécialiste de Jeremiah Johnson et de Apaches Now, lui-même réalisateur de l'ingénieur Big Wednesday, fait ici un film sur la survie, fait de la guerre, de la guerre, le test suprême, l'épreuve qui trempe les caractères et révèle une nation. Il montre que à tout le russe et la barbarie, d'après comme de l'autre, les Russes étant plus obscurs, très germaniques, les jeunes Américains plus sportifs, sans pour autant tomber dans la caricature pure et simple.

#### RELACHE AUZENTH

Johnny Hallyday ne peut pas reprendre le spectacle de Zénith, qu'il avait dû interrompre à la suite d'un malaise. Victime d'une attaque au cours de la représentation du 9 janvier, Johnny a dû être hospitalisé. Il pensait remonter sur scène le 19 janvier, mais après une visite médicale il a constaté que malade, il ne pouvait pas continuer à se produire. Les dernières représentations de ce spectacle, qui ont commencé le 28 octobre, sont donc à une date indéfinie.

#### THEATRE SAINT GEORGES

MARIA PACOME  
OPETTE LAURE

#### ON M'APPELLE EMILIE

Mise en scène : Jean-Luc MOREAU

Location : 87863.47 et agences

### UN LIVRE, UNE ASSOCIATION

#### Offensive contre le Grand Louvre

L'année s'annonce agitée, lourde encore de projets, d'inaugurations et de célébrations, et donc de controverses. La première information, à tout seigneur tout honneur, concerne aujourd'hui le Louvre, ou plus exactement le projet du Grand Louvre, le projet de Louis XIV, l'architecte américain choisi par le président de la République, fait en effet l'objet d'une nouvelle offensive. C'est le tir, en apparence croisé, d'un livre et d'une association, que vient de fonder M. Michel Guy, ancien secrétaire d'Etat à la culture. Celui-ci, à récemment eu l'occasion d'exprimer ici même son point de vue (Le Monde du 7 décembre 1984). L'Association pour le renouveau du Louvre, puisque tel est l'intitulé

prometteur, a pour secrétaire André Fernigier, et pour trésorier Bruno Foucart, historien d'art, professeur, défenseur zélé du XIX<sup>e</sup> siècle, et ancien conseiller de M. Michel Guy. Bruno Foucart est aussi l'un des trois auteurs d'un ouvrage à paraître au mois de février aux éditions Julliard, et dont le titre est éloquent : Paris mystifié. La grande illusion du Grand Louvre. Jusqu'à présent les auteurs (ils ont été en fait plus nombreux à collaborer peu ou prou à l'ouvrage) étaient connus sous l'étiquette Les Trois X. Comme le Louvre n'est pas l'Opéra et n'a apparemment pas de fantôme, le suspense a été levé, révélant, outre le nom de Bruno Foucart, ceux de Sébastien Lotte, ancien chargé de mission à l'Elysée puis conseiller technique au cabinet de M. Edmond Michelet et maître des requêtes au Conseil d'Etat depuis 1972, et d'Antoine Schnapper, autre éminent professeur et historien d'art.

Le livre des « ex-Trois X » n'y va pas par quatre chemins : selon eux, le projet actuel est, en résumé, un désastre, et l'on retrouve en gros, ce qui n'étonnera personne, les propositions de l'association présidée par M. Michel Guy (voir encadré). L'inconvénient de tels ouvrages est qu'ils risquent toujours d'être récupérés par des clans adverses, politiques ou professionnels, quand ils ne sont pas suscités par ces rivalités, bien sûr. Mais, en l'occurrence, on a du mal à concevoir un « Louvre de droite » et un « Louvre de gauche » quand il ne s'agit d'un Louvre de raison. De même, on ne saurait croire non plus qu'il s'agit d'une révolte des professeurs d'histoire de l'art contre les conservateurs qui, on s'en souvient, avaient ensemble approuvé le projet (Le Monde du 3 février 1984).

F. E.

\* Paris mystifié, éditions Julliard, à paraître au mois de février, 70 F.

#### Les buts de l'association de M. Michel Guy

« L'Association pour le renouveau du Louvre se félicite de l'attribution au musée des bâtiments du ministère des finances, mais se doit d'alerter l'opinion sur les dangers que présente dans son état actuel, le projet du Grand Louvre. »

« Elle s'oppose à la poursuite de cette opération, pour une opération de cette envergure, aucun programme précis n'a été préalablement défini quant à la répartition des collections et au rapport des divers départements. Elle souhaite vivement qu'une réflexion complète soit engagée sur ce point et que les résultats en soient rendus publics. »

« Elle est opposée à l'idée de la prépondérance d'une entrée souveraine, qui négligerait les bâtiments aux-mêmes et compliquent en fait les circulations, multiplient les couloirs d'accès, sans aucun profit pour le public, alors que la palette dispose d'entres nobles, souvent pourvus de remarquables escaliers qui permettraient de constituer des ensembles cohérents et moins découragés par leur gigantisme. »

\* Association pour le renouveau du Louvre, 156, rue de Rivoli, 75001 Paris.

### PETITES NOUVELLES

#### MUSÉES D'ILE-DE-FRANCE

Le ministère de la culture a validé un montage antérieur sur les musées d'Ile-de-France, dont la vocation principale est d'inciter les travailleurs à découvrir les musées proches de chez eux, un effort particulier ayant été fait pour les musées de la Seine, de la Marne, de l'Oise, et à l'initiative de la région parisienne.

\* Rens. : direction des musées de France, division de l'action culturelle, place Henry-de-Montmorillon, 75007 Paris.

#### PATRIMOINE - M<sup>e</sup> Catherine de la Cour

Le Comité pour la restauration du château de La Roche (Vendée), a reçu le premier prix du concours « Châtreaux en péril », organisé par l'Antenne 2 sous le patronage du ministère de la culture.

#### PERSONNALITÉS MUSICALES

Le jury de la personnalité de l'année a décerné cette distinction, au titre de la musique, pour 1984, à M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture. M. Michel Guy, directeur des disques d'Etat, et à notre collaborateur Jacques Louchard.

#### DIXIÈME FESTIVAL A EVIAN

Le festival d'Evian aura lieu du 4 au 13 avril, sous la présidence de M. Jean-Louis Baudry, et comprendra comme chaque année un concours international de musique à cordes. (Inscriptions avant le 1<sup>er</sup> février au Festival d'Evian, BSN, 7, rue de l'Éclair, 75008 Paris ; tél. : 299-14-73.)

#### FLACIDO GOYA

Alors l'un des deux vélocipédistes noirs, cognant des notes acides sur sa petite enclume portative, devient fougère-griot africain et amorce une légende, relayé par son camarade changé en pépé-ours-danseur, cependant que la jeune fille blonde, bretonne ou portugaise, lance pà et là quelques grains de sel, quelques cailloux du Pô, tantôt fillette, tantôt grand-mère, non sans une étrange poésie pratique.

Ces cent minutes merveilleuses de théâtre sont l'œuvre de Richard Demarcy, qui n'a pas son pareil pour écrire des dialogues d'enfer, mais en couleurs d'aquarelles sans danger, et pour créer des images de lanterne magique, blanches comme du lait, jaunes comme une volée de papillons, et rouges comme une bombe de sang frais, groupe d'œuvre universel.

Teresa Motta, Alain Aithnard, Jacky Sapart, sont de fascinants comédiens coureurs de fond. Décors éblouissants et joyeux de Jacques Deneux, lumières solaires-lunaires de Pierre Rival.

MICHEL COURNOT.

\* Athénée, salle Béard, 18 h 30.

#### Une exposition permet depuis quelques jours, à la mairie du premier arrondissement, de suivre les étapes des fouilles archéologiques de la Cour carrée du Louvre. Les photographies et les plans présentés montrent les différentes phases du chantier depuis mars 1984 et retracent l'histoire du palais de l'époque carolingienne à nos jours. Mairie du premier arrondissement : 4, place du Louvre, jusqu'au 19 janvier. De 9 h 30 à 18 heures.

#### M. MITTERRAND AU SALON DE LA BANDE DESSINÉE

(De notre correspondant.)

Angoulême. - M. François Mitterrand visitera, samedi 26 janvier, le 12<sup>e</sup> Salon de la bande dessinée. La nouvelle a été annoncée jeudi matin 17 janvier par M. Barbot, commissaire de la République, et M. Jean-Michel Boucheron, député (PS) et maire d'Angoulême et président du Salon. Le président de la République traversera les « bulles » du Salon, mais on pense généralement qu'il visitera aussi, à Saint-Yrieix, le studio de dessinateurs animés JO (image par ordinateur), qui a été financé dans le cadre du plan Recherche et Image du ministère de la culture. M. Jack Laug, qui sera du voyage, devrait annoncer à cette occasion la création d'un Grand Prix national de la bande dessinée.

### Les histoires de Lili

Sur le quai d'une gare éclairé par un réverbère, une valise à la main, une radio dans l'autre, Liliane Rovère alias Lili, robe moulante et talons hauts, regarde passer des trains qui ne s'arrêtent pas. Une constatation s'impose. Elle est seule. C'est une question d'habitude. Et puis « il vaut mieux être seule que mal accompagnée », dit-elle. Avec un peu d'humour et de philosophie, on arrive à survivre.

Liliane Rovère, mise en scène par Viviane Théophilides, a des moues d'enfant boudeuse ou des caillades provocantes. Ses sourcils escaladent son front, sa tête s'incline, sa bouche se pince ou s'ouvre sur un éclat de rire. Lili est gaie. Et même quand sa fille et son chat profitent de sa générosité, elle ne se laisse pas démoraliser. Quelques disques de Duke Ellington, de Charlie Parker ou de Nat King Cole et elle repart. Elle est tonique et ne se plaint jamais.

Lili joue sur les mots, leur consonance, leur signification, un peu comme Raymond Devos. Elle parle de sa vie et, par extension, de la vie en général. Petites maximes, réflexions à bâtons rompus, cela fait penser au sommaire d'un magazine féminin : vieillesse, beauté, sexualité, ménopause... Les histoires de Liliane Rovère sont en dents de scie ; les uns rigolotes, les autres à la limite de la gaffe.

CAROLINE DE BARONCELLI

\* Comédie de Paris, 22 h 30.

### Autre temps

A la suite d'une expérience, deux matelots font un bond en avant de quarante ans. De 1943, ils passent sans transition à 1984, découvrent les punks, les traves, les voitures à changement de vitesse automatique et apprennent à ouvrir les boîtes de bière d'une seule main. Ce ne serait pas trop grave si leur saut dans le temps ne s'accompagnait de la disparition de la ville, aspirée par une sorte d'ouragan qui menace la Terre entière et si l'un d'eux n'était bourré d'électricité, si bien qu'après une forte crise d'épilepsie il disparaît, complètement fondu. Son copain - après quelques aventures - endosse une armure de cuivre et s'en retourne en 1943 pour remettre le temps à l'endroit, puis il revient chez nous pour épouser la jeune fille qui l'a aidé.

Produit par John Carpenter, Philadelphiu Experiment, de Stewart Raffill, est un film à petit budget dont les trucs manquent de délire et sont moins intéressants que le regard planant, la météo rebelle de Michael Paré, matelot athlétique à la démarche chaloupée.

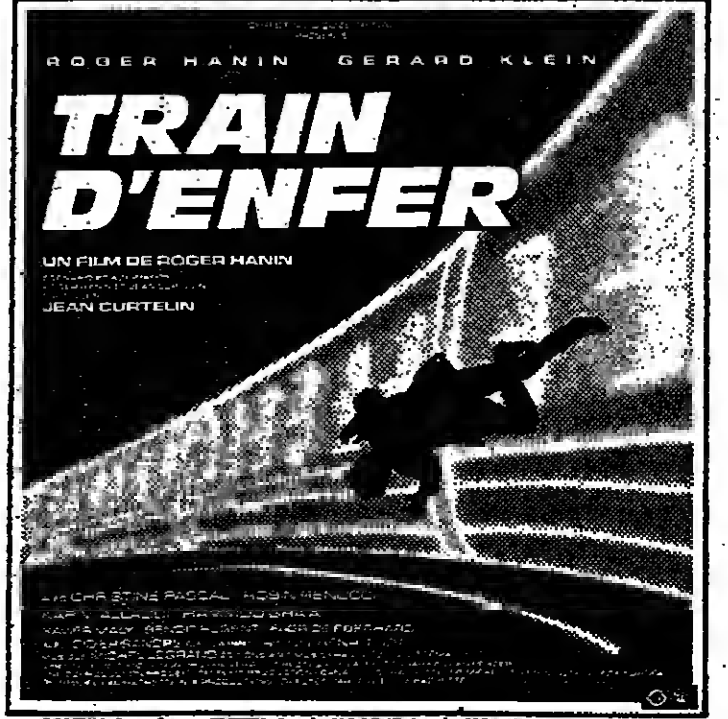
\* Voir films nouveaux.

### Tony Garnier à Boulogne-Billancourt

Cinquante ans après son édification, l'hôtel de ville de Boulogne-Billancourt est à l'honneur à l'occasion d'une exposition qui retrace l'histoire de sa construction. Un comédien mal accoutumé en son temps par la population parce que trop moderne. L'exposition attire du même coup l'attention sur l'architecte Tony Garnier (1869-1948). Plus connu des Lyonnais, qui lui doivent notamment un stade, des abattoirs et un central téléphonique, Tony Garnier était également un théoricien et quelquefois un visionnaire : comme en témoigne son projet de cité industrielle pour trente-cinq mille habitants.

Chargé en 1931 de reconstruire l'hôtel de ville dans une carrière désaffectée de Boulogne-Billancourt, Garnier signe avec cet édifice, ses salles d'honneur en marbre noir et ses cloisons mobiles, son œuvre la plus importante en dehors de l'agglomération lyonnaise.

\* Hall de l'hôtel de ville, 92100 Boulogne-Billancourt. Jusqu'au 26 janvier.



PANTIN Carrefour • CRETEIL Arlet • NOGENT Arlet • MARNE LA VALLEE Arlet  
ROSNY Arlet • SARCELLES Floreides • AULNAY Paris • LA VARENNE Paris  
CACHAN Pélade • ENGHEN François • ARGENTEUIL Alpha  
PARLY 2 • SARTROUVILLE A.B.C. • VELIZY 2 • 9 DEFENSE 4 TEMPS

هكذا من الأصل







# SPECTACLES

# COMMUNICATION

## L'OUVERTURE AUX TÉLÉVISIONS HERTZIENNES

### La Haute Autorité veut organiser la nouvelle liberté

M. Bredin a trois mois pour soumettre son rapport, et moi, je souhaite que ce soit fait tout de suite. En se prononçant de façon aussi ferme, mardi 16 janvier, pour une libéralisation quasi immédiate des télévisions hertziennes, le chef de l'Etat a provoqué un bel effet de surprise et pris de court nombre d'interlocuteurs qui visaient l'horizon 1986. C'est peut-être ce qui explique le peu de réactions spontanées officielles au discours de M. Mitterrand, même si l'on note la satisfaction d'Antenne 1, la télévision pirate née en décembre 1982, inquiète à plusieurs reprises par la police, et qui affirme aujourd'hui porter « l'ambition de ce que sera véritablement une télévision libre et indépendante telle que la désire le président ».

Chacun en fait fourbir ses armes, et des projets se font connaître chaque jour, la plus souvent déjà de la part de ceux qui ont été les premiers à se placer en tête des listes d'attente.

Il y a les municipalités qui demandent une fréquence en préfiguration du câble : M. Michel Péricard,

maire RPR de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), vient d'adresser une demande d'autorisation pour une télévision intercommunale. Il y a la presse écrite - la Dépêche du Midi, le Télégramme de Brest... - sans compter les projets des journaux et groupes parisiens ; et puis des candidatures individuelles, telle « CTV », la « télé-contact » de Paris, indépendante des grands groupes et formée par une petite équipe de journalistes ; « Aquarius », le projet de la radio parisienne la Voix du lézard et « Sourire Télé 7 », qui se dit prête à diffuser dans un rayon de 100 kilomètres autour de Reims une vingtaine d'heures d'émissions quotidiennes.

La course à la fréquence est amorcée, même si, dans un rapport publié le jeudi 17 janvier, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle « recommande fermement qu'aucune diffusion effective ne puisse intervenir avant que ne soit mise en place une organisation de la liberté », qu'elle souhaite régir et mettre en œuvre.

Plus qu'un constat, bien plus qu'une impression, une conviction essentielle : fruit d'une première expérience (les radios) et fondement d'une nouvelle réflexion : « Il ne suffit pas d'invoquer le désordre italien ni de prédire des perspectives catastrophiques pour s'opposer à l'apparition d'un phénomène nouveau de communication que la technologie rend possible, auquel l'opinion ne renoncera pas et dont la possibilité est d'ailleurs expressément prévue par la loi de 1982 ».

Voilà. Pragmatisme, lucidité, adaptation. En une phrase très simple, la Haute Autorité vient d'expliquer sa démarche sans recourir aux grands principes, sans se figer sur des choix du passé, sans même entrer dans le débat sur les qualités et défauts respectifs des options en présence. Un outil de communication nouveau et simple est désormais, techniquement et juridiquement, à la portée de tous.

Au nom de quel pourrait-on interdire son développement ? Et surtout avec quel effet ? L'épouvantail italien agit notamment par le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication et les prévisions catastrophiques concernant les dangers d'une « désintégration » lui apparaissent désormais, insupportables, tant cas à frayer ou dissuader le phénomène. Alors, recommande la Haute Autorité, cessons d'être aveugles, ne nous effrayons pas dans une résistance désespérée et un combat perdu d'avance et prenons plutôt les devants pour éviter l'anarchie préjudiciable à tous et empêcher que, faute de règles, « les libertés nouvelles ne se changent en leur contraire ».

Déjà les « sages » suggèrent des garde-fous, ou proposent quelques « précautions » essentielles, directement inspirées de leur expérience - souvent douloureuse - avec les radios libres, les télévisions hertziennes appartenant selon eux « à la même famille de médias que les

radios locales privées ». Les comparaisons sont fréquentes, le parallèle permanent et en contradiction avec le discours de nombreux autres parlementaires (dont les ministères les plus concernés), plus soucieux de bien marquer ce qui distingue les deux médias, notamment économique - ment, que ce qui les rapproche.

La première suggestion de la Haute Autorité est cependant troublante, qui incite à publier et à fournir aux différents partenaires un plan de fréquences « qui engage l'établissement public de diffusion et puisse au besoin être imposé comme le cadre technique incontestable de la nouvelle liberté ». Cette recommandation fera sourire... et applaudir tous ceux qui ont réclamé depuis trois ans en vain le plan de fréquences concernant la bande FM et se sont heurtés au secret, aux volte-face et à l'imprévisibilité des arbitres de TDF. La Haute Autorité en convient, qui rappelle « combien l'absence d'un tel plan des fréquences disponibles a obéré dans son application la libéralisation des ondes de la modulation de fréquence ».

Tous comme les radios FM, les télévisions devront également être d'origine locale, donc de se passer de récepteurs et de suivre les règles édictées en 1982 concernant la direction et la propriété des stations. Tout comme les radios FM, les télévisions devront avoir un programme propre minimum (il est de 80 % en radio), le reste provenant souvent d'un même réseau. Mais on redoute avant tout l'invasion de productions étrangères, les « sages » souhaitant que les programmes locaux (produits ou échangés) constituent plus de la moitié des programmes diffusés. Ils recommandent également que les télévisions hertziennes soient astreintes aux mêmes obligations que Canal Plus pour la diffusion des films de cinéma.

Enfin, abordant le régime juridique de ces télévisions nouvelles, la Haute Autorité confirme la commande à Thomson des tubes à ondes progressives (TOP) qui seront installés sur les satellites TDF 1 et 2. Ces TOP servent à amplifier le signal venant de la Terre avant qu'il ne soit réémis par le satellite à destination des usagers. Voici quelques mois des problèmes sont apparus dans le développement de leur collecteur en carbone qui entraînait des déformations (une par jour environ) durant lieu à des interruptions de transmissions. Cela est désormais oublié, tout comme les difficultés rencontrées dans le fonctionnement de certains équipements américains (condensateurs) et allemands (système d'alimentation des TOP) de la charge utile du satellite. En conséquence, trois tubes à ondes progressives de grande puissance (230 watts) fabriqués par Thomson seront installés sur chacun des deux satellites français qui seront également équipés de trois autres tubes fournis par la firme allemande AEG.

D'autre part, la société TDF a notifié aux industriels intéressés les normes des équipements qui seront utilisés pour la réception des émissions de télévision retransmises par le satellite. Il s'agit de la norme dite « D-2 Mac Paquet » qui, le 16 octobre dernier, a déjà fait l'objet de certains accords entre les industriels européens. TDF n'a demandé toutefois que, dans une première étape, ces équipements soient aptes à fonctionner aussi en Pal-Sécam. Pour « marquer le terrain », comme l'a précisé le PDG de TDF, M. François Schoeller, une première commande de tels équipements pourrait, dans le courant du premier trimestre de cette année, être passée aux industriels, auxquels on conseille que leurs produits soient en vente sur le marché dès juillet 1986.

J.-F. A.

## A VOIR

### Les monstres du matin

Attention, les monstres arrivent samedi matin sur FR 3 ! A l'occasion du troisième Festival international du film fantastique à Avoriaz, l'équipe de FR 3 Rhône-Alpes a décidé de renouveler l'expérience lancée en septembre dernier par FR 3 Normandie au moment du Festival de cinéma de Deauville. Trois heures et demie en direct d'Avoriaz et de Lyon, diffusées de 9 heures à 12 h 30 samedi 19 janvier sur la chaîne nationale.

Pour cette « trilogie fantastique du matin », trois journalistes se sont installés avec un car vidéo (quatre caméras) à Avoriaz (Dominique Sanfourche de FR 3 Grenoble, Patrick Labarrière et Cécile Philippe de FR 3 Lyon). Ils enverront leurs informations, reportages et commentaires par faisceau, à Lyon, où sont installés deux journalistes de l'équipe de Grenoble (Odile Cognat et Alain Davy, qui supervisent l'ensemble de l'opération). Au programme, les résultats du palmarès bien sûr, avec des extraits du film primé la veille (FR 3 espère montrer aussi des séquences de tous les films présentés à Avoriaz), et nombreux reportages réalisés au cours de la semaine sur la Festival mais aussi sur la montagne ou la neige (couloirs du Festival, le maquis d'un monstre, le ski acrobatique, les chiens et les traîneaux, l'école d'Annie Farnose, le hockey sur glace...).

FR 3 Rhône-Alpes fournira également des informations pour les journaux de TF 1, ainsi que des reportages pour quelques-uns des magazines de la première chaîne, comme « Temps X », « Temps libre » et « Bonjour la France ». La concurrence ferait-elle place à l'échange ?

CATHERINE HUMBLLOT.

## Au « Monde »

### VOTES FAVORABLES DES SOCIÉTÉS DE PERSONNEL A LA CANDIDATURE D'ANDRÉ FONTAINE

Après le vote favorable de la Société des rédacteurs du Monde (60,9 % des parts présentes ou représentées), la Société des cadres, réunie mercredi 16 janvier pour approuver la candidature d'André Fontaine au poste de directeur-gérant du journal, s'est prononcée positivement (63,43 %), ainsi que la Société des employés (91 %), réunie jeudi 17 janvier.

L'assemblée générale des associés de la SARL Le Monde - dont les porteurs de « parts A », qui avaient confié à André Fontaine une mission d'exploration - se réunissent ce vendredi 18 janvier dans le but de désigner le nouveau directeur-gérant du Monde.

## Cinéma

LES AMANTS TERRIBLES, film français de Danieël Dubroux, 19 (21-77-99).  
 LE CRIME DOUVRE PLOUFFE, film canado-français de Denis Arcand, 19 (21-77-99).  
 L'ARRÊTÉ SOUS LA MER, film français de Philippe Muyl, 19 (21-77-99).  
 LAURE ROUGE, film américain de John Mills, 19 (21-77-99).  
 LA CORDE RAIDE, film américain de Richard Tuggle, 19 (21-77-99).  
 LES SAINTS INNOCENTS, film espagnol de Mario Camus, 19 (21-77-99).  
 LES FILMS NOUVEAUX

LES AMANTS TERRIBLES, film français de Danieël Dubroux, 19 (21-77-99).  
 LE CRIME DOUVRE PLOUFFE, film canado-français de Denis Arcand, 19 (21-77-99).  
 L'ARRÊTÉ SOUS LA MER, film français de Philippe Muyl, 19 (21-77-99).  
 LAURE ROUGE, film américain de John Mills, 19 (21-77-99).  
 LA CORDE RAIDE, film américain de Richard Tuggle, 19 (21-77-99).  
 LES SAINTS INNOCENTS, film espagnol de Mario Camus, 19 (21-77-99).  
 LES FILMS NOUVEAUX

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN  
**LE PLUS HEUREUX DES TROIS**  
 Eugene LABICHE  
 LA GALLERIE - Théâtre de la Comédie-Française  
 du 22 janvier au 9 mars et du 19 au 20 mars  
 Réservations : 898 26 89

ÉLYSÉES LINCOLN - PARNASSIENS - 7<sup>e</sup> ART BEAUBOURG - OLYMPIC ENTREPO

"Tout ce que les hommes vous ont raconté sur elles, tout ce que les femmes vous ont confié sur eux."

*les Amants terribles*

CITEVOX présente

UN FILM DE DANIEEL DUBROUX



LA CORDE RAIDE

هكذا من الأصل



# RADIO-TÉLÉVISION LE CARNET DU Monde

Vendredi 18 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Le jeu de la vérité.
- 21 h 50 Feuilleton : Balzac.
- 22 h 55 Histoire naturelle : Thon rouge, thon blanc.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 C'est à lire.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Feuilleton : Châteauneuf.
- 21 h 50 Feuilleton : Châteauneuf.
- 22 h 55 Histoire naturelle : Thon rouge, thon blanc.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 C'est à lire.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Histoire d'un jour : 28 mai 1968, de Gaulle au pouvoir.
- 21 h 50 Feuilleton : Châteauneuf.
- 22 h 55 Histoire naturelle : Thon rouge, thon blanc.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 C'est à lire.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Inspecteur Gadget ; 17 h 18, Thalasse ; 17 h 25, J'apprends le ski de fond ; 17 h 45, Paris d'un œil ; 18 h, Cylindres et autres de cuir ; 18 h 25, Présence du cinéma ; 19 h, Feuilleton : Poncouverte ; 19 h 5, Atom PIC.

## CANAL PLUS

- 20 h 35, Ellis Island ; 21 h 50, Gila, gila, gila, film de N. Tarron ; 0 h 10, Photos, la loi du plus faible, film de H. Babenco ; 2 h 18, Hill street blues ; 2 h 55, Maître d'un bookmaker chinois, film de J. Cassavetes ; 4 h 40, Rock concert ; 5 h 20, Suvarens, film de J. Lieberman.

## FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 La grande débauche : La France et sa mémoire. Avec Pierre Nora, Mona Ouzon, Jean-Luc Lagarange, Michel Debès et Pierre Chassagnon.
- 21 h 30 Michel et moi : la Diaspora noire, avec Denis Martin.
- 22 h 30 Nuits magiques : l'argent du 7<sup>e</sup> Art, avec A. F.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : (épis de Baden) : « Symphonie de chambre n° 1 », de A. Schoenberg. Extraits de la « Tétralogie », de R. Wagner, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. E. Leimdorf.
- 22 h 20 Les soirées de France-Musique : « Les Fichiers de poètes », œuvres de Copland, Ravel, Messiaen/Ravel ; à 0 h, Musique traditionnelle : musique populaire grecque.

Les programmes du samedi 19 et du dimanche 20 janvier se trouvent dans « le Monde Loisirs »

## TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 19 JANVIER

M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat chargé des universités, est l'invité du journal « Soir 3 » sur FR 3, à 21 h 35.

## Mariages

M. Michel CHATEY, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur civil des mines.

et M<sup>lle</sup> Isabelle BAOUIT-PERNOT, journaliste.

ont l'honneur de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le 28 décembre 1984, à Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales).

— On prie d'annoncer le décès de

M. Natacha BRUNET,

survenue le 13 janvier 1985.

De la part de :

M<sup>lle</sup> Hélène Brunet,

son épouse,

M. et M<sup>lle</sup> Henri-Michel Brunet,

M. et M<sup>lle</sup> Alain Brunet,

ses enfants,

Et de toute la famille.

L'inhumation a lieu au cimetière parisien de Bagneux le vendredi 18 janvier 1985.

Réunion à la porte principale, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

« Cet avis tient lieu de faire-part ».

15, avenue Cambacérès,

91370 Viroflay-le-Buisson.

— M<sup>lle</sup> Georges BUCAS,

son épouse,

M. et M<sup>lle</sup> Jacques BUCAS,

M. et M<sup>lle</sup> Jacques Sultan,

ses enfants,

Anne Gail, Jeanne, Lolo, Pierre,

ses petits-enfants,

Et toute la famille,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Georges BUCAS,

survenue à Paris le 7 janvier 1985.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Saint-Jean-de-la-Poterie (Morbihan) le 12 janvier 1985.

Une messe sera dite à son intention le samedi 22 janvier, à 12 h 10, en l'église de la Trinité à Paris (9<sup>e</sup>).

— M<sup>lle</sup> Michel FICHEUR,

son épouse,

M<sup>lle</sup> Marcel FICHEUR,

M. et M<sup>lle</sup> Henri FICHEUR,

et leurs enfants,

M. et M<sup>lle</sup> René Neves,

M. et M<sup>lle</sup> André Bosc,

et leurs enfants,

M. et M<sup>lle</sup> Alain Bouchard,

et leurs enfants,

ont le plaisir de faire part du décès de

Michel FICHEUR,

survenue le 13 janvier 1985.

Ses obsèques ont été célébrées le 17 janvier 1985 dans l'intimité, à Coteauville (28).

— Pierre-Henri Baur,

Doullieu et Yves Blass,

Médecin et Aurélie,

ont le plaisir de faire part du décès de

M<sup>lle</sup> Jacqueline CAHEN,

leur mère et grand-mère,

survenue le 31 décembre 1984.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 15 janvier 1985, au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Geoffroy-l'Anglais,

75004 Paris.

88, rue du Docteur-Ribey,

92260 Fontenay.

— M<sup>lle</sup> J. Fichard,

Michel, Claude Cavalli,

ses frères, sœurs,

Toute la famille,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Pierre CAVALLI,

survenue le 8 janvier 1985, à l'âge de soixante-dix ans, après des souffrances de l'égérie.

L'inhumation a eu lieu le 11 janvier dans le caveau familial.

La famille regrette de n'avoir pu

avertir toutes les relations, cette

annonce tient lieu de faire-part.

— M<sup>lle</sup> Pierre Douffiaques,

son épouse,

M<sup>lle</sup> Arlette Douffiaques

et Karin,

M. et M<sup>lle</sup> Francis Combrison

et Karin,

M. et M<sup>lle</sup> Jacques Douffiaques,

Olivier et François,

ses enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>lle</sup> Pierre-Louis,

M. et M<sup>lle</sup> Maurice Lesoyeur,

ses sœurs et beaux-frères,

M. René Douffiaques,

son oncle,

Rhiane, Marc et Claude Nicoletti

et leurs enfants,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Pierre DOUFFIAQUES,

chevalier de la Légion d'honneur,

ancien élève de l'Ecole polytechnique,

ancien inspecteur des finances,

survenue le 14 janvier 1985, en son domicile, le Moulin-de-Cady, à Razeux (78120 Rambouillet).

Prière pour lui.

L'inhumation a eu lieu le jeudi 17 janvier 1985, au cimetière de Razeux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>lle</sup> Michel FICHEUR,

Olivier, Laurent et Benoît FICHEUR,

M<sup>lle</sup> Marcel FICHEUR,

M. et M<sup>lle</sup> Henri FICHEUR,

et leurs enfants,

M. et M<sup>lle</sup> René Neves,

M. et M<sup>lle</sup> André Bosc,

et leurs enfants,

M. et M<sup>lle</sup> Alain Bouchard,

et leurs enfants,

ont le plaisir de faire part du décès de

Michel FICHEUR,

survenue le 13 janvier 1985.

Ses obsèques ont été célébrées le 17 janvier 1985 dans l'intimité, à Coteauville (28).

— Le ministre de la recherche et de la technologie,

Le président de la mission scientifique et technique,

L'ensemble du personnel du ministère de la recherche et de la technologie,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Michel FICHEUR,

ingénieur en chef des ponts et chaussées,

chef du département Transport, urbanisme, logement

au ministère de la recherche et de la technologie,

survenue le 13 janvier 1985.

Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports,

Le secrétaire d'Etat chargé des transports,

Le délégué à la recherche et à l'innovation,

Le chef du service des études de la recherche et de la technologie,

L'ensemble des personnels du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports,

Une messe sera célébrée à son intention le mardi 22 janvier 1985, à 14 h 30, en l'église Saint-Etienne du Mont.

— Grenoble, Bordeaux, Mâcon.

Le 7 janvier 1985.

Michel GOURDON

a été accueilli dans la Paix du Seigneur.

De la part de ceux qui le pleurent :

Anne-Marie Gourdon,

son épouse, et leurs trois filles,

Les familles Gourdon, Flahel, Janinet,

Piroux et amis.

Les funérailles ont eu lieu le 9 janvier à Grenoble et l'inhumation le 10, à Pondaurat (Gironde).

6, rue des Trois-Epis,

38100 Grenoble.

— M. Paul Lemerle,

professeur honoraire au Collège de France, son épouse,

Paul et Monique Lemerle,

Stéphane, Marie, Juliette,

Jean et Sophie Lemerle,

Mathieu, Marion, Hélène, Olivier,

ses enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>lle</sup> Serge de Wit,

ses cousins et leurs enfants,

M. et M<sup>lle</sup> Jean Boisson

et leurs enfants,

M. Pierre Boisson,

font part du décès de

M<sup>lle</sup> Paul LEMERLE,

née Marguerite de Wit.

survenue le 15 janvier 1985, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 16 janvier, à Paris.

« Ne pleurez pas, car elle n'est pas morte, elle dort... »

Luc, 8: 52.

Cet avis tient lieu de faire-part.

84, rue de Vergennes,

75013 Paris.

— Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur avis de décès une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Le docteur et M<sup>lle</sup> Jean

Moussier,

M<sup>lle</sup> Danielle Simon,

M. et M<sup>lle</sup> Boudou Simon,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Et toute la famille,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Albert SIMON,

ingénieur en chef honoraire de la marine,

ingénieur des arts et métiers, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenue le 15 janvier à Paris, dans sa quatre-vingt-neufième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste, place Frédéric-Mistral à Sceaux (Hauts-de-Seine) le lundi 21 janvier, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Commeny (Allier) dans le caveau de famille.

76, rue de Crimée,

75019 Paris.

74, rue de Glatigny,

78150 Le Chesnay.

— Nous apprenons la mort de

Bernard WOLF,

ancien directeur général de Paris-Normandie,

décédé à l'âge de cinquante-neuf ans.

Ses obsèques, célébrées jeudi 17 janvier, ont eu lieu, selon la volonté du défunt, dans la plus stricte intimité.

DM en 1925, Bernard Wolf était le fils de Pierre-Henri Wolf, fondateur, à la Libération, de Paris-Normandie, quotidien normand dont il avait obtenu le POF-éditorialiste. A l'entrée de M. Robert Hureux dans la société éditrice, en 1972, Bernard Wolf avait été nommé directeur général de Paris-Normandie, chargé de la rédaction.

Messes annuelles

— A l'occasion de l'anniversaire de la mort de

Roi LOUIS XVI

S.A.R. le Prince Henri de France,

Comte de Clermont,

fera célébrer une messe le lundi 21 janvier, à 17 heures, en l'église Saint-Eustache (Paris-1<sup>re</sup>).

— Une messe sera célébrée le lundi 4 février, à 18 h 30, en l'église Saint-Thomàs-d'Aquin, à la mémoire de

professeur Jean QUÉNU,

décédé le 18 janvier 1975.

Communications diverses

— Rencontre ecclésiastique pour la Semaine de l'Unité (18-25 janvier).

Lundi 21 janvier à 18 h 30, salle P.J.-Eymard, 23, avenue de Friedland, Paris-8<sup>e</sup>. (M<sup>lle</sup> Charles-de-Gaulle, Gégère-V)<sup>2</sup> : « Marie et l'Unité ». En son hommage, l'appel de la mère de Jésus à ses enfants dispersés. Avec le R.P. Alexis Kinnest, théologien orthodoxe, directeur de l'Institut Saint-Serge, le pasteur Michel Wolf, de l'église évangélique luthérienne des Billecres, président du Consistoire de Paris, l'abbé René Laurentin, professeur de théologie à l'Institut catholique de Paris et à l'université catholique d'Angers. (Participation : 15 F. Jeunes : 10 F. Centrale catholique des conférences : 260-56-32.)

# Postes à pourvoir..

Dès lundi, ces Entreprises vous donnent rendez-vous dans les pages "Annonces Classées" du Monde.

L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE - A.L. CONSEIL AXONE - BENSON - CABINET DÉVELOPPEMENT - CABINET ETAP - CABINET PA - CABINET RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - CABINET SELE CEGOS - CABINET ALEXANDRE TIC - CAP SOGETI - CEP COFROR LYON - COMPAGNIE BANCAIRE - CORNING - CRÉDIT AGRICOLE - CRÉDIT AGRICOLE DE LA MAYENNE - CRÉDIT NATIONAL - C.S.E.E. - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - DOW DOWELL - GROUPE DROUOT LESIEUR - MERCURI URVAL NERVET PONT - PM LABINAL PSYCOM - ROUSSEL UCLAF SAFT - SCHLUMBERGER SCHNEIDER RECRUTEMENT SEDOC - SERS - SLIGOS SOPELEM - S.P.I. - J.M.

Le Monde

مكتبة من الأصل







REPÈRES

Bourse de commerce : tonnages en hausse

Les opérations traitées en 1984 à la bourse de commerce de Paris sur les marchés à terme (sucre, café, cacao) ont progressé de 2 % par rapport à l'année précédente pour atteindre un tonnage total de 387 344 lots, soit la valeur de 37 milliards de francs, indique la Compagnie des commissaires agréés. Dans le même temps, les contrats négociés sur des produits identiques ont baissé de 19 % à Londres et de 11 % à New-York.

Délégués du personnel : progression de la CGT à Renault-Billancourt

La CGT vient d'enregistrer, le 17 janvier, un très net succès aux élections de délégués du personnel dans le collège ouvriers à l'usine Renault de Billancourt. Avec 78,9 % des suffrages exprimés, elle progresse de 12 points par rapport à janvier 1984, retrouvant son niveau de janvier 1981 (74,78 %). Elle avait obtenu un score identique au comité d'établissement de Billancourt, le 15 novembre 1984. Sur 11 012 inscrits, 4 y a eu 3 252 abstentions (29,5 %) : la CFTD a obtenu 13,3 % des suffrages exprimés (7,8 points), la CFDT 5,4 % (-2,9 %), la CFTC 2 % (-1 %), la CSI-SIR 2,1 % (-0,5 %).

Pétrole : un changement de prix de référence est nécessaire, selon le Koweït

Le ministre koweïtien du pétrole, Cheikh Ali Khalifa al Sabah, a déclaré, le 17 janvier, que le prix de référence de l'OPEP - 29 dollars par baril - devrait presque certainement être modifié si l'organisation voulait parvenir, le 28 janvier prochain à Genève, à une révision applicable de sa grille des prix.

ÉNERGIE

LE REDRESSEMENT DES COMPTES D'EDF

Les tarifs de l'électricité augmenteront de 4,2 à 4,5 % au milieu de février

« Depuis deux ans EDF a passé le cap des difficultés où le financement du programme nucléaire venait s'ajouter aux dépenses de combustible que les centrales en construction avaient pour objet de remplacer », a déclaré M. Marcel Boiteux, président d'Electricité de France, le 17 janvier, en présentant les résultats de l'établissement pour 1984. Des résultats satisfaisants puisque EDF n'a perdu l'an passé que 900 millions de francs, soit six fois moins que l'année précédente (4,5 milliards de francs), un déficit « léger par comparaison au chiffre d'affaires qui approche 120 milliards de francs hors taxes », a précisé M. Boiteux.

Satisfait de ces résultats, le président d'EDF a en effet pas moins resté très prudent sur les perspectives en 1985, prévoyant un déficit de 1,5 milliard de francs, si le cours moyen du dollar atteignait 9 francs - hypothèse plausible - et assurant que « compte tenu des aléas de plusieurs milliards de francs qui pèsent sur un chiffre d'affaires dont le montant hors taxes sera de l'ordre de 130 milliards de francs, on peut dire que nous sommes encore dans la zone de l'équilibre ».

« Nous en sommes en tout cas assez près pour que, sauf maladroite caractéristique ou surcharge imprévue, l'objectif soit de notre portée, a-t-il ajouté.

M. Boiteux a également précisé que la hausse de tarifs prévue au 15 février 1985, conformément au contrat de plan signé avec l'Etat, serait de 4,2 à 4,5 %, soit 3,5 % résultant de la norme retenue par le contrat (hausse générale des prix moins 1 %) auxquels s'ajoute 0,7 à 1 % de « rattrapage » de tarif pour l'année 1984 (1). Cette hausse devrait être très légèrement modifiée pour favoriser les petits industriels et commerçants.

Le redressement opéré en 1984 demeure fragile. Il s'appuie, outre sur la bonne marche du parc nucléaire, dont M. Boiteux a lui-même reconnu qu'il pouvait « ne pas marcher forcément aussi bien en 1985 qu'en 1984 », sur deux éléments dont l'un est pour partie d'ordre conjoncturel : la hausse des recettes, en progression de 15 % liée à l'augmentation des ventes de courant, notamment à la grosse industrie (+ 7,5 %) et à l'exportation

(+ 86 %). En ce qui concerne ces dernières, EDF escompte une relative stagnation des ventes l'an prochain au niveau atteint en 1984 (24,8 millions de kilowatts/heure de solde net), suivie d'une nouvelle progression en 1986 après la mise en service de trois nouvelles lignes, l'une vers l'Italie, l'autre vers l'Espagne et la troisième vers la Grande-Bretagne, qui devraient favoriser de nouveaux courants d'exportation.

Le second facteur de redressement, plus durable, n'en est pas moins inquiétant, à terme, puisqu'il s'agit de la diminution du niveau d'investissements, tombé de 41,4 milliards de francs en 1983 à 39,2 milliards de francs en 1984, soit 33,3 % du chiffre d'affaires, la plus faible proportion connue par l'établissement depuis plus de vingt-quatre ans (en 1973 cette part atteignait 34,5 %, en 1960 61,5 %).

Les autres charges de l'établissement s'ont en effet pas diminuées, en 1984, au contraire : + 10,7 % pour l'ensemble des dépenses (127,4 milliards de francs), + 8,2 % pour les frais de personnel, et surtout + 13,9 % pour les charges de capital (remboursement des emprunts) qui atteignent le chiffre record de 54,6 milliards de francs, et absorbent la totalité de l'excédent brut d'exploitation dégagé par l'établissement. D'où une sensibilité considérable d'EDF aux variations des taux d'intérêt et des cours de dollar (lire encadré). Ce ne sont pas, il est vrai les seuls aléas pesant sur les comptes de l'établissement, les aléas politiques - effort de solidarité en faveur de Charbonnages de France et hausse des intérêts versés sur les dotations en capital - lui ayant, par exemple, coûté l'an passé 1,1 milliard de francs.

Reste que l'aboutissement du programme d'équipement nucléaire si coûteux en investissements, qui, avec une production de 180 milliards de kilowatts/heure a assuré l'an passé 60 % de la production nationale d'électricité, permet à EDF de souffler un peu. Le remplacement des anciennes centrales au fuel, progressivement fermées, est désormais achevé, ce qui a permis à EDF de ne consacrer l'an passé qu'un million de tonnes de fuel (contre 2,6 millions en 1983 et 14,1 millions en 1973). Avec 30 % de l'élec-

AFFAIRES

APRÈS L'INTERVENTION TÉLÉVISÉE DU CHEF DE L'ÉTAT

Renault dans l'attente d'un électrochoc

La petite phrase du président de la République sur « le grave problème » posé par Renault et la nécessité de trouver une solution « dans les jours qui viennent » a jeté le désarroi dans les ministères, provoqué une tempête à la Régie et suscité une série de rumeurs. D'autant que le départ de M. Mitterrand pour la Nouvelle-Calédonie n'a pas permis d'éclaircir la volonté présidentielle.

La Régie va mal : ce n'est plus un secret pour personne. Elle a des problèmes de gamme (la R18 et la R9 s'effondrent quand le Supercinq ne répond pas à toutes les espérances), de qualité (les retouches en fin de chaîne représentent 1,5 % du chiffre d'affaires), donc de marché (Renault a perdu dix points de part du marché français en deux ans). Ses difficultés financières se sont donc accrues (les pertes dépasseraient 8 milliards de francs non seulement en 1984, mais aussi

en 1985) et, avec elles, l'endettement et les frais financiers.

Enfin, Renault souffre d'un sur-effectif traité trop tardivement et d'un plan social d'autant plus flou que les syndicats l'ont refusé.

Il faut un électrochoc. La nomination, le 3 décembre, de M. Pierre Semerari, ancien patron de RVI, comme directeur délégué à l'automobile, a déjà eu un effet bénéfique. Concentrant toutes les responsabilités - y compris le secteur social qui échappait à son prédécesseur, - il est chargé de « resserrer les boulons ».

Et d'abord le traitement rapide des sureffectifs. Préretraites, aides au retour et diverses incitations devraient permettre de supprimer 9 000 emplois en 1985. Mais les pouvoirs publics, qui s'impromptement demandent-ils en échange d'une aide financière nettement accrue (2 milliards de francs, voir plus)

d'aller au-delà ? Mme Edith Cresson parlait récemment de 5 000 à 8 000 personnes qui faisaient problème en plus des mesures sociales prévues. Ce serait un premier électrochoc d'autant que la CGT, qui a gagné 12 points le 17 janvier aux élections de délégués du personnel de Billancourt ne laissera pas faire.

Cela suffira-t-il ? La rumeur bruissait dans les couloirs des ministères et surtout dans les rédactions d'un remplacement du président M. Hénin. On citait les noms de MM. Giraud et Bouleau, anciens ministres giscardiens (et ancien de Renault pour le second) ou de M. Besse, en passe de réussir la restructuration de Pechiney. Mais ce limogeage d'un homme qui a été confirmé en son poste en juin 1984 n'est pas le plus certain. Un conseil d'administration se réunit le 22 janvier. Peut-être apportera-t-il un début de réponse. Il faut maintenant aller vite.

B. D.

Les réactions des syndicats

L'intervention télévisée du président de la République a été la CGC, et son président, M. Paul Marchelli, écrit dans la Lettre confédérale, publication hebdomadaire de ce syndicat : « Comme tous les Français, j'attends beaucoup... nous n'avons rien eu... J'ai eu la désagréable impression, ajoute M. Marchelli, que l'on ne prenait pour un enfant attardé qui l'on s'efforçait d'apprendre le a b c... »

Pour la CFTC, le discours de M. François Mitterrand a été « peu mobilisateur au total ». Elle considère qu'en dépit de « quelques points d'amélioration pour les prix et les exportations, le tableau de la situation économique et sociale présenté par le président, minimisait sensiblement l'endettement, la dégradation du pouvoir d'achat et celle de l'emploi ».

La CFDT, pour sa part, a apprécié positivement l'engagement per-

sonnel du président de la République, en Nouvelle-Calédonie. S'agissant de la situation économique et sociale, la CFDT reconnaît les « bons résultats » en ce qui concerne l'inflation et le déficit extérieur, mais souligne que « le chômage monte dangereusement sans répit », et que « le président a condamné le chômage avec conviction, les faits sont plus importants que les mots ».

Le bureau confédéral de Force ouvrière examinera dans le détail, lundi 21 janvier, la déclaration télévisée du chef de l'Etat. M. André Bergeron a fait savoir qu'il était d'accord avec les mesures annoncées en faveur de la relance de l'activité du bâtiment. S'agissant de l'amélioration du pouvoir d'achat, M. Bergeron estime qu'elle suppose « un assouplissement des positions gouvernementales et patronales ».

« Lafarge-Coppée confirme son engagement dans les semences », Lafarge-Coppée augmente la participation de sa filiale Orsan dans la Société Claeys-Lück, de 9,7 % à 38,7 %. Le groupe français Claeys-Lück se situe parmi les dix premiers producteurs de semences au niveau mondial, et son premier actionnaire, SEAT, peut produire des Volkswagen Passat et Polo. SEAT, qui a perdu près de 2 milliards de francs en 1983, a continué d'enregistrer des pertes en 1984.

« Productique : Allen-Bradley restera américaine. » Le groupe américain Rockwell va acquérir pour 1,65 milliard de dollars (16 milliards de francs) sa « compagne » Allen-Bradley, entreprise spécialisée dans les matériels d'automatisation. Le groupe allemand Siemens s'est porté acquéreur en début de semaine, pour 1,5 milliard de dollars, d'Allen-Bradley, afin de conforter sa position outre-atlantique (le Monde du 16 janvier). Pour Rockwell, géant de l'aéronautique et de l'ingénierie avec un chiffre d'affaires de 90 milliards de francs, il s'agit de prendre pied dans le secteur d'avenir de la productique.

PRÉCISION. - Dans une nouvelle brève parue dans le Monde du 22 décembre 1984 sur la reprise par M. Bernard Tapie de Wrangler, il était écrit : « Le groupe Tapie... annonce la prochaine arrivée de l'équipe du baron Bich ». Le baron Bich dément qu'il y ait quelque relation que ce soit entre le groupe Tapie et sa société, et que son « équipe » puisse rejoindre M. Tapie.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS	UN AN
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-IL	5,875	5,875	+ 175	+ 325	+ 345
SE-DM	7,350	7,350	+ 21	+ 48	+ 57
SE-FF	3,510	3,510	+ 139	+ 246	+ 268
SE-IT	2,102	2,102	+ 117	+ 223	+ 234
SE-UK	3,630	3,630	+ 99	+ 185	+ 190
SE-ES	15,283	15,283	- 73	- 101	- 122
SE-FR	3,634	3,634	+ 145	+ 157	+ 158
SE-IT	4,782	4,782	- 203	- 346	- 338
SE-DM	10,859	10,859	- 182	- 143	- 346

TAUX DES EUROMONNAIES

52. U...	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 3/8	8 1/2	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 3/4	8 7/8																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
----------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	-------	-------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--



# ÉTRANGER

## RÉVOLUTION SILENCIEUSE EN CHINE

### Pékin choisit le marché pour fixer les prix

Pékin. — Si 1984 a été l'année des grandes décisions en matière de réforme économique, on peut dire que 1985 promet d'être celle des réalisations. Le 1<sup>er</sup> janvier, le *Quotidien du peuple* a publié un discours de M. Deng Xiaoping réaffirmant l'irréversibilité de la nouvelle politique et des décisions du troisième plénum du comité central tenu au mois d'octobre dernier. Le même jour, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, annonçait que « cette année sera la première dans l'application de la réforme de la structure économique et va déboucher la première bataille », en particulier dans le domaine des prix agricoles. « La pratique vieille de trente ans, ajoutait-il, en vertu de laquelle l'État a le droit exclusif d'acheter et de vendre les produits agricoles sera abolie graduellement en faveur de l'application des lois du marché. Il en sera de même dans le domaine des prix industriels (le *Monde* du 4 janvier).

Vouloir instituer la vérité des prix représente un changement fondamental pour un pays communiste. L'État abandonnera ainsi son principal levier de contrôle sur l'agriculture afin de rationaliser et d'améliorer la production et d'en réduire les coûts. Cela s'inscrit dans la série de bouleversements inspirés par M. Deng, comme l'instauration d'un système d'impôts — qui remplacera les livraisons obligatoires de marchandises à un prix déterminé, la décentralisation des décisions dans l'industrie et le profit des gestionnaires —, ou l'ouverture de l'économie aux influences, et surtout aux capitaux et aux technologies étrangères.

M. Zhao s'était cependant fait remarquer par sa modération. A la fois en raison de l'opposition de certains de ses collègues — « qui appellent à la prudence craignant que la réforme du système des prix, soit plutôt risquée » — et par pragmatisme personnel. S'il faut « être plus ferme dans l'orientation et se baser sur la réalité et des tâches immédiates », il est aussi nécessaire « de faire un pas pas de regarder tout autour avant d'en faire un autre ».

« Piloter à vue » Cette modération contraste évidemment avec l'audace des mesures prises par le comité central, celle notamment du Grand Bond en avant et de la révolution culturelle. « Une attitude réaliste et prudente est nécessaire à rejeter », écrit le 8 janvier, à la une du *Quotidien du peuple*. M. Tian Jiyuan, un des vice-premiers ministres qui « montent », dans un long article destiné à expliquer dans le détail la réforme des prix.

M. Tian commence par brosser le contexte de cette réforme : « Il

De notre correspondant

existe, estime-t-il, un désordre assez grave dans notre système des prix. Celui-ci se manifeste de plusieurs façons. D'abord par « un écart traditionnel entre les prix des marchandises ». Les produits miniers, les matières premières et l'énergie sont vendus au quart ou au tiers du prix mondial, ce qui n'incite ni aux économies ni au progrès technique. « Si on calculait selon les prix mondiaux, beaucoup de nos entreprises deviendraient déficitaires et ne parviendraient pas à survivre », écrit M. Tian, ce qui reflète assez bien notre retard technologique et de gestion.

Le désordre se manifeste ensuite par « un écart entre prix d'achat et prix de vente des produits agricoles », ce dernier étant plus bas que le prix d'achat, grâce à des subventions qui devaient de 30 % à 40 % du budget. Il faut donc libérer les prix pour inciter les paysans à produire plus.

Enfin, « l'identité des prix entre les produits de bonne et ceux de mauvaise qualité » entrave l'esprit d'initiative. M. Tian préconise de réformer les prix par petites étapes au cours du VII<sup>e</sup> Plan (1986-1990), en commençant par ceux qui est le plus aisé à réaliser et en combinant libération et ajustement. Il faut « piloter à vue », pour « limiter les dégâts » et contrôler le prix de la réforme, qui, reconnaît-il, coûtera fort cher à l'État.

Le temps de la mesure.

Il faudra en même temps éviter les hausses intempestives, inflationnistes, qui risquent de mécontenter la population — comme dans d'autres pays du tiers-monde où en Pologne. Pour cela M. Tian promet que le système des subventions aux produits et dépenses de première nécessité (céréales, huile, bœuf) sera dans l'ensemble maintenu. Pour les autres produits, la libération des prix sera « graduelle » en fonction de l'accroissement de la production. M. Tian affirme que les prix n'augmenteront pas trop vite. Si ceux de certains produits peuvent augmenter au début, cela ne devrait pas durer, au contraire.

De toute manière, « il faut garantir le revenu des salaires et des pensions » et « empêcher sévèrement » les responsables de hausses abusives. Les Chinois ont en effet besoin d'être rassurés devant ces réformes qui peuvent bouleverser leur vie et leurs habitudes que la révolution culturelle. Sur ce plan, comme le dit M. Tian, « la réforme des prix est une réforme très politique ».

Après les grandes déclarations d'intention, le temps est venu de la

mesure. Pékin reconnaît qu'en dépit des réformes annoncées le système des subventions n'est pas prêt de disparaître, que le système des prix ne sera pas rationalisé avant la fin de la décennie, et, en ce qui concerne la suppression des livraisons obligatoires de produits agricoles — dont l'une des raisons, révèle M. Tian, vient du fait que, avec la forte augmentation de la production, elles coûtaient de plus en plus cher à l'État, — qu'elle ne se fera que graduellement et ne devrait pas commencer avant la fin de la présente campagne d'achat.

Pékin a choisi de combiner fermeté et prudence, se réservant le droit de faire des erreurs et même marche arrière, et d'adapter ses méthodes en fonction des circonstances, des endroits et des produits. Mais ce pragmatisme semble également signifier que les dirigeants chinois tempèrent, ou repoussent quelque peu dans le temps, leurs ambitions.

La pilule est trop grosse pour être avalée en une seule fois.

PATRICE DE BEER.

### Les ministres des finances du groupe des Cinq ont réaffirmé leur engagement d'intervenir sur les marchés des changes « autant que nécessaire »

Les ministres des finances du groupe des Cinq (Etats-Unis, Japon, RFA, France et Grande-Bretagne), réunis jeudi 17 janvier à Washington, ont « réaffirmé leur engagement pris au sommet de Williamsburg de procéder à des interventions sur les marchés des changes autant que nécessaire ».

Dans un communiqué publié à l'issue de leur réunion, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales de ces cinq pays ont également « noté les développements récents sur les marchés des changes », et « exprimé leur engagement de travailler vers une plus grande stabilité de ces marchés ».

On notera que, fait exceptionnel, cette réunion, à laquelle participait M. Jacques de La Rosière, directeur général du Fonds monétaire international, a donné lieu à une déclaration commune, interprétée comme un avertissement, et même une menace pour les milieux financiers internationaux.

De fait, le dollar a immédiatement réévalué, mais d'une manière très

modérée. Toutefois, son cours est revenu, vendredi 18 janvier, de 3,18 DM à 3,17 DM et de 9,74 F à 9,71 F, après avoir, dans un premier mouvement, fléchi à 3,1650 DM, et même 3,1550 DM à Hongkong.

C'est dire la prudence et aussi le scepticisme de ces mêmes milieux devant les possibilités d'intervention des banques centrales face à l'ascension, lente mais continue, du cours du « billet vert ». Leur commentaire général, à la veille du week-end était le suivant : « Les Cinq ont dit ce qu'ils devaient dire, mais ils n'ont pas dit ce qu'ils feraient ».

Pas de modification des taux de la Bundesbank

La Banque fédérale d'Allemagne, démentant les rumeurs de relèvement de son taux directeur (Lombard) qui circulaient de façon insistante depuis la fin de la semaine dernière, a pas modifié, jeudi 17 janvier, ce même taux directeur, fixé à 5,5 % depuis 1983.

Il faut croire que l'opposition des milieux financiers et économiques outre-Rhin a été la plus forte, et l'a emporté sur l'avis de plusieurs membres du comité central de la banque, dont son vice-président, M. Helmut Schlesinger, dit-on. Ces milieux redoutent qu'un relèvement des taux allemands ne camouflât la reprise économique en cours. En outre, ils ont fait valoir, et c'est l'opinion générale dans le monde, que ce relèvement, pour être vraiment efficace, en renversant les flux des capitaux pour faire remonter le mark, aurait dû atteindre de 1 % à 2 % au minimum, et non pas 0,5 %, comme l'envisageaient certains responsables à la Banque fédérale.

Le scepticisme des milieux financiers internationaux sur les chances d'une action massive et concertée pour contenir la hausse du dollar a été, à nouveau, alimenté par la déclaration du secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, à l'issue de la réunion du groupe des Cinq. Il a rappelé la position officielle des Etats-Unis, qui est de considérer que les interventions des banques centrales ne sont utiles et possibles qu'en cas de « désordre » des marchés. « Nous sommes disposés à intervenir de manière coordonnée quand nous le jugeons nécessaire », mais, a-t-il ajouté, « une intervention massive et prolongée est inefficace ».

En fait, il est très probable que les représentants des pays européens et du Japon ont, une fois de plus, adjuré les Etats-Unis de réduire leur déficit budgétaire et, donc, de faire baisser leur taux d'intérêt en faisant moins appel aux capitaux étrangers pour financer ce déficit. Mais il est non moins probable qu'ils se sont heurtés au même obstacle que les années précédentes : le problème du déficit budgétaire des Etats-Unis est un problème intérieur et risque de ne rester longtemps.

F.R.

### LE DOLLAR EST FORT TANT MIEUX POUR NOUS !

déclare M. Raymond Barre

« L'influence des taux d'intérêt américains sur les taux d'intérêt dans les autres pays ne doit pas être exagérée. En effet, beaucoup de pays européens devraient maintenir des taux d'intérêt élevés pour des raisons qui tiennent à leur propre situation économique et financière, même si les taux d'intérêt américains baissent », a déclaré jeudi 17 janvier M. Raymond Barre dans un discours prononcé à Paris devant l'Académie diplomatique internationale. En réponse à une question, l'ancien premier ministre a déclaré : « Le dollar est fort, tant mieux pour nous ! S'il y a une reprise économique dans certains pays européens, c'est grâce aux exportations, favorisées par le taux de change vis-à-vis de la devise américaine ».

Interrogé sur le point de savoir s'il serait opportun que les banques centrales recourent à d'amples actions concertées, M. Barre a répondu : « On ne s'oppose pas à un mouvement de baisse d'une monnaie, mais il est possible de l'atténuer par des interventions concertées. Les Etats-Unis y sont opposés pour des raisons idéologiques inspirées de l'ultra-libéralisme ».

### LES NÉGOCIATIONS SUR LE RÉÉCHELONNEMENT DES DETTES COMMERCIALES YUGOSLAVES PRENDENT UN MOIS

Londres (AFP). — Pour la quatrième fois, les délégués de la Yougoslavie et le comité représentant les banques occidentales créancières de ce pays se rencontreront, d'ici un mois, en vue de négocier le rééchelonnement à long terme de 3,5 milliards de dollars de dettes commerciales, « a-t-on appris à la fin de la troisième réunion qui vient d'avoir lieu à Londres ».

M. Fulvio Dobric, de la banque américaine Manufacturers Hanover, qui préside ce comité, a cependant exprimé, jeudi, l'espoir que la prochaine recontractation permettrait de mettre au point définitivement les modalités de l'opération.

Les dettes en question arrivent à échéance entre 1985 et 1988. De part et d'autre, on assure que les neuf derniers jours de discussions ont permis des progrès considérables.

Selon certaines sources, les difficultés restent à surmonter pour parvenir sur les objectifs d'action économique que les banques voudraient voir adopter par la Yougoslavie lorsque ses engagements vis-à-vis du Fonds monétaire international deviendront caducs à la fin de l'année courante, ainsi que le calendrier du rééchelonnement.

Les banques voudraient procéder au rééchelonnement par étapes en fonction des progrès de l'économie du pays, alors que la Yougoslavie souhaiterait résoudre le problème d'un seul coup.

## AGRICULTURE

### LA PRÉPARATION DE LA NÉGOCIATION SUR LES PRIX AGRICOLES

#### La FNSEA demande que les transactions soient libellées en ECU

Aux hypothèses de travail de la Commission européenne, pour la fixation des prix agricoles de la nouvelle campagne 1985-1986, les organisations syndicales commencent à réagir. Mais le vrai débat n'est pas encore ouvert.

La FNSEA a fait savoir, jeudi 17 janvier, à l'issue de son conseil d'administration, que cette négociation sur les prix devrait être l'occasion d'« éliminer totalement les distorsions monétaires, notamment les MCM (montants compensatoires monétaires), qu'ils soient positifs ou négatifs ».

Elle demande également que les transactions agricoles intra-européennes soient libellées en ECU. Comme l'avait réclamé le CNJA, la centrale paysanne exige la suppression de la taxe de corresponsabilité sur le lait.

Les prix européens sont le plus souvent des prix indicatifs ou directeurs. Les prix réels de marché qui déterminent le revenu leur sont inférieurs. Aussi la FNSEA préconise-t-elle diverses mesures techniques de soutien au revenu, telles que le rattachement des délais de paiement, après la mise à l'intervention. Elle souhaite aussi que des facilités soient accordées aux agriculteurs, surtout aux maraîchers, qui ont subi des dégâts de gel.

Ces prix européens ont cependant une influence directe sur les prix d'intervention, qui sont à la fois une composante du revenu et un moyen de soutenir les prix de marché.

Aussi, les producteurs de lait sont-ils par avance inquiets. Leur fédération nationale écrit qu'« ils ne pourront pas supporter à la fois une diminution des volumes et une pression sur les prix ».

Cette diminution des volumes est effective, et le nouveau commissaire européen à l'Agriculture, M. Frans Andriessen, s'en est félicité devant l'Assemblée de Strasbourg, jeudi 17 janvier. Alors qu'en 1983 la production avait augmenté de 4 %, puis de 3 % au premier trimestre de 1984, les livraisons ont diminué de 4 %, d'avril à décembre 1984, a indiqué le commissaire. Pour la même période, la production de bœuf est inférieure de 12 %, et celle de poulet de 20 %, par rapport à la période correspondante de 1983.

Les comptes européens se rejoignent aussi d'une révision à la baisse du volume des vins à distiller pour la campagne en cours. Au lieu de 10 millions d'hectolitres, comme il était estimé précédemment, la distillation obligatoire ne devrait porter que sur 7 à 8 millions d'hectolitres.

Le comité de gestion a d'ailleurs fixé des obligations de distillations proportionnelles aux rendements. Le schéma retenu peut préfigurer celui qui sera adopté dans le futur règlement viticole : aucune distillation pour un rendement inférieur à 45 hectolitres par hectare ; de 45 hectolitres à 90 hectolitres, la production devra être distillée dans la proportion de 2 % à 4 % ; au-dessus de 90 hectolitres, le volume des distillations sera nettement supérieur.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● Création de Matra Communication. — Le groupe Matra a réorganisé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, ses activités de télécommunications. TEMAT et TPL (radiotéléphones, terminaux, centraux...) sont regroupés dans une nouvelle société, Matra Communication, qui est présidée par M. Maurice Rémy.

● IBM : profits en hausse de 20 % en 1984. — Le numéro un de l'informatique mondiale a réalisé en 1984 des profits de 6,58 milliards de dollars (près de 65 milliards de francs) en hausse de 20 % sur 1983. Sa chiffre d'affaires, avec 45,94 milliards de dollars, s'est accru de 14 %. Les résultats auraient pu être encore meilleurs, estime IBM, s'ils n'avaient pas été affectés par la hausse du dollar.

● Thomson-Houston va créer 250 emplois à Metz. — La société de services informatiques Thomson-Avance (1.000 employés) filiale à 31 % de la CGE et à 49 % de Thomson, va implémenter son centre européen de production de logiciels professionnels à Metz en février. Le centre emploiera 250 personnes à l'horizon 1988.

● 8,4 milliards pour les artisans. — L'enveloppe des prêts aides à l'artisanat en 1985 sera de 8,4 milliards de francs, au lieu de 7,2 milliards en 1984. « Ces prêts seront disponibles en 1985, comme par le passé, dans le réseau des banques populaires, du Crédit agricole, du Crédit coopératif, mais aussi, après consultation

du secteur des métiers, dans d'autres établissements bancaires », indique le gouvernement dans un communiqué.

### Etranger

#### ESPAGNE

● Croissance : +2,5 % en 1984. — Le taux de croissance de l'économie espagnole a été de 2,5 % en 1984. Selon un rapport du Banco central, cette croissance est due à l'augmentation des exportations de biens et services (+16 %) et à la diminution des importations (-2 %). Toutefois, la consommation privée et les investissements ont baissé de 0,5 % et de 1,5 %, respectivement, par rapport à 1983. — (AFP.)

#### ÉTATS-UNIS

● Hausse du taux d'utilisation des capacités de production. — Les industries américaines ont tourné en décembre à 81,9 % de leurs capacités contre 81,6 % en novembre. En juillet 1984, le taux d'utilisation des capacités industrielles avait atteint un plus haut niveau depuis le début de la reprise économique avec 82,7 %. — (AFP.)

#### GRANDE-BRETAGNE

● La production manufacturière au plus haut niveau. — La production manufacturière britannique est remontée en novembre à son plus haut niveau depuis quatre ans. Selon les statistiques officielles, elle s'est améliorée de 0,9 % par rapport à octobre et de 3,1 % par rapport à novembre 1983. Les plus grande pro-

grès ont été réalisés dans la construction électrique et la chimie. Toutefois, la production industrielle globale, du fait de la grève des mineurs, a diminué de 0,2 % en novembre, après avoir augmenté de 1,3 % en octobre. — (AFP, Agef.)

● Informatique : suppression de 950 emplois chez la britannique ICL. — Le constructeur britannique d'ordinateurs International Computer Limited (ICL) va supprimer 950 emplois dans ses usines en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. ICL, qui emploie 15 500 personnes, dont 4 000 ouvriers, espère ainsi améliorer sa productivité.

### Social

● Crenos-Loire : procédure de licenciement contre trois délégués CGT. — Trois délégués CGT de l'entreprise Marrel de Rive-de-Giers (Loire) appartenant au groupe Crenos-Loire ont été informés qu'une procédure de licenciement pour « faute grave » était engagée à leur encontre à la suite d'incidents avec des cadres de la CGC, le 7 janvier. En guise de protestation, une trentaine de salariés ont occupé à partir de 9 heures, le 17 janvier, la mairie de Saint-Chamond, qu'ils ont accepté de quitter en fin de journée après une intervention des forces de police.

● L'indice des prix CGT. — La hausse des prix en décembre a été de 0,4 %, selon l'indice publié par la CGT (contre 0,2 % selon l'estimation de l'INSEE). La hausse est de 9,7 % par rapport à décembre 1983, toujours selon l'indice CGT.

### Les épargnants se sont arrachés les premières actions émises depuis trente ans

Des milliers d'acheteurs se sont arrachés les premières actions émises en Chine depuis plus de trente ans.

La demande pour les soixante mille actions à 50 yuans (soit 1,5 million de dollars) a été telle que les administrateurs de la société émettrice ont décidé de lancer vingt mille actions supplémentaires qui étaient destinées aux institutions, a annoncé l'agence Chine nouvelle.

Les communistes chinois avaient fermé la Bourse de Shanghai après la prise de pouvoir en 1949, et l'agence chinoise précise que cette émission, qui a eu lieu le 14 janvier, est la première depuis plus de trente ans.

La société en question, Yenchong Commercial Industrial Company Ltd., gère dix-sept firmes, dont des usines fabriquant du matériel photographique, des produits chimiques, de l'habillement et des objets artisanaux. Selon Chine nouvelle, cette société contrôle deux cents centres de distribution à travers tout le territoire et a fait l'an dernier un bénéfice de 7 millions de yuans (5,6 millions de dollars).

Un débat public a eu lieu l'an dernier parmi les responsables des sociétés d'Etat chinoises sur l'opportunité de l'ouverture d'un nouveau marché financier, soit à Shanghai, soit dans la zone économique spéciale de Shenzhen établie près de Hongkong. — (AFP.)

### Le programme nucléaire chinois

#### NOUVEAU CONTRAT POUR UNE ENTREPRISE FRANÇAISE

De notre correspondant

Pékin. — Un contrat pour la fourniture d'un équipement informatique de surveillance destiné à l'exploitation de la future centrale nucléaire de Qinshan (d'une puissance de 300 mégawatts) a été signé fin décembre entre la société d'ingénierie informatique CERCI (filiale de Jeumont-Schneider) et la CNEIC (China Nuclear Energy Industry Corporation). Ce contrat s'étendra sur quatre ans et inclura un programme étendu de coopération. La technologie exportée est directement issue des équipements mis en œuvre dans le cadre du programme nucléaire français. Un contrat avait déjà été signé avec

Framatome pour l'instrumentation de cœur de la centrale, et d'autres négociations sont en cours.

Cet accord intervient à la veille de la création officielle, vendredi 18 janvier, de la société mixte sino-hongkongaise chargée de la centrale nucléaire de Daya Bay de Hongkong. Les négociations entre la nouvelle société mixte et le groupe franco-britannique chargé de construire cette centrale de 900 mégawatts, Framatome étant responsable de l'ilot nucléaire et EDF du management technique. — P. de B.

هكذا من الأصل



# SOCIAL

## Une nouvelle comptabilité pour connaître les dépenses des hôpitaux

Comment maîtriser les dépenses hospitalières ? D'abord en connaissant beaucoup plus précisément qu'aujourd'hui les coûts des différents services et des différentes activités. C'est l'objet d'une série d'instructions qui vont être adressées aux établissements publics par la direction des hôpitaux du secrétariat d'Etat à la santé : les premières dans les prochains jours, les autres en mars.

L'ensemble doit donner un système de pilotage plus précis aux établissements publics, tous passés depuis le 1<sup>er</sup> janvier sous le régime de la « dotation globale » remplaçant le paiement par « prix de journée ».

Le premier élément du nouveau système consiste en une nouvelle comptabilité analytique répartissant les dépenses des hôpitaux selon cinq différentes fonctions : administration, hôtellerie, examens (radiographies, analyses, etc.) soins, et enseignement. Cet examen sera poursuivi plus finement en analysant les dépenses par « centre de responsabilité » plus précis, au moins dans les grands établissements : ainsi l'hôtellerie comprend non seulement le logement des malades, mais aussi les repas, la blanchisserie...

D'autre part, afin d'approcher mieux les activités médicales, un « résumé standardisé de séjour » va être établi par les médecins pour chaque malade : il indiquera le diagnostic principal et les complications éventuelles, les éventuelles interventions chirurgicales, l'âge, le sexe et la durée du séjour. Ces résumés doivent permettre de constituer des typologies correspondant à la fois à des caractéristiques individuelles et à des types de soins, dont on pourra calculer ainsi les coûts : les « groupes homogènes de malades ». Une première série a déjà été constituée à partir de données recueillies pendant un an par huit hôpitaux de la région grenobloise.

Ce système s'inspire de recherches américaines que le directeur des hôpitaux, M. Jean de Kervasdoué, économiste, auparavant membre du centre de recherche en gestion de l'Ecole polytechnique, a pu observer de près, notamment celles

de M. Robert Fetter, professeur de gestion à l'université de Yale, qui avait constitué, en dépliant des dizaines de milliers de dossiers hospitaliers, quatre cent soixante-dix « groupes homogènes ».

### La « boîte noire »

Nouvelle comptabilité et « groupes homogènes de malades » doivent permettre d'établir le coût réel des activités hospitalières et donc de mesurer les « surcoûts » éventuels. Aujourd'hui, « c'est la boîte noire », dit volontiers M. de Kervasdoué. La durée de séjour n'apporte pas d'informations suffisantes car les soins diffèrent selon les malades : le « prix de journée » était en fait établi après coup, en divisant les dépenses par le nombre de journées passées par les malades à l'hôpital. Le tarif (la « nomenclature ») des actes médicaux de la Sécurité sociale, mieux adaptée à la médecine de ville) sert surtout à calculer le montant des remboursements aux assurés.

Ce nouveau système va compléter le budget global : il doit permettre de répartir plus justement les moyens entre des hôpitaux très inégalement dotés. Certes, pour les budgets de 1985, calculés à partir des budgets antérieurs augmentés d'un « taux directeur » fixe (5,2 %), on a laissé en plus une marge (0,5 % des budgets) à la disposition des préfets, mais celle-ci est insuffisante pour réduire les inégalités entre les établissements : il faudrait, estime-t-on, deux cent cinquante ans pour y parvenir. De toute façon, le cadre départemental est trop étroit pour une redistribution.

La comptabilité analytique a déjà été expérimentée dans deux hôpitaux, la collecte des « résumés standardisés de séjour », dans vingt-cinq. Elle sera étendue cette année à tous les établissements de la région Aquitaine. L'ensemble du système doit être mis en place en trois ans : on espère donc pouvoir, au bout de trois ou quatre ans, commencer à discuter des budgets hospitaliers des hôpitaux à partir d'une connaissance réelle de leurs activités.

GUY HERZLICH.

# TRANSPORTS

980 MILLIONS DE BÉNÉFICES EN 1984

## Une gestion de « bon père de famille » à Air France

M. Marceau Long, président de la compagnie Air France, est un homme heureux. Depuis six mois seulement à la tête de la compagnie aérienne nationale, il a pu annoncer à la presse, le jeudi 17 janvier, les résultats de l'année 1984, agréables à commenter : 980 millions de francs de bénéfices, soit onze fois plus qu'en 1983.

L'amélioration de la conjoncture du transport mondial n'est pas étrangère à ces comptes. Les scores de la compagnie ont évolué de façon comparable à ceux des autres membres de l'Association du transport aérien international (IATA). Air France a enregistré une croissance de 14,8 % de son trafic de fret, et l'ensemble des compagnies de l'IATA, une croissance de 14 %. En ce qui concerne le trafic des passagers, Air France n'a moins profité de la reprise des échanges internationaux, avec + 2,5 % quand l'IATA annonce + 7 %.

La progression modeste du trafic des passagers est due essentiellement au tassement de la ligne des Antilles (- 7,1 %), de la Corée (- 5,4 %), ainsi qu'à un glissement de trafic de deux points vers la filiale Air Charter, qui a amélioré ses performances de 42 %. La compagnie a mené aussi des efforts de rationalisation qui se sont traduits par un coefficient d'occupation record de ses appareils avec 68 % en moyenne et par une recette unitaire en progression de 11,8 %.

Air France n'a atteint un chiffre d'affaires de 27,6 milliards de francs (+ 13 %) et un bénéfice de 980 millions de francs (87 millions de francs en 1983), dont 450 millions ont été provisionnés. Sa marge brute

d'autofinancement s'est élevée à 3 milliards de francs (+ 25 %). « Cela n'est pas le résultat d'un coup de chance », a conclu M. Henri Savary, directeur général, mais le fruit de notre exploitation ».

La compagnie semble avoir opté, désormais, pour une gestion de « bon père de famille ». Elle a remboursé par anticipation des prêts, et le ratio de son endettement permanent est tombé de 3,1 à 2. Elle épargne 450 millions de francs pour pouvoir autofinancer au maximum l'achat de vingt-cinq Airbus A-320 qui entreront en service à partir de 1988. Elle limite les embauches de personnel. Elle surveille de très près ses filiales, les hôtels Mériidien (30 millions de francs de bénéfices), Air Charter (4 millions de francs), le SOTAIR, qui commercialise les marques Jet Tour et Jumbo (10,7 millions de francs), Tourisme France international (0,7 million), SERVIAIR (15 millions de francs) et SARESCO (19,4 millions de francs). Le Concorde confirme sa rentabilité, avec 62 millions de francs de bénéfices (28 millions de francs en 1983), qui reviendront pour moitié à l'Etat.

Les objectifs que s'assigne la direction pour 1985 restent prudents. « Nous souhaitons confirmer les résultats de 1984 », a résumé M. Marceau Long. En effet, seules deux machines supplémentaires, des Airbus A-310 entreront dans la flotte. On renouvellera les cabines de Concorde. Les fauteuils de première classe seront remplacés par des sièges plus confortables encore et les

Airbus long-courriers recevront un système de projection vidéo.

Pas de grandes innovations non plus en matière de ligne et d'écoles. Air France desservira, en plus, avec ses propres appareils, Washington, Aden, Birmingham, Salzbourg, Bologne et Sfax. A partir du 19 juin, elle offrira chaque jour une liaison Paris-Tokyo.

### Comme une entreprise privée

Les représentants des syndicats CGT d'Air France ont tenu, une conférence de presse, le même jour que la direction, pour contredire la bonne impression qu'une augmentation de bénéfices de 1 100 % pourrait faire sur l'opinion publique. « La mission de la compagnie n'est pas de transporter le maximum de passagers avec la meilleure qualité possible de service public, de contribuer aux échanges culturels, sociaux, économiques de la France. Toute la gestion ne tend que vers un seul objectif : faire de l'argent. Air France est gérée comme une entreprise privée qui ne recherche que le profit financier. » Et de demander

une relance des investissements en matériel, en formation et en hommes et, bien sûr, des augmentations salariales. Pour commencer, la CGT conteste le personnel sur le principe de l'attribution d'une prime exceptionnelle de 1 500 F puisque « les résultats financiers ont bien évidemment été réalisés sur les salaires du personnel ».

Ces revendications vont à contre-courant de la conjoncture économique et sociale qui prévaut chez les grandes compagnies aériennes mondiales. Partout on réduit le nombre de vols, les salaires et les effectifs afin d'améliorer la compétitivité. La direction d'Air France se sent particulièrement à l'aise pour refuser ces demandes dont la satisfaction obligerait, selon elle, les investissements et l'avent de la compagnie. Elle est, en cela, appuyée par le gouvernement qui n'a pas tellement d'entreprises publiques bénéficiaires à montrer en exemple. D'autant qu'elle prête au profit de son épargne à la région Rhône-Alpes et à la région Ile-de-France. Sa bonne santé lui permet de rendre service et d'empêcher de surcroît 12 % d'augmentation.

ALAIN FRAJAS.

### AUX ETATS-UNIS

## American Airlines relance la guerre des tarifs aériens

New-York (AFP). — La compagnie American Airlines a relancé, à partir du 18 février, des tarifs réduits sur ses vols à l'intérieur des Etats-Unis. Certaines réductions atteignent 70 % du tarif normal. Pour bénéficier du nouveau système, baptisé « ultimate super saver », les passagers doivent acheter leur billet un mois avant la date du départ prévu et passer la nuit du samedi au dimanche au lieu de destination.

Ses concurrents, United Airlines et Northwest Airlines, ont aussitôt annoncé qu'ils proposeraient des tarifs équivalents à leur clientèle.

Wall Street a salué cette initiative commerciale en orientant à la hausse les cours des actions des transporteurs

du monde aéronautique. En effet, les prix « cassés » pourraient relancer la guerre commerciale qui oppose périodiquement les transporteurs aériens américains depuis que la déflationnisme, a été décidée par l'ancien président Carter en 1978.

Les milieux boursiers redoutent qu'une telle baisse des tarifs ne provoque d'importantes déficits dans les résultats des compagnies et, à terme, dans les comptes des constructeurs d'avions. Les titres d'American, d'United et de Boeing ont perdu environ 3 dollars chacun. American Airlines a réalisé, en 1984, un bénéfice record de 225 millions de dollars (2,2 milliards de francs).

**SÉRIE PRIVILEGE**

**DES OCCASIONS HORS SÉRIE AVEC DES SERVICES HORS PAIR.**

**SERVICE N° 1.** Garantie O.R. 6 mois pièces mécaniques et main-d'œuvre, kilométrage illimité.

**SERVICE N° 2.** Garantie supplémentaire de 18 mois ou 50 000 km au total sur moteur, boîte, pont.

**SERVICE N° 3.** Dépannage et remorquage gratuits sur simple appel téléphonique.

**SERVICE N° 4.** Mise à disposition gratuite d'un véhicule de remplacement, 15 jours maximum.

**SERVICE N° 5.** Poursuite du voyage (ou retour) gratuitement pour le conducteur et ses passagers.

*\* En fonction de la durée et du lieu de l'immobilisation.*

**C'EST NOUVEAU, LA SÉRIE PRIVILEGE A UN TARIF NATIONAL.**

MILLESIÈME	RENAULT 9		RENAULT 10		RENAULT 20		RENAULT 30	
	GT	TSE	GT	TURBO	GT	TSE	GT	TSE
1982	44 500 F	48 000 F	50 500 F	50 000 F	53 000 F	57 000 F	63 000 F	67 000 F
1983	50 000 F	53 000 F	59 000 F	58 000 F	61 000 F	65 000 F	71 000 F	75 000 F
1984	45 500 F	50 000 F	50 500 F	55 000 F	55 000 F	59 000 F	63 000 F	67 000 F

Tarif valable jusqu'au 28.2.85.

**OCCASIONS RENAULT**

**GARANTIE O.R.**

# MARCHÉS F

1985

1984

1983

1982

1981

1980

1979

1978

1977

1976

1975

1974

1973

1972

1971

1970

1969

1968

1967

1966

1965

1964

1963

1962

1961

1960

1959

1958

1957

1956

1955

1954

1953

1952

1951

1950

1949

1948

1947

1946

1945

1944

1943

1942

1941

1940

1939

1938

1937

1936

1935

1934

1933

1932

1931

1930

1929

1928

1927

1926

1925

1924

1923

1922

1921

1920

1919

1918

1917

1916

1915

1914

1913

1912

1911

1910

1909

1908

1907

1906

1905

1904

1903

1902

1901

1900

1899

1898

1897

1896

1895

1894

1893

1892

1891

1890

1889

1888

1887

1886

1885

1884

1883

1882

1881

1880

1879

1878

1877

1876

1875

1874

1873

1872

1871

1870

1869

1868

1867

1866

1865

1864

1863

1862

1861

1860

1859

1858

1857

1856

1855

1854

1853

1852

1851

1850

1849

1848

1847

1846

1845

1844

1843

1842

1841

1840

1839

1838

1837

1836

1835

1834

1833

1832

1831

1830

1829

1828

1827

1826

1825

1824

1823

1822

1821

1820

1819

1818

1817

1816

1815

1814

1813

1812

1811

1810

1809

1808

1807

1806

1805

1804

1803

1802

1801

1800

1799

1798

1797

1796

1795

1794

1793

1792

1791

1790

1789

1788

1787

1786

1785

1784

1783

1782

1781

1780

1779

1778

1777

1776

1775

1774

1773

1772

1771

1770

1769

1768

1767

1766

1765

1764

1763

1762

1761

1760

1759

1758

1757

1756

1755

1754

1753

1752

1751

1750

1749

1748

1747

1746

1745

1744

1743

1742

1741

1740

1739

1738

1737

1736

1735

1734

1733

1732

1731

1730

1729

1728

1727

1726

1725

1724

1723

1722

1721

1720

1719

1718

1717

1716

1715

1714

1713

1712

1711

1710

1709

1708

1707

1706

1705

1704

1703

1702

1701

1700

1699

1698

1697

1696

1695

1694

1693

1692

1691

1690

1689

1688

1687

1686

1685

1684

1683

1682

1681

1680

1679

1678

1677

1676

1675

1674

1673

1672

1671

1670

1669

1668

1667

1666

1665

1664

1663

1662

1661

1660

1659

1658

1657

1656

1655

1654

1653

1652

1651

1650

1649

1648

1647

1646

1645

1644

1643

1642

1641

1640

1639

1638

1637

1636

1635

1634

1633

1632

1631

1630

1629

1628

1627

1626

1625

1624

1623

1622

1621

1620

1619

1618

1617

1616

1615

1614

1613

1612

1611

1610

1609

1608

1607

1606

1605

1604

1603

1602

1601

1600

1599

1598

1597

1596

1595

1594

1593

1592

1591

1590

1589

1588

1587

1586

1585

1584

1583

1582

1581

1580

1579

1578

1577

1576

1575

1574

1573

1572

1571

1570

1569

1568

1567

1566

1565

1564

1563

1562

1561

1560

1559

1558

1557

1556

1555

1554

1553

1552

1551

1550

1549

1548

1547

1546

1545

1544

1543

1542

1541

1540

1539

1538

1537

1536

1535

1534

1533

1532

1531

1530

1529

1528

1527

1526

1525

1524

1523

1522

1521

1520

1519

1518

1517

1516

1515

1514

1513

1512

1511

1510

1509

1508

1507

1506

1505

1504

1503

1502

1501

1500

1499

1498

1497

1496

1495

1494

1493

1492

1491

1490

1489

1488

1487

1486

1485

1484

1483

1482

1481

1480

1479

1478

1477

1476

1475

1474

1473

1472

1471

1470

1469

1468

1467

1466

1465

1464

1463

1462

1461

1460

1459

1458

1457

1456

1455

1454

1453

1452

1451

1450

1449

1448

1447

1446

1445

1444

1443

1442

1441

1440

1439

1438

1437

1436

1435

1434

1433

1432

1431

1430

1429

1428

1427

1426

1425

1424

1423

1422

1421

1420

1419

1418

1417

1416

1415

1414

1413

1412

1411

1410

1409

1408

1407

1406

1405

1404

1403

1402

1401

1400

1399

1398

1397

1396

1395

1394

1393

1392

1391

1390

1389

1388

1387

1386

1385

1384

1383

1382

1381

1380

1379

1378

1377

1376

1375

1374

1373

1372

1371

1370

1369

1368

1367

1366

1365

1364

1363

1362

1361

1360

1359

1358

1357

1356

1355

1354

1353

1352

1351

1350

1349

1348

1347

1346

1345

1344

1343

1342

1341

1340

1339

1338

1337

1336

1335

1334

1333

1332

1331

1330

1329

1328

1327

1326

1325

1324

1323

1322

1321

1320

1319

1318

1317

1316

1315

1314

1313

1312

1311

1310

1309

1308

1307

1306

1305

1304

1303

1302

1301

1300

1299

1298

1297

1296

1295

1294

1293

1292

1291

1290

1289

1288

1287

1286

1285

1284

1283

1282

1281

1280

1279

1278

1277

1276

1275

1274

1273

1272

1271

1270

1269

1268

1267

1266

1265

1264

1263

1262

1261

1260

1259

1258

1257

1256

1255

1254

1253

1252

1251

1250

1249

1248

124



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

17 janvier

### Réveil des BTP

La promesse que le chef de l'Etat a faite de prendre des mesures en faveur du bâtiment et des travaux publics a favorisé jeudi une reprise des valeurs concernées à la Bourse de Paris. SCREG a monté de 5,3 %, Lafarge-Coppe de 2,4 %, Poliet de 2,1 %, Bouygues de 1,5 % et GTM-Entreprise de 1,2 %.

D'un autre côté, le matériel électrique s'est lui aussi un peu réveillé (Radiotechnique, Legrand, Crouzet, Leroy-Somer, Télémelec). Tant et si bien qu'à la clôture, l'Indicateur instantané enregistrerait une avance de 0,5 % environ.

Coup de chapeau au discours télévisé de M. F. Mitterrand ? Manifestement, le marché n'a retenu que l'union des deux camps de la droite : les BTP vont être débloqués ? Pour l'instant, seul compte le choc psychologique. C'est du moins ce que rapportent les professionnels, qui n'excluent pas d'autre part une discrète intervention des « gendarmes » (Coteaux des Alpes et autres) en vue de donner une meilleure coloration à la Bourse au lendemain de l'allocation présidentielle. Si les courants d'échanges ont été assez nourris, leur ampleur témoigne surtout des ajustements opérés en vue de la prochaine liquidation du 23 janvier. Pour l'essentiel, le marché se cantonne dans l'expectative en attendant de connaître les décisions monétaires de la Bundesbank.

La devise-titre a continué de s'échapper à des niveaux élevés, soit entre 10,7 F et 10,75 F contre 10,67 F/10,76 F.

A Londres, la progression de l'or s'est poursuivie à 305,80 dollars l'once contre 302,70 dollars la veille.

A Paris, le lingot a valu 95 400 F puis 95 700 F contre 95 250 F. Le napoléon a reperdu 1 F à 596 F.

Le volume des transactions a augmenté : 9,85 millions de francs contre 6,29 millions de francs.

## NEW-YORK

Très résistants

Pour la troisième séance consécutive, les valeurs de second plan ont occupé, jeudi, le devant de la scène à Wall Street. Elles ont cependant été moins performantes que les jours précédents. Quant aux « Blue Chips », elles ont été assez irrégulières et plutôt orientées à la baisse, en raison principalement de l'alourdissement des actions des compagnies aériennes lié à la crainte d'une guerre des prix après la décision de l'Association Américaine de réduire ses tarifs sur les vols intérieurs. A la clôture, l'indice des industrielles accusait un recul de 1,99 point à 1 228,64.

Le bilan de la journée a fait ressortir un total de 809 hausses pour 733 baisses. Les cours de 452 valeurs n'ont pas varié.

Aux alentours du « Big Board », le climat était toujours à l'optimisme. Selon les dernières statistiques, les ventes en chantier de logements, corrigées des variations saisonnières, ont augmenté de 2,1 % en décembre. Le marché a en déduit que l'activité reprendrait dans le bâtiment et que le bâtiment, vu d'ici la forte résistance observée en cours de séance.

L'activité a diminué, mais est néanmoins restée à un niveau élevé. Au total, 114,03 millions de litres ont été changés de mains contre 135,52 millions.

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

IBM. - Le géant américain de l'informatique annonce pour le quatrième trimestre de 1984 un bénéfice net de 1,17 milliard de dollars, en hausse de 16,6 %. Pour l'exercice entier, le résultat net atteint 6,58 milliards de dollars (+ 20 %). Il est en ligne, voire légèrement supérieur aux prévisions faites par les analystes.

ZODIAC. - Le bénéfice net consolidé pour l'exercice 1983-1984 s'élève à 36,2 millions de francs (+ 22 %). Cette progression est en ligne avec les prévisions. Le dividende net est porté de 20 F à 21 F.

ROULEAU-GUICHARD. - Initialement prévue pour le 16 janvier, l'introduction au second marché de la Bourse de Paris de l'action Rouleau-Guichard (Société de tissage de textile), a été reportée au 17 janvier.

INDICES QUOTIDIENS (indice base 100 le 10/10/84)

16 jan.	17 jan.
Indice Cote	107,5
Indice Cote	107,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets à 90 jours	10,716 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO	171,17
1 dollar (en francs)	171,17

23 janvier, en raison de l'afflux de demandes, 3,14 millions de titres étaient disponibles à l'achat, alors que l'offre ne portait que sur 40 240 actions, au prix d'offre minimum de 400 F. La seconde tentative n'a pas été faite en employant la procédure de l'offre publique de vente, au prix ferme et définitif de 570 F par action.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE VALLOIRE. - Cet établissement du groupe Valloire vient de procéder à une modification de la structure de son actionnariat aux termes de laquelle, le groupe Bruxelles Lambert, devient, avec effet au 1er janvier 1985, le premier actionnaire de la SIV avec une participation de 32,5 % de capital.

Vismont, ancien dans l'ordre, Valloire doit la participation initiale de 100 % est ramenée à 30 %, des institutions hollando-belges (17,5 %), le groupe Mott-Hennessy (10 %) et de l'OPB Paribas (10 %). Des fardeaux des comptes de l'exercice 1984, qui devraient faire apparaître un résultat net négatif, sont éliminés à celui de l'exercice précédent (7,06 millions de francs).

diverses opérations en vue d'accroître les capitaux permanents de la banque seront engagées. La Société industrielle de banque, à long terme fonctionnant comme une banque de groupe avant de servir sur une autre clientèle. Au 31 décembre 1983, elle employait cent six personnes et le total de son bilan atteignait 3,8 milliards de francs.

# BOURSE DE PARIS Comptant 17 JANVIER

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
1 %	27,30	27,30
5 %	4,00	4,00
10 %	1,37	1,37
15 %	1,37	1,37
20 %	1,37	1,37
25 %	1,37	1,37
30 %	1,37	1,37
35 %	1,37	1,37
40 %	1,37	1,37
45 %	1,37	1,37
50 %	1,37	1,37
55 %	1,37	1,37
60 %	1,37	1,37
65 %	1,37	1,37
70 %	1,37	1,37
75 %	1,37	1,37
80 %	1,37	1,37
85 %	1,37	1,37
90 %	1,37	1,37
95 %	1,37	1,37
100 %	1,37	1,37

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de 16 jan.	Cours de 17 jan.
Alcoa	38 7/8	38 7/8
AT&T	50 1/2	50 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	160 1/2	160 1/2
Intel	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Merck	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
Unisys	38 1/2	38 1/2
Wang	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2



